

سكنا من الامارات

Radio-Télévision : la longue marche du documentaire

Le Monde



QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14754 - 7 F

DIMANCHE 5 - LUNDI 6 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

du ciel

Tchécoslovaquie : la fin d'une époque

« Si Havel n'est pas élu, ce monde », affirmait-il y a quelques jours un responsable nationaliste tchécoslovaque. Certes, mais c'est sans doute la fin de la Tchécoslovaquie. Et c'est surtout la fin d'une époque, même si d'éventuelles négociations permettraient peut-être à M. Vaclav Havel de se maintenir, encore quelques mois, à la tête d'une fédération moribonde.

Cette époque, c'est celle de l'immédiat post-communisme, qui vit émerger, du jour au lendemain, toute une classe de nouveaux dirigeants stylisés, pour le plupart des intellectuels aguerries à la résistance contre la dictature mais peu préparés à l'exercice du pouvoir. Certains, comme l'ouvrier Lech Walasa en Pologne, se sont jetés dans le nouveau jeu démocratique avec la même combativité qu'ils avaient manifestée contre les communistes et, en allant au charbon, s'y sont un peu saisi les mains.

M. HAVEL, quant à lui, prit de hauteur et jura, pendant deux ans, le rôle très moral du père dans une société désorientée - après l'éclatement brutal du carcan communiste - dont il disait qu'elle se trouvait dans « un état post-pénitentiaire ». Ses « Conservations de Lany », l'émission radiodiffusée dominicale au cours de laquelle il avait pris l'habitude de s'adresser à ses compatriotes, étaient très révélatrices de son style. Il se voyait, du moins au départ, comme un homme de transition, le temps qu'apparaissent « de nouvelles personnalités politiques » adaptées à des conditions plus normales.

Ce rôle fut difficile à tenir, et les difficultés que la société tchécoslovaque dut affronter, ces deux dernières années, auraient parfois requis davantage de fermeté que de philosophie. Mais M. Havel accomplit sa tâche avec une grande dignité, et si ce n'était sans doute encore président pour de longues années, tant sa popularité est restée grande auprès des Tchèques. Tout indique d'ailleurs que ces derniers vont à présent nourrir un fort ressentiment à l'égard des Slovaques pour les avoir privés de leur président.

Au vu de l'évolution politique dans son pays, M. Havel peut concevoir quelque amertume. S'il est personnellement populaire, ses idées sont loin d'avoir triomphé, y compris en Bohême-Moravie : ses amis politiques, intellectuels et anciens dissidents comme lui, ont été laminés aux dernières élections, et il a dû s'avouer vaincu sur des questions qui posaient de vrais problèmes moraux, comme celui de l'épuration.

Faute d'avoir créé un véritable appareil, probablement par dégoût des structures héritées de l'époque communiste, M. Havel a laissé s'éroder le pouvoir présidentiel et n'a pas eu les moyens d'accomplir un vrai travail politique. Les personnalités qui ont émergé ne sont sans doute pas celles qu'il appelait de ses vœux : M. Vaclav Klaus, le nouveau premier ministre tchèque, partisan de l'efficacité avant tout, ne partage guère la philosophie humaniste d'un Havel - sans parler du dirigeant nationaliste slovaque Vladimir Meciar. C'est aussi une des leçons du post-communisme : en délaissant la politique « réelle », les intellectuels se sont laissés dépasser du pouvoir.

Lire les articles de SYLVIE KAUFFMANN et MARTIN PLICHTA page 22



Tout en cherchant à stimuler l'économie mondiale

Le groupe des Sept réexamine l'aide aux pays de l'Est

Le sommet des sept pays les plus industrialisés - le G7 regroupe les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Canada - aura lieu du 6 au 8 juillet à Munich. Les difficultés de l'économie mondiale sont à l'ordre du jour, mais aussi la situation des pays de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS. L'Allemagne, puissance invitante, veut délivrer un message « de confiance et d'optimisme » et souhaite que les Sept s'entendent sur des mesures « concrètes ». Nous concluons, avec la France et le Canada, notre enquête sur la situation économique des pays riches (le Monde) des 30 juin, 1^{er}, 2, 3 et 4 juillet.

La métamorphose française

par Alain Verholes

C'est une France métamorphosée qui va participer au sommet de Munich aux côtés des autres grands pays industrialisés. Métamorphose qui laisse apparemment indifférente une opinion publique inquiète de la montée du chômage et de la faiblesse de l'activité, alors même que les performances économiques de la France, la bonne gestion de ses affaires sont saluées et reconnues à l'étranger comme dans les grandes instances internationales. La vision change presque totalement en franchissant les frontières.

A Munich, la France se présentera comme le bon élève de la classe, celui qui a réussi tous ses concours et pourrait dès maintenant

entrer sans coup férir dans l'Union économique et monétaire (UEM). Les difficultés du moment, qui sont sérieuses, notamment pour ceux qui cherchent en vain un emploi, font oublier les formidables progrès accomplis ces dernières années.

Peut-être faudrait-il parler de changements plutôt que de progrès puisqu'un certain nombre de Français - et parfois des économistes réputés - se mettent à regretter les années 60 ou 70, années d'inflation, de bas taux d'intérêt, de progression rapide du pouvoir d'achat.

Lire la suite page 19 et les articles d'ERIC LE BONCHER et PAUL FABRA page 3

Nigéria, géant incertain

Des élections ont lieu le 4 juillet et les militaires devraient bientôt passer la main. Mais une grave crise hypothèque l'avenir

LAGOS

de notre envoyée spéciale

Une fois de plus, le flot des véhicules s'est immobilisé. Comme d'habitude, surgit d'un ne sait où, de pauvres héros sont apparus sur la scène, proposant jus de fruits, journaux et autres bricoles aux automobilistes, barricadés dans leurs voitures de peur des agressions. Cette fois, on pouvait même faire l'impasse de planches à repasser.

Vendre. Telle est l'urgence chaque jour, dans l'attente d'un lendemain incertain. « Who knows tomorrow? » (qui connaît demain ?) : cette inscription, qui tient lieu de décoration à l'arrière d'un bus poussif et

bondé, le Nigéria pourrait en faire sa devise. Sept coups d'Etat en trente-deux années d'indépendance, une période faste (fin des années 70 - milieu des années 80) suivie d'une récession et de flambées de violence meurtrières, un potentiel sans cesse mis en avant mais jamais exploité (environ 90 millions d'habitants - un Africain sur cinq est nigérian), des ressources extraordinaires, une pluviosité non négligeable, tout cela a convaincu les Nigériens de l'imprévisibilité de leur pays. Pour le meilleur comme pour le pire, tout peut arriver.

MARIE-PIERRE SUSTIL

Lire la suite page 5

Echec de lord Carrington à Sarajevo

De violents combats ont eu lieu dans la capitale bosniaque quelques heures après la visite de l'émissaire européen

page 3

Un entretien avec M. Aït Ahmed

« L'armée est responsable des désastres qu'a connus notre pays », nous déclare le secrétaire général du FFS algérien

page 5

Le service militaire supprimé en Belgique

Par souci d'économie et d'équité, le gouvernement belge a prévu la suppression de la conscription à partir de janvier 1994

page 22

Un manifeste pour la langue française

Deux cent cinquante personnalités demandent à M. Mitterrand de réagir contre « le tout-anglais »

page 22

Le « oui » de M. Chirac à Maastricht

Il devait se prononcer, à titre personnel, devant plus de deux mille cadres de son parti réunis à Paris

page 6

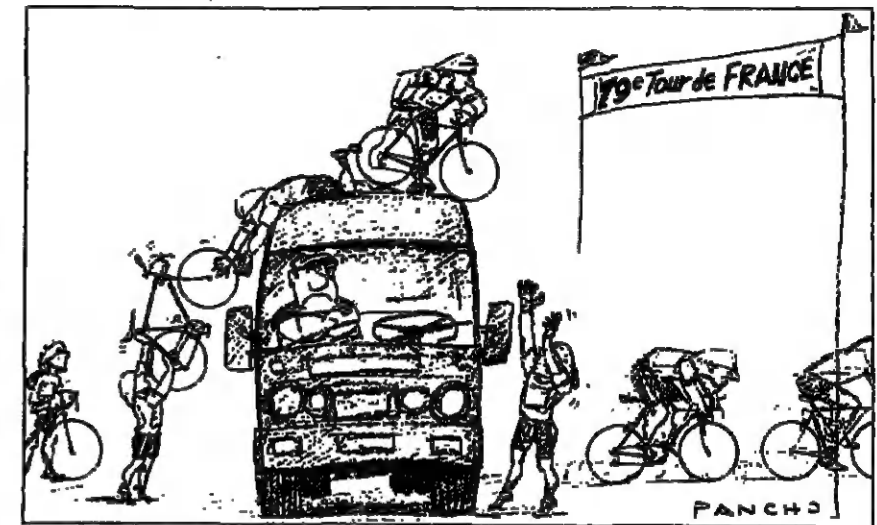
Le président du RPR au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jacques Chirac invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-le Monde », dimanche de 18 h 30 à 19 h 30

Après l'échec des négociations sociales

Le gouvernement est enclin à la fermeté face aux routiers

Les manifestations des chauffeurs routiers qui se poursuivent depuis le 29 juin continuent à paralyser gravement le trafic, en début de week-end, sur les routes encombrées par les départs en vacances. Samedi 4 juillet au matin, on recensait quelque cent quarante barrages sur l'ensemble du réseau, et des difficultés d'approvisionnement, notamment en carburant, étaient constatées en plusieurs endroits. Les négociations engagées à la demande du premier ministre avec les représentants des chauffeurs et des transporteurs ont échoué. Un prochain rendez-vous a été pris pour jeudi 9 juillet, mais le gouvernement est enclin à faire preuve de fermeté.



M. Bérégovoy à l'épreuve du feu

par Patrick Jarreau

ficieront pas, non plus, d'un traitement de faveur.

Trois mois après sa nomination à la tête du gouvernement, M. Pierre Bérégovoy affronte, avec les routiers, sa première vraie épreuve du feu. Il a choisi la fermeté en appelant « chacun » à « assumer ses responsabilités devant l'opinion », en précisant que « le gouvernement s'emploie à assurer la sécurité d'approvisionnement du pays » et en réaffirmant que le permis à points est « une mesure d'intérêt général, dont l'application ne sera pas retardée ».

La seule concession faite aux camionneurs a été de suspendre la prise en compte des disque enregistreurs de vitesse pour le constat des infractions, afin de rétablir l'égalité entre tous les usagers, qui seront ainsi soumis aux mêmes procédures de flagrant délit. Les « professionnels » de la route ne seront pas soumis à une surveillance plus étroite que les automobilistes « ordinaires », mais ils ne béné-

ficieront pas, non plus, d'un traitement de faveur. Le gouvernement a tenté de déplacer le conflit, cristallisé sur le permis à points, vers le problème des conditions de travail des routiers. La négociation tripartite - syndicats, transporteurs, pouvoirs publics - ouverte vendredi soir, avait pour objet d'aborder ces questions, en mettant au premier rang celle de la formation et celle des primes, dans la mesure où ce mode de rémunération a pour effet d'inciter les routiers à dépasser les vitesses autorisées. Elle n'a pas abouti dès lors que les représentants syndicaux en attendaient une « ouverture » sur le permis à points, mais une prochaine rencontre est prévue pour le 9 juillet. Le gouvernement peut faire valoir, à bon droit, qu'on ne peut pas lui reprocher à la fois de ne pas négocier et, lorsqu'il le fait, d'agir de façon improvisée.

Lire la suite et nos informations page 7

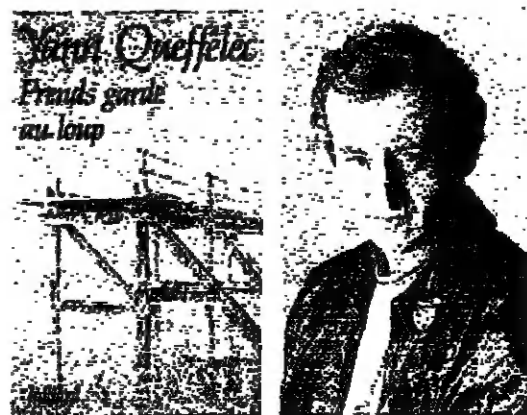
YANN QUEFFÉLEC

PRENDS GARDE AU LOUP

JULLIARD

« C'est dans le portrait d'un adolescent qu'il manifeste ici son talent avec une façon bien à lui de pénétrer dans le cœur du rêve. »

RENÉ DE CECCATTY - LE MONDE



DATES

Il y a quarante ans, la création de l'échelle mobile des salaires.

Lire page 2 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or ■ Marché monétaire et obligataire ■ Matières premières ■ Marché international des capitaux

page 20

HEURES LOCALES

Les mécomptes de Briançon

Situation budgétaire difficile pour Briançon (Hautes-Alpes), qui doit faire face à un endettement important. Selon le maire, récemment élu, « la ville est en état de cessation de paiement ». Des propos que conteste l'ancien élu socialiste, M. Robert de Caumont.

Lire page 9 le reportage de GUY PORTE

Le sommaire complet se trouve page 22

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (loisirs), 2,50 \$

Le Monde

REDACTION ET SIEGE SOCIAL :
16 RUE FALGUIÈRE
93501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-25-26
Télécopieur : (1) 40-66-25-29
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-66-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311 F

SONDÉ PAR LE SARI Le Monde

Travail de la société :

10 décembre 1994.

Capital social :

620 000 F

Principales activités de la société :

Société civile

Les Rédacteurs du Monde

Association Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lescaze, gérant

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lescaze, président

Michel Cus, directeur général

Philippe Dupuis, directeur

10-17, rue du Colonel-Paule-Arvis

75008 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-66-25-25

Tél. : 44-43-91-11

Scène de la SARL Le Monde

12, rue M. Guesbroux

94852 IVRY CEDEX

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'Administration

Commissariat paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2017

PRINTED IN FRANCE

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'Administration

Commissariat paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2017

PRINTED IN FRANCE

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'Administration

Commissariat paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2017

PRINTED IN FRANCE

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'Administration

Commissariat paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2017

PRINTED IN FRANCE

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'Administration

Commissariat paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2017

PRINTED IN FRANCE

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'Administration

Commissariat paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2017

PRINTED IN FRANCE

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'Administration

Commissariat paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2017

PRINTED IN FRANCE

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'Administration

Commissariat paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2017

PRINTED IN FRANCE

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'Administration

Commissariat paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2017

PRINTED IN FRANCE

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'Administration

DATES

Il y a quarante ans

La création de l'échelle mobile des salaires

«Aujourd'hui, nous atteignons 140 % de la production d'avant la guerre et nous des échanges garantis de marchandises qui sollicitent l'acheteur (1). Voilà pourquoi les travailleurs demandent, avec un calme qu'il faut reconnaître, l'échelle mobile. Encore souhaitent-ils une échelle mobile loyale, efficace et capable de redresser leur pouvoir d'achat sans mettre l'économie en difficulté. Trois jours après le lancement, le 29 mai 1952, du fameux emprunt Pinay indexé sur l'or, Fernand Bouxom, député MRP, réclame une autre indexation, celle des salaires. « Nous constatons un fait difficilement admissible, lance-t-il dans l'hémicycle. Le souscripteur de l'emprunt est beaucoup mieux traité que le travailleur, qui vit avec son petit salaire, avec son minimum interprofessionnel. »

Ce jour-là, l'Assemblée nationale votera une nouvelle fois le projet d'indexation du « salaire minimum interprofessionnel garanti » (SMIG), autrement dit l'échelle mobile. Mais les députés devront attendre le 8 juillet et passer outre les réticences du Conseil de la République - qui redeviendra le Sénat en 1958 - pour que la loi soit enfin votée après que le gouvernement d'Antoine Pinay eut mis son existence dans la balance.

L'échelle mobile! Depuis la disparition des derniers tickets de rationnement, cette revendication était devenue le cri de ralliement des syndicalistes de la CGT, de Force ouvrière et de la CFTC. La loi du 11 février 1950 créait le SMIG - qui avait rapidement montré ses limites - et ses effets induits dans les branches professionnelles, tenues d'ajuster leurs rémunérations, n'avaient pas été négligeables. En effet, son évolution ne dépendait que du bon vouloir du gouvernement, libre ou non de répercuter la hausse des prix.

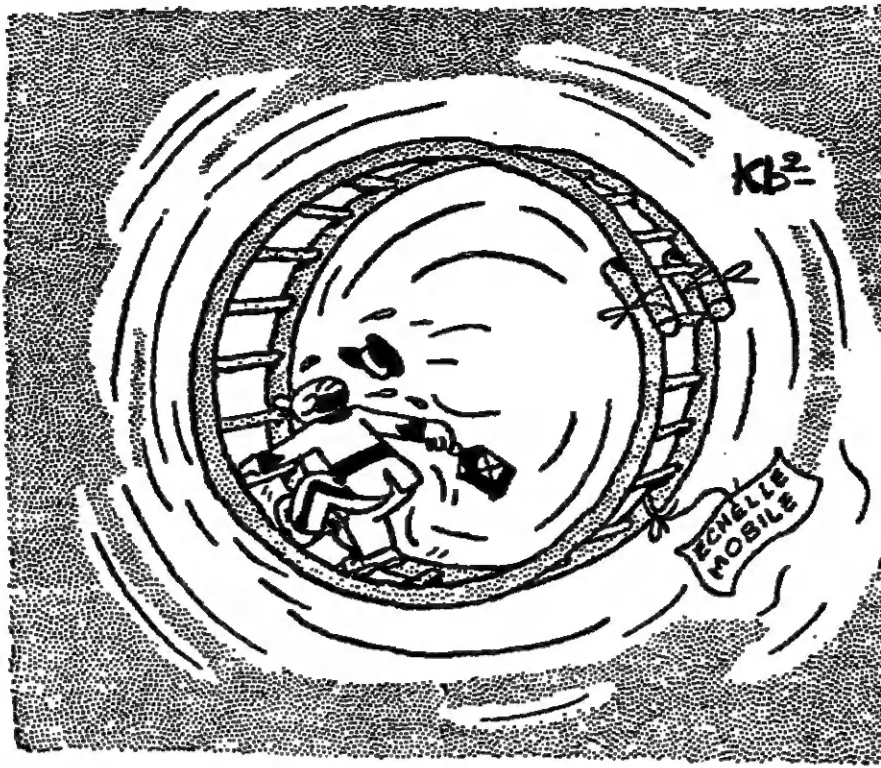
Or, avec la détérioration du climat international (le déclenchement de la guerre de Corée avait poussé les États-Unis à financer leur effort militaire par une forte création monétaire), l'inflation était devenue galopante. En France, l'INSEE fait état d'une hausse de 11 % du coût de la vie en 1950 et de plus de 20 % en 1951. Avec une progression des prix de près de 2 % par mois, le « salaire » était payé par le singe. Fixé à 100 francs par heure en septembre 1951 en région parisienne (1) après que le gouvernement Plevin eut accepté d'anticiper sur le rythme de l'inflation et de l'augmenter de 15 %, le salaire minimum est, en janvier 1952, dépassé par les prix. Dans ces conditions, affirme la CFTC, l'indexation du SMIG apparaît comme une « requête de justice sociale, à laquelle aucune considération économique ne peut venir valablement s'opposer ».

Les débats sur l'échelle mobile alimentent les polémiques. Pour la CGT, les choses sont claires : elle revendique « l'échelle mobile ou il n'y a pas à discuter, ou il suffit de constater l'évolution des indices de référence et d'appliquer aux salaires les règles de variation préétablies ». Une perspective qui effraie le patronat et pouvoirs publics, qui voient dans un tel mécanisme un puissant levier inflationniste. En juillet 1951, René Mayer, président du conseil désigné (il n'obtiendra pas l'investiture), s'inquiète devant l'Assemblée de voir se développer « une psychose permanente d'instabilité ». En écho à ces inquiétudes, l'Association des producteurs de bœuf exige lors du congrès national des exploitants agricoles de janvier 1952 « une échelle mobile des prix agricoles ».

Un « système d'avertissement »

Force ouvrière, consciente des inconvénients de la formule, préconise un mécanisme plus souple tenant compte de l'évolution de la production. Mais la confédération reste fermée sur le principe de l'indexation. « C'est trop commode de venir nous dire aujourd'hui que l'échelle mobile nous mène à l'inflation et à la ruine de la monnaie. Nos censeurs feraient bien de se demander pourquoi ils n'ont pas réagi en temps utile contre la hausse des prix qu'ils ont laissée venir, et pratiquer, et qui nous met maintenant dans l'obligation de rétablir l'échelle mobile salinale Pinay. Neanmoins, secrétaire confédéral de FO.

En fait, le débat porte moins sur le principe de l'échelle mobile



Le dessin de la semaine du Canard enchaîné daté du 16 avril 1952.

que sur le mécanisme à mettre en œuvre. Le gouvernement d'Edgar Faure propose début 1952 un « système d'avertissement ». Après constatation d'une inflation égale à 5 %, le SMIG serait relevé dans les mêmes proportions mais après un « délai de réflexion » d'un mois permettant aux pouvoirs publics d'agir sur les prix. Cette formule d'indexation différée est adoptée le 26 février 1952 par les députés (353 voix pour, 246 voix contre), mais elle échoue devant le Conseil de la République.

Chef du gouvernement depuis le 8 mars, Antoine Pinay reprend le flambeau. Décidé à casser la spirale inflationniste qui ruine le franc et fait plonger le déficit budgétaire, il a vite compris qu'une échelle mobile dont les barreaux seraient suffisamment espacés constituerait un atout majeur pour sa politique économique, en jouant un rôle de garde-fou des salaires. Utilisé à dose homéopathique, le principe de l'indexation revient in fine à instaurer un encadrement déguisé des rémunérations. L'échelle mobile devient rapidement un axe essentiel de la stratégie du gouvernement, qui réactive le projet du cabinet Faure et obtient de l'Assemblée nationale d'en ajourner l'examen jusqu'au 29 mai, après la rentrée parlementaire.

Entre-temps, l'« expérience Pinay » produit ses premiers

effets. De mars à juillet, l'indice des prix passe de 148,5 à 142,8, rompant avec la progression effrénée des deux années précédentes. Le projet de loi est devenu crédible. Son exposé des motifs est sans ambiguïté : « Le gouvernement destitue conformément à la déclaration d'intention, garantie dans un climat de confiance monétaire, le pouvoir d'achat réel des travailleurs par la stabilisation des prix. C'est la meilleure formule d'assurance qui puisse être donnée aux salariés ».

Antoine Pinay pose la question de confiance

Le 29 mai, alors que la CFTC et FO, parfois débordées par la CGT, qui participe activement aux manifestations contre la venue du général Ridgway (le Monde daté 31 mai-1^{er} juin), organisent une journée d'action, Antoine Pinay reçoit une délégation de FO conduite par son secrétaire général, Robert Bottereau, qui réclame « l'égalité de traitement avec les souscripteurs de l'emprunt. Puisque vous êtes sûr du succès final de la baisse (des prix), vous ne devez pas redoubler les conséquences inflationnistes d'une véritable échelle mobile ». Le président du conseil se contente de promettre un nouveau train de baisse des prix et s'engage à lutter avec énergie contre les « hausses injustifiées » de produits alimentaires.

Présenté par Pierre Garet, le ministre du travail, le projet de loi stipule que la revalorisation automatique du SMIG interviendra dès que le coût de la vie (calculé selon un panel de prix exprimant la « consommation familiale à Paris ») progressera de 6 %. Un délai de réflexion de deux mois est prévu, sauf en présence d'un dérapage d'au moins 10 %, et, si les prix baissent, le salaire minimum devra suivre le mouvement. Antoine Pinay, en effet, a pris soin de préciser qu'il ne s'agit pas de réajuster l'« augmentation » du SMIG, mais bien sa « variation ». Le texte indique toutefois que, après chaque revalorisation du salaire minimum, chaque branche d'activité devra réunir sa commission mixte (pouvoirs publics, patronat, syndicats) afin de réviser les accords de salaires précédents.

Le projet est adopté le 3 juin, malgré l'opposition des socialistes comme des communistes, qui dénoncent un « semblant d'échelle mobile », et l'hostilité d'une partie de la droite. Trois semaines plus tard, les sénateurs repoussent à une courte majorité ce même texte amendé par la gauche, le MRP et quelques RPF (le parti du général de Gaulle est alors en pleine implosion). Le gouvernement Pinay tient bon, mais il décide de présenter un projet sensiblement remanié. La notion de « variation » du SMIG est rempla-

cée par celle d'« augmentation », le seuil de déclenchement de l'indexation est ramené de 6 % à 5 % et le délai de réflexion est supprimé sous réserve d'un palier de quatre mois entre deux revalorisations.

Socialistes et communistes maintiennent leur refus. Réforme « de gauche », l'échelle mobile, assurent-ils, est dévoyée. Robert Coutant (SFIO) s'inquiète devant un « projet de régression sociale ». C'est une « falsification : le contenu du flacon n'est pas conforme à l'étiquette », s'exclame pour sa part le député communiste Marius Patinaud, qui dénonce un « blocage légal des salaires ». Le radical Lucien Degoutte vient au secours du gouvernement en rappelant qu'en 1936 la délégation des gauches, regroupant socialistes, communistes, radicaux et syndicalistes de la CGT réunifiée, avait convaincu Léon Blum de renoncer à l'échelle mobile pour ne pas hypothéquer la santé flagellante du franc. « Au-delà de certaines limites raisonnables », l'échelle mobile « ne constituerait plus cette garantie supplétive que réclament les salariés, mais une cause d'inflation », martèle Antoine Pinay. Décidé à en finir, il pose la question de confiance. Le 8 juillet, la confiance est votée par 267 voix contre 216. « M. Antoine Pinay l'a emporté rapidement et sans effort, devant une Assemblée nationale que la crise ouverte du RPF intéresse beaucoup plus que la possibilité d'ouvrir une crise gouvernementale à quatre jours des vacances parlementaires », relève le Monde dans son édition datée du 10 juillet.

Rigueur et désindexation

Malgré ses lacunes évidentes, la loi du 8 juillet 1952 aura permis de donner une véritable consistance au salaire minimum en prévoyant que sa revalorisation obéirait à un mécanisme d'indexation minimal. Mais les années qui suivront confirmeront l'insuffisance de ces règles du jeu. Comme beaucoup le présenteront déjà en 1952, l'échelle mobile des salaires n'est pas en soi une garantie de pouvoir d'achat. Fixé à 5 %, le seuil de déclenchement s'avère beaucoup trop élevé au regard d'une hausse des prix qu'il aura contribué à rendre de plus en plus modérée. Au bout de cinq ans, le SMIG accusait un retard de 11 % par rapport au pouvoir d'achat du salaire horaire ouvrier moyen. La loi du 16 juin 1957, ramenant de 5 % à 2 % le déclenchement de l'échelle mobile, permettra à peine de combler ce retard.

Avec la transformation, en 1970, du SMIG en SMIC (salaire minimum de croissance) et l'introduction d'une clause prévoyant une garantie de pouvoir d'achat, la situation s'améliorera, mais l'évolution du salaire minimum restera largement tributaire des décisions politiques, comme on le verra surtout entre 1981 et 1983.

Le tournant de la « rigueur » de 1983-1984 a fréquemment été considéré comme le point de départ d'une désindexation des salaires. En réalité, ce n'est pas le principe de l'indexation mais plutôt la pratique consistant à devancer la hausse des prix qui a été mise à mal. Du reste, ce coup d'arrêt est intervenu sans qu'il soit nécessaire de modifier le mécanisme de revalorisation du SMIC (dont l'évolution, ces dernières années, n'en a pas moins pris du retard par rapport au salaire moyen). Le montant du SMIC atteint, en juillet 1992, 5 758 francs par mois.

Aujourd'hui, le pouvoir d'achat des salariés dépend de plus en plus de l'évolution du niveau de qualification, de l'évolution des prix et du niveau du chômage, et beaucoup moins qu'auparavant des augmentations générales des salaires. Depuis le milieu des années 80, la « culture d'inflation » traditionnellement ancrée dans les comportements des acteurs économiques a été sérieusement battue en brèche. En 1952, Antoine Pinay - auquel le premier ministre actuel, Pierre Bérégovoy, ne dédaigne pas d'être comparé - ne cherchait pas autre chose.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Jusqu'en 1968, le salaire du SMIG « a été édicté sur tout le territoire. Paris et Marseille représentant les zones où sa valeur était la plus élevée. Ailleurs, un abattement variable était appliqué.

“GRAND JURY”
RTL-Le Monde

JACQUES CHIRAC

ANIMÉ PAR HENRI MARQUE
AVEC ANDRÉ PASSERON ET PHILIPPE LEMAITRE (LE MONDE)
RICHARD AÏZI ET PAUL JOLY (RTL)

18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR RTL

1500

Le sommet du G7 à Munich

M. Helmut Kohl souhaite que les Sept s'entendent sur des mesures « concrètes »

La situation mondiale, lourde de menaces, donne des « grands » une image d'impulsivité. Les gouvernements se révèlent incapables de dynamiser une reprise économique alors que leur faiblesse à intervenir utilement est illustrée par les morts croates et bosniaques. C'est pourquoi l'Allemagne, puissance invitante du sommet des sept plus grands pays industrialisés (le groupe des Sept ou G7) qui se tiendra à Munich du dimanche 5 juillet au mercredi 8 juillet, va s'attacher à délivrer un message « de confiance et d'optimisme », selon M. Horst Koehler, secrétaire d'Etat aux finances et « sherpa » (conseiller spécial) du chancelier Kohl.

FRANCFORT

de notre correspondant

Peu d'observateurs s'attendaient à des résultats spectaculaires au sommet de Munich. « Le président Bush, en campagne électorale, est mobilisé par ses problèmes intérieurs et, à l'est, les conditions pour les solutions économiques ne sont pas mûres », résume un banquier de Francfort. Conscient des obstacles, M. Helmut Kohl va insister pour que le « présidium des grands » s'entende sur des mesures « concrètes ». Le sommet de Munich n'apportera certainement pas de baisse concertée des taux d'intérêt ni n'engagera des milliards d'aides pour M. Eltsine. Il pourrait en revanche décider d'une série de mesures moins voyantes mais efficaces, comme la création commune d'une commission chargée de la sécurité des centrales nucléaires de l'Est. La multilatéralisme doit passer, à l'ouest, de la macro économie à la micro économie.

L'ordre du jour comprendra quatre sujets, a expliqué M. Koehler lors d'une conférence de presse à Bonn, le 2 juillet. La situation économique mondiale d'abord, caractérisée par une reprise plus incertaine qu'on l'avait cru au début de l'année. La locomotive américaine ne redémarrera pas vraiment et il

n'est pas sûr que la nouvelle baisse des taux d'intérêt, décidée jeudi par la Réserve fédérale, parvienne, plus que les précédentes, à relancer la machine. Dans ces conditions, chacun attend des autres une minuscule relance et les espoirs comme les critiques se sont reportés vers le Japon et vers l'Allemagne.

Exprimant une opinion partagée par les Français et les Britanniques, M. Nicholas Brady, le secrétaire américain au Trésor, a renouvelé lundi dernier ses appels pour que Tokyo « prenne des mesures budgétaires (susceptibles) de renforcer la croissance mondiale et de réduire un excédent commercial qui s'emballe ». Le gouvernement de M. Kiichi Miyazawa, premier ministre, a bien annoncé un plan de relance le 1^{er} avril, mais il tarde à faire effet. Faute d'une demande interne soutenue, les importations chutent, au grand dam des Occidentaux. Malgré les réticences du ministère des finances, qui s'alarme de l'ampleur des déficits, le gouvernement nippon a été contraint de préparer un deuxième plan. Les Japonais seront en première ligne à Munich.

Quant à l'Allemagne, les critiques portées ces derniers mois contre le niveau trop élevé de ses taux d'intérêt se sont tues. Les Allemands ont réussi à convaincre leurs partenaires américains et européens que l'inflation serait pire pour leurs propres économies que le manque de croissance. En conséquence, l'argent va rester cher et les perspectives d'une baisse sont repoussées à la fin de l'année, au mieux. Mais M. Brady a déplacé ses griefs sur le budget en invitant Bonn à faire les choix « politiques » qui permettent aussi de soutenir sa croissance et celle des autres. Cela ne signifie pas un budget de relance comme au Japon mais, au contraire, un déficit réduit. On espère que moins l'Etat allemand emprunte sur les marchés financiers, plus vite la Bundesbank pourra abaisser les taux.

La demande a été entendue puisque le gouvernement allemand a adopté cette semaine un budget 1993 de consolidation financière. Rien de plus de sa part n'est attendu au cours du sommet. M. Koehler a renvoyé la balle vers les Etats-Unis, sans les nommer, en expliquant que la reprise était fai-

ble parce que les ajustements « structurels » n'étaient pas terminés partout. Les ménages, les banques ou l'Etat sont, par exemple, encore trop endettés. Chacun doit balayer devant sa porte...

Deuxième point de l'ordre du jour : les rapports Nord-Sud et le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Pour les pays en développement, les sept partenaires ne devraient rien apporter d'inédit quelques semaines après Rio, si ce n'est insister sur la nécessité de l'introduction de l'économie de marché comme complément, voire comme préalable aux aides du Nord. Aide-toi, le G7 t'aidera...

Le contentieux agricole

Toutefois l'Allemagne a « pris en considération les préoccupations des PVD » et c'est une des raisons qui l'ont fait s'activer pour un règlement du lourd dossier du GATT. M. Kohl s'est « personnellement engagé » pour tenter de déboucher le contentieux agricole qui oppose toujours Européens et Américains. L'annulation d'une visite de M. James Baker en Europe la veille du sommet, rend sceptique sur les chances d'y parvenir. Mais M. Koehler a assuré qu'un bon compromis sera trouvé. Avant, peut-être après Munich, mais il sera trouvé.

Le troisième sujet sera les pays de l'Est. L'Allemagne voudrait que le G7 souligne l'urgence de l'introduction de réformes dans ces pays, seul moyen d'y attirer les investissements, mais qu'il reconnaisse aussi officiellement la nécessité d'une aide publique. « Il en va aussi de l'intérêt des Occidentaux ». Il s'agit à ce propos de prêter des mesures concrètes plutôt que des grands plans. « Il faut mieux envoyer des hommes que du papier », selon la formule de M. Koehler. Par exemple : mettre en place une organisation commune d'échanges scientifiques, des aides à la gestion des entreprises ou à la redéfinition d'une politique énergétique. L'Allemagne devrait aussi réserver une idée qui semblait morte : que ces pays remettent en place une organisation de gestion commune de leurs échanges commerciaux. M. Koehler a écarté l'idée d'un Comecon-est, mais il a

évoqué « une zone de préférence douanière ».

Concernant les pays de la CEI, le « sherpa » allemand a indiqué que le programme d'aide de 24 milliards de dollars, déjà souvent annoncé, se décompose en 6 milliards pour un fonds de stabilisation du rouble, 11 milliards de crédits bilatéraux d'exportations, 4 milliards d'aides du FMI (Fonds monétaire international) ou de la BERD et 3 milliards de remise de dette. Ce plan devrait se découper en trois phases, selon un accord qui serait intervenu entre le gouvernement russe et le FMI. Dans la première serait arrêté le plan d'assainissement macro-économique (objectifs budgétaires et monétaires, programme de privatisations, etc.). Une première tranche d'aide du FMI serait alors débloquée. Ensuite, la Russie sera invitée à devenir un client normal du FMI, avec des systèmes normaux de crédits et de surveillance. Enfin, au bout d'un délai non précisé, pourrait être mis en place un fonds de stabilisation du rouble, dont la création, contrairement au souhait de M. Eltsine, se trouve renvoyée à plus tard.

Le dernier dossier concerne les centrales nucléaires de l'Est. Il est prioritaire pour les Français (lire ci-dessous article de Paul Fabra). Il s'agit d'un dossier plan pour « sécuriser » les cinquante-sept réacteurs nucléaires en service à l'Est dont quinze sont du type Tchernobyl. Paris entend aussi, ce faisant, maintenir sur place les savants et techniciens ex-soviétiques, pour qu'ils n'aient pas à s'expatrier en vendant leurs services à un tel quel pays. M. Mitterrand, qui craint une prolifération nucléaire par l'exode des cerveaux, est demandeur de la création d'une fondation, qui pourrait être rattachée à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Etats-Unis et Japon semblent devoir s'y opposer. Mais une commission de travail du G7 a élaboré un plan d'aide sur cinq ans de 700 millions de dollars. Peut-être les Sept ne parviendront-ils pas à s'entendre sur ce thème, mais la puissance invitante allemande espère qu'au moins un processus s'engage.

ERIC LE BOUCHER

La France veut mettre l'accent sur l'assistance à apporter aux pays de l'Est et de l'ex-URSS

Pour la France, dit-on à l'Elysée, le sujet fondamental sur lequel il conviendrait de prendre une décision au sommet de Munich est l'aide à apporter aux pays de l'Est et de l'ex-URSS en matière de sécurité nucléaire. Selon un récent rapport d'experts, la probabilité qu'il y ait, dans les quinze ans à venir, un accident dans l'une des centrales atomiques actuellement en service, est tout simplement de 100 %. Ce que l'on fait actuellement pour prévenir un tel danger n'est pas suffisant. M. Mitterrand plaidera pour que soit créé un moyen d'action immédiat. A cet effet, il proposera la création d'un fonds d'urgence, qui pourrait être pourvu de quelque 500 millions d'écus. Il devrait être géré par tous les pays donateurs et son secrétariat devrait être installé auprès de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). « Cependant, certains pays hésitent à se lancer dans cette voie pour des raisons budgétaires », dit-on à l'Elysée. C'est le cas des

Etats-Unis. Le Japon n'y serait pas non plus très favorable. Mais, insiste-t-on dans l'entourage du président français, « notre volonté est entière ». S'il n'y a pas d'accord, la France agira seule.

D'une façon plus générale, la situation des pays de l'ex-URSS sera un des deux grands sujets de discussion du sommet. La « focalisation » (c'est ainsi que l'on parle désormais dans les milieux officiels) sera évidemment très forte sur la Russie. Mais la France souhaite qu'une attention égale soit portée à d'autres Républiques, telles que le Kazakhstan, la Biélorussie, l'Arménie.

Une position très particulière

Ces pays ont déjà mis au point avec des experts du Fonds monétaire des plans de redressement. Il ne doit pas y avoir à leur égard d'attitude discriminatoire. L'aide qu'il faudrait leur apporter au cours des années prochaines est évaluée actuellement à quelque

20 milliards de dollars par le Fonds monétaire. La France souhaite que les Sept réunis à Munich annoncent clairement leur intention de faire pour ces Républiques ce que l'on s'apprête à faire pour la Russie.

Sur certains problèmes qui se posent à cette dernière, la France a une position très particulière. On oppose volontiers les partisans, tel le premier ministre en fonction, M. Edgar Cauter, de réformes rapides et courageuses et, d'autre part, les ministres qui, au sein du gouvernement Eltsine, représentent les intérêts industriels. Or, tel n'est pas le point de vue de la France. A l'Elysée, on cite l'expérience d'un organisme créé à la fin des années 70, le Comité interministériel des restructurations industrielles (CIRI), chargé de faire le tri parmi les entreprises en difficulté entre celles qu'il convient de soutenir et celles que l'on ne peut pas sauver (telle est, du moins, la présentation que l'on fait de cette ancienne « infirmerie », dont l'action a été pour le moins discutée). La Russie, remarque-t-on à Paris, ne peut pas faire l'impasse sur son secteur militaro-industriel où sont employés les cerveaux les plus brillants.

Toujours dans le même souci, la France se préoccupe beaucoup de l'articulation des nouvelles institutions mises en place par les pays successeurs de l'ex-URSS. C'est ainsi qu'elle préconise, entre la Russie et les Républiques qui ont décidé de rester dans « l'espace russe », un système collégial de gestion monétaire. Parlant du fonds de stabilisation de 6 milliards que l'Occident va mettre à la disposition des autorités monétaires de Moscou, l'entourage du président français précise qu'il s'agit non pas d'un fonds à dépenser mais d'un moyen pour garantir le taux du rouble. L'autre grand sujet qui sera abordé dès la pre-

mière séance à Munich est la croissance et l'emploi. Pour ce qui concerne les taux d'intérêt, on déclare à l'Elysée qu'on ne tombera pas dans la tentation de faire pression sur tel ou tel pays. Il existe un consensus pour convenir que nous avons besoin d'une baisse des taux. Mais il n'y a pas de miracle à attendre. Une telle diminution doit avoir lieu dans les mois à venir.

La France souhaite, par ailleurs, un succès du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), dont elle a besoin. Mais on souligne dans l'entourage du président français qu'il est quelque peu ridicule de « focaliser » toute l'attention sur l'agriculture. Les vrais sujets sont la libération des échanges sur les services, la propriété intellectuelle, l'accès des marchés, etc. Cela dit, la France n'acceptera jamais, souligne-t-on, un accord au détriment des agriculteurs.

Pour ce qui concerne l'emploi, pas de miracle non plus à attendre. Les chefs d'Etat et de gouvernement parleront des différents programmes qu'il implique. Il s'agit d'un exercice « pragmatique » — un mot que l'on répète à l'envi — dont l'objectif est de faire le bilan de « ce qui marche et ce qui ne marche pas ».

La France, appuyée par l'Allemagne, entend qu'une partie du sommet soit consacrée aux problèmes du développement et de l'endettement international. L'idée n'est pas de lancer de nouvelles initiatives mais plutôt de veiller à la poursuite des programmes déjà mis en route dans les années antérieures : ceux qui sont liés à la charte de l'enfance, les programmes spéciaux d'aide aux pays en développement appliqués par le Fonds monétaire international.

PAUL FABRA

La visite de l'émissaire européen en Bosnie

Echec de lord Carrington à Sarajevo

De violents combats ont éclaté vendredi 3 juillet peu avant minuit à Sarajevo, où le faubourg de Dobrinja, proche de l'aéroport, a été pris sous d'intenses tirs d'artillerie en provenance des collines tenues par les milices serbes. Les tirs se sont ensuite rapprochés du centre-ville, non loin de l'Hôtel Holiday Inn où résident les représentants des Nations unies, les forces croato-musulmanes ripostant aux miliciens serbes. Ces violents affrontements ont eu lieu quelques heures après la visite de l'émissaire européen, lord Carrington, qui s'est soldée par un échec.

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

« Je pense que nous n'avons pas fait le moindre progrès. » C'est sur cet aveu d'échec que lord Carrington, président de la Conférence européenne sur la Yougoslavie, a conclu, vendredi 3 juillet, son séjour de sept heures à Sarajevo. Sept heures qui ont permis de constater que le calme régnait vendredi dans la capitale de la Bosnie-Herzégovine était tout relatif (les obus serbes ont encore fait plusieurs blessés dans le centre-ville) et que rien n'était réglé sur le fond.

Lord Carrington, qui, outre les autorités bosniaques, a rencontré le leader serbe de Bosnie, M. Radovan Karadzic, ainsi qu'un représentant croate, a reconnu qu'il ne voyait pas comment aboutir à un règlement de la crise. Au leitmotiv « Il faut continuer à négocier », le président bosniaque Alija Izetbegovic a répondu qu'il y était tout à fait disposé, mais à condition que les Serbes observent un cessez-le-feu d'une semaine et que leur artillerie soit neutralisée, hypothèse hautement improbable.

« On ne peut pas négocier avec des criminels de guerre », dit-on en outre dans l'entourage du chef de l'Etat bosniaque. Mais, surtout, venus sans rien de nouveau à proposer à ses interlocuteurs, lord Carrington a pu mesurer l'hostilité des Bosniaques au projet européen de « cantonisation » de la République sur une base ethnique, un partage auquel les Serbes consacrent toute l'énergie de leurs artillerie.

Cette hostilité, les habitants de Sarajevo l'ont reportée sur lord Carrington. « La Bosnie-Herzégovine n'est pas un bantoustan », pouvait-on lire sur une affiche largement déployée par un homme à

l'entrée de la capitale, sur le passage du négociateur britannique. A quelques mètres du quartier général de la force de protection de l'ONU, de jeunes journalistes distribuaient une adresse à lord Carrington, lui reprochant d'être, lui aussi, responsable « de la destruction de Sarajevo » et d'avoir proposé une « division ethnique », alors que les Bosniaques, eux, subissent une « épuration ethnique ».

Encombrement de l'aéroport

Cependant, l'aide européenne commence à affluer sur l'aéroport, placé sous la garde de mille Canadiens, qui ont également entamé leur déploiement entre l'aéroport et la ville, ainsi que de deux cents militaires français. Au moment où l'avion de lord Carrington décollait en fin d'après-midi, la piste et ses abords connaissaient un début d'encombrement. Quatre avions cargos — un britannique, un français, un norvégien et un suédois — se disputaient la place pour débarquer leur chargement.

Dans la matinée, un appareil de l'armée de l'air américaine, un C-130, a pu disposer, lui, de tout l'espace voulu pour débarquer ses trente petits cartons (dont de la Communauté européenne, remplis notamment de savon et de boîtes de conserve), ainsi que son matériel « logistique » : cinq échelles métalliques et deux compresseurs. Il est vrai que, pour ce vol inaugural (c'est le premier cargo américain à se poser à Sarajevo), le C-130 avait surtout embarqué des journalistes, qu'il a repris à son bord lorsqu'il est reparti vingt minutes à peine après s'être posé. La mini-cargaison laissée sur la piste a failli s'enrichir d'un militaire américain qui, surpris lui-même par la rapidité de l'opération, n'a dû qu'à un miracle et à une bonne foulée de ne pas être oublié sur place.

YVES HELLER

□ Le pape souhaite se rendre en Croatie. — Jean-Paul II a déclaré, vendredi 3 juillet, devant l'ambassadeur de Croatie auprès du Saint-Siège, qu'il souhaitait pouvoir se rendre en Croatie, où il a été invité par le président Franjo Tudjman et par les évêques du pays. « Lorsque les circonstances le permettront, j'ai ajouté, j'espère pouvoir effectuer ce pèlerinage et venir offrir dans la foi mes frères et sœurs croates catholiques et rencontrer tout votre peuple sur sa terre tant aimée. » — (AFP.)

L'aide occidentale s'organise

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Depuis que les Transalpins, dans la foulée du voyage du président de la République, ont fait la perche, les avions de l'aide internationale atterrissent presque sans problème sur l'aéroport de Sarajevo. Vendredi, les représentants du G24 (l'organe de coordination de l'aide occidentale aux pays du centre et de l'est européens, qui fonctionne depuis le second semestre 1989 sous la direction de la Commission européenne) se sont réunis à Bruxelles pour faire un premier point.

Vingt avions, dont cinq français, sont actuellement mobilisés pour assurer le pont aérien depuis Zagreb et Split, où l'aide alimentaire est stockée, jusqu'à Sarajevo. Outre des appareils aux couleurs des pays de la Communauté, opèrent également deux avions américains, deux canadiens, deux norvégiens, un suédois...

Cette assistance indispensable pourra-t-elle être assurée aussi longtemps que nécessaire ? A ce stade, la réponse n'est pas certaine car, vendredi, la plupart des pays représentés à Bruxelles n'ont pas été en mesure de prendre des engagements fermes sur le montant de leur contributions.

L'effort financier le plus important — comme c'est l'habitude lorsqu'il s'agit de l'aide à l'Est — est fourni par la Communauté : cette dernière vient d'annoncer son intention d'affecter 120 millions d'écus supplémentaires (840 millions de francs) à l'assistance humanitaire de l'ex-Yougoslavie. Sur ce total, 60 millions d'écus sont immédiatement disponibles, la Commission européenne devant, encore, pour l'autre moitié, obtenir le feu vert des autorités budgétaires de la CEE, à savoir le conseil des

ministres des Douze et le Parlement européen.

Ces crédits viendront s'ajouter à une première tranche de 49 millions d'écus (350 millions de francs) déjà attribués par la Commission à l'aide d'urgence à l'ex-Yougoslavie. La Commission a notamment organisé un pont routier qui mobilise plus de mille camions pour acheminer produits alimentaires et médicaments de la Communauté jusqu'à Zagreb.

Selon les services bruxellois, pour satisfaire les besoins les plus urgents des victimes du conflit (à ce jour, 1 710 000 réfugiés et personnes déplacées), il serait nécessaire que les autres membres du G24 accordent un concours financier d'un montant équivalent à celui de la CEE.

Sur place, la Communauté et les représentants des autres pays du G24 coopèrent avec le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR), la Croix-Rouge internationale et l'UNICEF. Une bonne coordination est évidemment indispensable pour assurer l'efficacité de cette opération de secours. C'est la Commission qui a été chargée d'y veiller.

PHILIPPE LEMAITRE

□ POLOGNE : des partis issus de Solidarité proposent M^{re} Suchocka comme premier ministre. — Huit partis politiques issus du syndicat Solidarité se sont mis d'accord pour proposer M^{me} Hanna Suchocka, une juriste de quarante-six ans, au poste de premier ministre, à la place du jeune leader paysan Waldemar Pawlak, qui a démissionné le 2 juillet, a-t-on appris, samedi 4 juillet, à Varsovie. M^{me} Suchocka est contactée à Londres, où elle séjourne en ce moment et a affirmé être d'accord pour se porter candidate. — (AFP.)

EUROPE

MOLDAVIE : le conflit du Dniestr

Accord au sommet pour un cessez-le-feu

Les présidents russe Boris Eltsine et moldave Mircea Snegur ont déclaré, vendredi 3 juillet à Moscou, avoir conclu un nouvel accord en vue de mettre fin au conflit entre russophones et Moldaves qui a fait des centaines de morts depuis mars, et dix encore dans la nuit de jeudi à vendredi. Une ligne de démarcation tenue par des unités « neutres » est prévue (nos dernières éditions datées du 4 juillet). La XIV^e armée russe « se retirera », a précisé M. Eltsine, si le parlement moldave vote un statut convenable pour la Transnistrie, peuplée de russophones séparatistes. Un tel vote pourrait intervenir mardi.

CHISINAU

de notre envoyé spécial
Privés de gaz il y a deux semaines, Alexandru et Nora s'étaient habitués, comme tous les

habitants de Chisinau, la capitale moldave, à cuisiner à l'électricité. Depuis que les russophones de l'est du Dniestr ont fermé, le 28 juin dernier, le gazoduc qui alimente l'ouest de la République pour répondre à une meurtrière offensive moldave sur la ville de Bender, à Chisinau, on avait électricité et réparé les vieux fours électriques.

Et même inventé une spécialité : l'omelette sur un fer à repasser. Vendredi, alors que les présidents moldave et russe négociaient à Moscou, c'est l'électricité qui a été coupée vers midi « par les séparatistes » : ils auraient débranché les lignes en haute tension passant sur leur territoire et fait sauter, selon un vice-ministre moldave, un pylône électrique sur le territoire de l'Ukraine voisine.

Alors, dans l'obscurité totale, Alexandru, Nora et leurs voisins font du feu au pied de leurs grands immeubles de type soviétique où quelques fenêtres sont

faiblement éclairées à la bougie pour cuire le repas du soir. « Nous avons résisté pendant quarante-cinq ans, nous pouvons résister à cela longtemps », commente Alexandru, tout en alimentant placidement le feu.

Entre les multiples nationalités, qui s'affaiblissent autour des foyers improvisés, l'ambiance est plutôt bon enfant, même si, sur le front, les combats meurtriers se poursuivent.

Chisinau

est à moitié russophone

Mais les voisins d'Alexandru, qui sont russophones comme près de 50 % de la population de Chisinau, ne sont pas tout à fait d'accord : « Un jour, ça va, ça amuse les enfants mais pas plus », dit une grand-mère russe qui en a assez de « cette stupide guerre ».

« Nous sommes préoccupés mais cela ne mettra pas notre peuple à genoux. » Si nous voulons la liberté et l'indépendance, il faut

supporter toutes les souffrances », déclarent divers responsables moldaves. Ils ont demandé de ne pas céder à la panique qui s'était emparée de la capitale lorsque les troupes et les forces armées se sont brusquement arrêtées. Le maire a assuré que les fours électriques des boulangeries industrielles fonctionnaient ; que samedi, il y aurait du pain pour tous. Dans les rues plongées dans le noir, les patrouilles de police ont été renforcées.

De retour de Moscou, le président moldave Mircea Snegur a déclaré que les autorités russes lui avaient assuré qu'elles avaient donné les ordres nécessaires pour faire cesser ce qu'il a appelé « ce sabotage qui fait diversion », intervenu « en pleine négociation ».

Beaucoup de Moldaves, occupés dans les cours et dans les rues près des fours, n'ont pu l'entendre. De toute façon, les télévisions et les radios ne fonctionnaient pas, faute d'électricité.

J.-B. N.

LOIN DES CAPITALES

Sapîntza : résistance au pays des « Daces libres »

SAPÎNTZA

de notre envoyé spécial

UNE fois passée sous l'un des gigantesques ponts portiques en chêne sculpté, la route pénètre sur les hauts plateaux dans le pays fantastique et rebelle du Maramures, le « Tibet de la Roumanie », chez les mythiques « Daces », libres comme les Gaulois. Ici, tout au nord, à la frontière de l'Ukraine, les hommes, à Noël, honorent le Christ dans de fines églises en bois, et, depuis peu, ils célèbrent aussi la chute du communisme en Roumanie, un certain Noël de 1989.

A l'aide de grandes rasses d'horinka (l'acool de prune), les hommes résistent à l'hiver qui pousse l'ours et le loup affamés à rôder près des citernes de branches tressées. Parce que les quelque 80 degrés de l'horinka - « le secret de la résistance » - tournent un peu la tête, on ne met pas, ici, de couteaux sur les tables, pour éviter les incidents...

Dur à la tâche et accueillant, le paysan du Maramures n'est pas du genre docile et comode : jusqu'en 1955, les hommes se sont battus, là-haut dans les montagnes, dans l'un des derniers maquis à avoir résisté au communisme derrière le rideau de fer. Les successeurs de Nicolae Ceausescu l'ont, eux aussi, appris à leurs dépens.

Célèbre pour son « dimetier joyeux », aux croix multicolores ornées de poèmes en vers humoristiques sur les défunts, un petit village du pays des « Daces libres » résiste encore : Sapîntza, quelque 3 800 âmes, rebelles pour le plus part. Une résistance aujourd'hui passive même si les forces anti-armées y sont discrètement stationnées en permanence. Le 19 avril dernier, les grands-mères leur ont lancé des pierres, en criant : « Ilescu, Ceausescu : communistes ! » Et les vieux crachent par terre à leur passage.

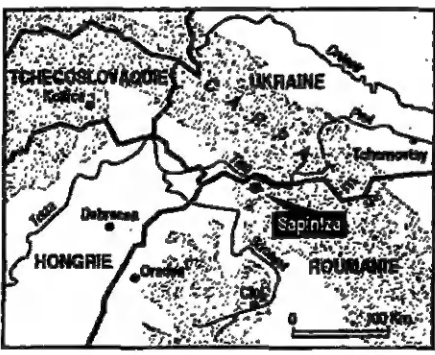
Un dangereux « malentendu » n'a pu être évité : les paysans du village ainsi que Toader Stetca, le petit-fils du dernier maire non communiste du village, mort dans une geôle communiste en 1954, ont pris ce qu'on appelle pudiquement à Bucarest « les événements de décembre 1989 » pour une révolution. Une fois Nicolae Ceausescu renversé, les villageois, menés par Toader Stetca, jeune et célèbre footballeur revenu au pays, ont démis toute la nomenclature du village, le maire en

tête, en passant par le popa, un « vendu », jusqu'au responsable du buffet. Eu maire par « son peuple », Toader Stetca, l'œil vif, la moustache en bataille, a aussitôt démantelé la coopérative et rendu aux villageois des vaches, des moutons et des terres confisquées.

Ce très « mauvais exemple » pour le reste du pays ne pouvait rester impuni. Le 13 juillet 1990, après diverses tentatives pour le destituer, Toader Stetca fut attiré dans la ville voisine, où il a été arrêté, battu et longuement interrogé au siège départemental du « nouveau » Service roumain d'information, héritier de la Securitate. Il est finalement accusé d'« incitation à la violence ». On lui reproche, dit-il, un « trafic d'armes et de drogue » avec la ville de Sate, jumelle avec Sapîntza, qui avait apporté de l'aide humanitaire. On lui propose même « un compromis » : s'il se reconnaît « un peu coupable », il sera libéré et pourra même partir à l'étranger. « Je ne suis pas coupable, a-t-il répondu. Je reste en prison. » Logique...

Un bourg d'irréductibles

Sapîntza s'enflamme, et le pays tout entier a les yeux tournés vers ce bourg d'irréductibles. Le Parlement envoie sur place une commission en hélicoptère. Sur un ton d'enterrement, la télévision de Bucarest annonce que le groupe a été kidnappé. En fait, les parlementaires, bloqués par le brouillard, avaient simplement été retenus... pour dîner. Cinq mois après son arrestation, Toader Stetca est « provisoirement » libéré, avant d'être finale-



ment acquitté en appel. Devenu un héros national de l'opposition roumaine, il retourne alors dans sa commune, où l'attendait son peuple.

Lorsque le pouvoir de Bucarest organise des élections locales dans le pays au début de 1992, Toader Stetca dépose tranquillement sa candidature. Mais voilà, il a, lui dit-on, été condamné par contumace à 10 000 lei d'amende (environ 150 F) pour « outrage aux bonnes mœurs », cette fois à Galatz, à l'autre bout du pays. Il ne peut donc se présenter aux élections, organisées le 9 février. Une fois de plus, les villageois se rebellent.

Les élections sont « reportées » et le gouvernement envoie une nouvelle commission. On promet à Toader Stetca qu'il pourra se présenter. Mais alors qu'un nouveau scrutin est organisé pour le 19 avril, il n'a « jamais réussi à faire enregistrer sa candidature », explique l'ancien footballeur, un peu las des parties truquées. La veille du vote, les troupes spéciales encasquées arrivent en masse, pour « libérer » les bureaux de votes. Au bout du compte, George Turda, qui dit avoir travaillé longtemps « dans le commerce » à Sapîntza, est élu au nom du Front de salut national. Son « opposant » est aussitôt nommé vice-maire.

Mais, à en juger par l'effluence, le dimanche matin, à la messe en plein air des « stéti-cistes » face à la malgre foule dans l'église « officielle », Sapîntza vote et prie toujours pour Toader Stetca, pour l'âme de son grand-père, puisque son corps ne fut jamais restitué. Les vieux viennent vous dire à l'oreille : « Ici, on est gréco-catholique », uniate, de l'église unie avec Rome, interdite par les communistes, et « pas orthodoxe », dont la hiérarchie s'est compromise avec l'ancien et le nouveau régime.

Aujourd'hui, le village attend, peut-être en pensant que Dieu, le Soleil, la Terre et les prochaines élections générales « les » puniront. Pour l'instant, les Maramures et Sapîntza sont calmes, mais, prévient un graffiti sur un mur du village, « musim si ghidim » : on travaille et on pense...

JEAN-BAPTISTE NAUDET

EN BREF

■ CANADA : acquittement de trente-quatre Indiens. - Un tribunal québécois a acquitté vendredi 3 juillet trente-quatre Indiens Mohawk impliqués dans une rébellion en 1990. Accusés de troubles à l'ordre public, les Indiens s'étaient opposés pendant soixante-dix-huit jours à l'extension d'un terrain de golf sur l'un de leurs territoires sacrés. Pendant deux mois et demi, ils avaient tenu tête à la police et à l'armée à Oka, près de Montréal. Cinq autres Indiens avaient déjà été acquittés au cours de ce procès, qui a duré huit semaines. Le jury, composé de huit hommes et de quatre femmes, a délibéré pendant cinq jours avant de rendre ses conclusions. Deux Indiens avaient été auparavant condamnés pour la mort d'un policier canadien au cours de cette même rébellion. - (Reuters)

■ CHILI : le cas Honecker sera résolu « sous peu », affirme M. Aylwin. - Le cas de l'ex-dirigeant communiste est-allemand Erich Honecker, réfugié dans l'ambassade

de Chili à Moscou depuis le 11 décembre pour échapper à son expulsion de Russie et aux poursuites engagées à son encontre par les autorités allemandes, sera résolu « sous peu », a déclaré vendredi 3 juillet à Santiago le président Patricio Aylwin. Ce dernier n'a pas expliqué comment cette affaire serait réglée. - (AFP)

■ HAUT-KARABAKH : nouveau recel des forces armées. - Stepanakert, chef-lieu du Haut-Karabakh, a été bombardé vendredi 3 juillet, pour la première fois depuis le mois de mai, quand les Arméniens avaient repris Choucha, le dernier bastion azéri de l'enclave, et ouvert une route entre celle-ci et l'Arménie. La télévision d'Erevan, qui a annoncé ces bombardements, a indiqué qu'il y avait « des morts et des blessés » et confirmé que les forces azéris sont entrées dans Stepanakert, principale ville du nord du Haut-Karabakh, où de « violents combats » se poursuivaient. Les forces de Bakou,

pourvues depuis juin de chars légers par l'armée russe, qui quitte l'Azerbaïdjan, ont pu reprendre une partie des villages conquis durant les neuf mois précédents par les Arméniens et affirment vouloir reprendre Choucha et Latchine (qui commande le corridor vers l'Arménie). La poursuite de leur offensive intervient alors que les Arméniens de Stepanakert se sont finalement rendus aux pressions de ceux d'Erevan et ont envoyé une délégation aux pourparlers se tenant sous l'égide de la CSCE à Rome. - (AFP)

■ SURINAM : le gouvernement et la guérilla prêts à signer un accord de paix définitif. - Un accord de paix entre le gouvernement et les deux principaux mouvements de guérilla du Surinam sera signé avant le 1^{er} août prochain, sous l'égide de l'Organisation des États américains (OEA), a affirmé vendredi 3 juillet, à Paramaribo, l'agence officielle SNA. L'OEA participera au processus de désarmement ainsi qu'à l'élaboration d'une

loi d'amnistie pour les guérilleros. - (AFP)

■ UKRAINE : le gouvernement offre sa démission. - Des négociations devaient avoir lieu au cours du week-end entre le gouvernement ukrainien qui a offert, vendredi 3 juillet, sa démission, et l'opposition, qui dénonce la mainmise d'un cabinet hérité du régime communiste. Le premier ministre, M. Vitold Fokine, qui avait précédé jeudi à une hausse des prix qui a mis les esprits en effervescence, avait annoncé la démission de son cabinet alors que le Parlement s'apprêtait une nouvelle fois à voter une motion de censure. Le mois dernier, l'opposition avait échoué à quelques voix près. Un nouveau vote doit intervenir mardi. Le ministre de l'économie, M. Vladimir Lashov, ainsi que le ministre de la défense, M. Constantin Morozov, se sont déjà désolidarisés du gouvernement. - (AFP, Reuters)

AMÉRIQUES

PÉROU

Trois mois de « coup d'Etat civil »

LIMA

de notre correspondant

Depuis le « coup d'Etat civil » du 5 avril dernier, qui s'est traduit par la dissolution du Parlement et la suspension des garanties constitutionnelles, le Pérou s'est installé dans la dictature. Et la population n'a pas opposé de résistance. Peut-être s'est-elle laissée convaincre par les formules abruptes du président Fujimori : selon ce dernier, le Parlement était « le refuge des politiciens, la caisse de résonance du terrorisme et le lobby des trafiquants de drogue », et le pouvoir judiciaire « une autre de révolte ».

Le chef de l'Etat se présente comme le sauveur d'un pays qui sombre dans la misère, la violence et la corruption. « Voir comment le peuple soutient un régime qui a passé vingt mois à gouverner contre lui est un spectacle hallucinant », commente M. Mirko Lauer, l'éditeur de la revue *Si*. Le président a gagné quarante points de popularité après le putsch, lorsqu'il a dissous le Parlement et réorganisé le pouvoir judiciaire, mais il en a reperdu vingt en juin, après la publication du décret suspendant les élections municipales de novembre.

Le « Raspoutine » de M. Fujimori

L'usure du pouvoir absolu risque d'être rapide. En devenant « président de facto », M. Fujimori a ruiné quatorze mois de négociations avec les créanciers du Pérou, et remis en cause l'accord passé en novembre 1991 avec le Fonds monétaire international (FMI) et le groupe des « pays amis ». Le pays est à nouveau au ban de la communauté financière internationale, ce qui devrait lui faire perdre plus de 1 milliard de dollars. Pour compenser le manque à gagner, le gouvernement a multiplié les impôts et organisé la vente aux enchères des entreprises publiques. On soupçonne d'ailleurs ces privatisations massives de favoriser des intérêts économiques proches du pouvoir.

La fuite des capitaux suscitée par le putsch a provoqué des faillites en chaîne de caisses d'épargne et d'institutions de crédit. « La démocratie ne se mange pas », aimait à répéter un ancien dictateur péruvien. La dictature non plus : depuis trois mois, le chômage, la faim et le désespoir ne cessent de gagner du terrain. Les naüls qui croyaient que le linage de deux cent quarante parlementaires leur permettrait d'arrondir leurs fins de mois doivent se contenter de l'aide alimentaire offerte avec parcimonie par les pays étrangers.

Si la dictature est un fiasco sur le plan financier, où en est la moralisation promise ? Le putsch a eu lieu dix jours après que l'épouse du chef de l'Etat eut dénoncé sa belle-famille pour détournement de fonds et de dons. Le scandale a été étouffé, le pouvoir judiciaire aux

ordres ayant déclaré un non-lieu... La « réorganisation » de l'administration judiciaire est l'œuvre de M. Vladimir Montesinos, conseiller de M. Fujimori et cerveau des services de renseignement. Cet homme brillant a de curieux antécédents : il a été expulsé de l'armée, soupçonné d'espionnage, puis recherché comme traître à la patrie, et absous dans des circonstances obscures. Devenu avocat, il a défendu des trafiquants de drogue. D'après l'écrivain Mario Vargas Llosa, « ce génie machiavélique a inspiré le coup d'Etat et il maintient des liens directs avec le trafic de drogue ».

On affirme, dans les milieux politiques et les rédactions, que cet homme, mi-Raspoutine mi-Noriega, tire les ficelles du pouvoir. En matière de lutte antiterroriste, les résultats sont mitigés. Le gouvernement peut certes se targuer de quelques succès, comme la chute du fief du Sendero lumineux dans la prison Miguel-Castro-Castro de Lima, et l'arrestation de plusieurs chefs de la guérilla, notamment celle de Victor Polay, numéro un du mouvement révolutionnaire Tupac Amaru. Mais le putsch a accru la violence urbaine : les quatre cent treize morts et cent vingt-trois attentats du mois de mai constituent un record.

Il faut ajouter que la loi antiterroriste promulguée après le putsch est une épée de Damoclès menaçant les juges, les journalistes, et les Péruviens en général. Elle stipule que les disparitions de détenus ne seront plus considérées comme un délit. L'avocat Diego García Sayán, président de la Commission andine des justes, se demande si, avec ce décret, « la disparition de détenus ne devient pas un ingrédient primordial de la stratégie de la lutte anti-subversive », et n'est donc pas une garantie d'impunité pour les soldats et les policiers.

En avril, le président Fujimori promettait d'instituer à force de plébiscites une démocratie directe. La pression internationale l'a, semble-t-il, contraint au repli sur ce point : un Conseil constituant démocratique (CCD) doté du pouvoir législatif et chargé d'exercer un contrôle sur l'exécutif devrait être élu le 22 novembre 1992. Mais ces élections seront-elles démocratiques ? Le CCD sera-t-il indépendant ? De drôles de tracts, glissés sous les portes, exigent que M. Fujimori reste au pouvoir jusqu'en 2005... S'agit-il d'un ballon d'essai du « président de facto » pour conserver indéfiniment le pouvoir ?

Voilà les questions que se posent les partis politiques. Il est d'autant plus difficile d'y répondre que M. Fujimori est de moins en moins bavard. Après le putsch, il a d'ailleurs abandonné le palais présidentiel pour se retrancher dans le quartier général des chefs militaires.

NICOLE BONNET

A TRAVERS LE MONDE

CAMBODGE

Les Khmers rouges exigent le démantèlement du pouvoir de Phnom-Penh

Les Khmers rouges ont posé comme préalable à leur coopération avec l'ONU, en vue d'un désarmement de leurs troupes, qu'il soit mis fin aux pouvoirs de Phnom-Penh. « Le Cambodge ne peut pas être représenté en même temps par le Conseil national suprême (CNS, présidé par le prince Norodom Sihanouk) et une autorité ou gouvernement nommé Etat du Cambodge », indique un texte rendu public le 3 juillet. Les Khmers rouges demandent l'abolition du pouvoir exécutif et législatif « central », et l'interdiction de l'usage d'un hymne et d'un drapeau « cambodgiens » par les dirigeants naguères communistes mis en place fin 1978 par les Vietnamiens.

Aux termes des accords de paix de Paris, qui ont établi l'autorité provisoire de l'ONU au Cambodge (APRONUC), les structures administratives des quatre parties combattantes restent en place, chacune dans les zones qu'elles contrôlent, sous la supervision des Nations unies, « la souveraineté, l'indépendance et l'unité du Cambodge » sont remises au CNS durant la période de transition jusqu'aux élections prévues pour le printemps 1993. - (AFP, Reuters)

IRAK

Quatre cents personnes auraient été tuées ou blessées dans une explosion

Une explosion d'origine criminelle, intervenue vendredi 3 juillet au siège de la police à Kirkouk, dans le nord de l'Irak, a fait « quatre cents tués et blessés », a annoncé à Londres le Congrès national irakien (CNI), qui groupe plusieurs mouvements de l'opposition.

De nombreux prisonniers politiques kurdes et chiites détenus dans le bâtiment figuraient au nombre des victimes, a ajouté le CNI, selon lequel le chef de la police, cible de l'attentat, a été blessé. Le CNI a affirmé que cet attentat, intervenu après une émeute mardi à Kirkouk qui a fait plusieurs blessés, est l'une des conséquences de troubles au sein des services de sécurité irakiens. Ces informations n'ont pas été confirmées de source indépendante.

Par ailleurs, un porte-parole officiel irakien a démenti les informations selon lesquelles une tentative de coup d'Etat avorté aurait eu lieu lundi dernier (le Monde du 4 juillet), les qualifiant de « rumeurs » et de pure construction de l'espion. - (AFP, Reuters)

Jeudi 150

POLITIQUE

Devant plus de deux mille cadres du RPR

M. Chirac devait annoncer un « oui » personnel au référendum sur Maastricht

M. Jacques Chirac devait se prononcer, à titre personnel, samedi 4 juillet à Paris, en faveur d'un « oui en toute lucidité » au référendum sur la ratification du traité de Maastricht. Le président du RPR envisageait de laisser la liberté de vote à ses « compagnons ». L'ancien premier ministre était invité, le lendemain, du « Grand Jury RTL-le Monde ».

Après plusieurs mois de louvoisements tactiques destinés à préserver la cohésion de son mouvement, M. Chirac devait expliquer clairement, samedi 4 juillet, à Paris, sa position sur la ratification du traité de Maastricht. Considérant, depuis l'origine, que cet accord sur l'union européenne est « un petit pas dans le bon sens », l'ancien premier ministre ne se déjugera pas : il votera « oui », mais son opinion ne vaudra que pour lui-même, car le président du RPR devait s'exprimer

à titre personnel, laissant à chaque dirigeant, chaque cadre et chaque militant, comme à chaque électeur, sa liberté de vote.

Chacun, en la circonstance, aura qualité de législateur le 20 septembre prochain. Les principaux membres de l'état-major du parti néogaulliste - MM. Alain Juppé, Nicolas Sarkozy, Dominique Perben, Robert Pandraud, Jacques Toubon ou Edouard Balladur (1), notamment - partagent la même position que le député de la Corrèze, alors que MM. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial, et Philippe Séguin, député des Vosges, ont un sentiment inverse.

Dans l'entretien qu'il a accordé (*le Monde* du 4 juillet), le maire d'Épinal a insisté sur la forme que devait prendre, à ses yeux, la déclaration de M. Chirac. L'ancien ministre des affaires sociales et de l'emploi avait eu l'occasion, le mardi précédent, de le dire de vive voix à l'ancien premier ministre. On peut imaginer que le « oui » du président du RPR devait s'exprimer

préservation de sa dimension tant nationale qu'internationale et par son souci de ne pas courir le risque d'un décrochage dans la course à l'Elysée, face aux farouches « euro-péistes » conduits par M. Valéry Giscard d'Estaing.

Il n'en demeure pas moins que le maire de Paris est contraint d'adopter une position « oui » par une liberté de vote qui est là pour prouver que la construction européenne est, quoi qu'il en dise, un véritable chemin de croix pour le RPR quand il est dans l'opposition. Il n'est pas tout à fait innocent que la prise de position de M. Chirac se fasse à l'occasion d'un rassemblement de plus de deux mille cadres du parti, « nouvellement élus » et réunis pour la mise en route... des législatives, alors que l'organisation d'un ultime conseil national sur la ratification de Maastricht avait été promise. Parmi les personnages historiques du gaullisme qui traînent les pieds, certains pourraient observer que la dernière réunion de cette instance, le 28 avril, avait un simple caractère informatif, et non pas

décisionnel. Il est vrai qu'un nouveau débat sur la question risquerait d'éclater les divisions au grand jour.

Le déroulement de la campagne du RPR aura ceci de paradoxal que les partisans du « oui », derrière le président du mouvement, feront une campagne plutôt modérée, alors que les partisans du « non », emmenés par M. Séguin, feront une campagne active. Verra-t-on les uns défaire les arguments des autres ? M. Balladur, par exemple, silencieux jusqu'ici, ne cache pas qu'il peut réduire le discours des opposants en un tournemain et qu'il se fait fort d'appliquer le traité européen en faveur de la France, dans l'hypothèse où l'occasion lui en serait donnée.

OLIVIER BIFFAUD

(1) Une phrase de l'article intitulé « L'opposition désaccordée », dans *le Monde* du 4 juillet, pouvait laisser croire que M. Balladur se rangeait dans le camp des « non ». Or l'ancien ministre a l'intention, comme nos indicateurs dans *le Monde* du 2 juillet, de voter « oui ».

A l'Assemblée nationale

Le gouvernement fait ajourner la réforme de la taxe d'habitation

Les députés ont adopté, vendredi 3 juillet, le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal qui prévoit, depuis un amendement introduit par le Sénat, le report sine die de l'entrée en vigueur de la taxe départementale sur le revenu (TDR). L'opposition UDF-UDC-RPR a voté pour l'ajournement de cette réforme fiscale, à laquelle le gouvernement était hostile mais que défendait une partie du groupe socialiste. Les communistes se sont abstenus. Le ministre du budget, M. Michel Charasse, a également fait adopter un amendement prévoyant que les indemnités perçues par les victimes de la contamination par le virus du sida à la suite de transfusions sanguines seront exonérées de l'impôt de solidarité sur la fortune et des droits de succession.

« Un gouvernement socialiste impose à sa majorité socialiste de renoncer à un impôt socialiste » : M. Yves Fréville (UDC, Ille-et-Vilaine) a trouvé le meilleur raccourci pour résumer le psychodrame qui se joue, ces dernières semaines, autour de la taxe départementale sur le revenu (TDR) dont le gouvernement ne veut pas et que défendait ornementalement la majorité du groupe socialiste. Chose rarissime depuis 1981, un député du PS, M. René Dosière (Aisne), a déposé une question préalable (signifiant qu'il n'y a pas lieu à débattre) contre un texte qui, bien que amendé par le Sénat, avait l'aval du gouvernement. Certes, M. Dosière a raté in extremis sa motion de procédure, mais non sans l'avoir défendue avec emportement car, a-t-il souligné, « si la réforme doit être enterrée, que la messe soit belle ».

A l'entendre, on mesurait l'ampleur du divorce sur cette affaire entre M. Charasse et une partie des députés socialistes. Sur le fond, M. Dosière n'a pas craint de comparer la taxe d'habitation actuelle, que la TDR avait précisément pour objectif de réformer, à « la poli tax de M. Thatcher » car elle « ne reflète aucunement les capacités contributives des habitants ».

M. Dosière (PS) : « régression sociale »

Sur la forme, il a qualifié de « détournement de procédure » la méthode qui a vu l'introduction subite au Sénat, le 18 juin, d'un amendement de M. Jean-Pierre Masseret (PS, Moselle), visant à suspendre sine die la TDR, dans un projet de loi n'ayant initialement rien à voir avec le sujet, puisqu'il prévoyait d'anticiper la suppression du taux majoré de la TVA. Ainsi recadré, le texte a dû, d'ail-

leurs, être rebaptisé « projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal ».

Ulterior par cette modification sénatoriale que certains considéraient comme téléguidée par le quai de Bercy, les députés socialistes s'étaient pourtant ralliés, le 30 juin, par 34 voix contre 24, à un compromis proposé par M. Christian Pignatelli (Vosges), rapporteur de la commission des finances, demandant le report de l'entrée en vigueur de la TDR en janvier 1993 (*le Monde* du 2 juillet). Cependant, une coalition de circonstances a ruiné, vendredi, cette laborieuse tentative de conciliation puisque une majorité composée des députés de l'opposition et du PC a rejeté l'amendement Pignatelli. Du coup, on en revenait à la version sénatoriale « renvoyant aux calendes grecques l'entrée en vigueur de la TDR », selon la formule sans détour de M. Fréville.

Il ne restait plus à M. Dosière, dès lors, qu'à annoncer son intention de se démettre de son mandat de député national aux finances locales du PS, en signe de protestation contre la « régression sociale » que constitue, à ses yeux, l'abandon de la réforme de la taxe d'habitation. Il ne restait plus, également, à M. Alain Richard (Val-d'Oise), autre rocardien, rapporteur général du budget, qu'à fustiger le « dévoiement des procédures législatives » et la manière dont « le gouvernement a traité les membres de sa majorité comme il ne traite pas ses adversaires ». Plus cruel encore, pour le gouvernement et pour ceux des députés socialistes qui l'ont soutenu dans cette épreuve de force, tel M. Pignatelli, aura été l'allusion perfide de M. Richard aux « conservateurs camouflés », qui ne se distinguent plus guère des « conservateurs avoués ». « Substituerait-il encore des enjeux qui fondent l'alternative entre la droite et la gauche ? Comment l'électeur pourrait-il encore exercer son choix entre deux façons de gérer la cité ? » s'est-il interrogé.

Au cours de la journée de vendredi, l'Assemblée a adopté, en outre, le projet de loi adaptant à des directives européennes la TVA et les produits soumis à accises, qui avait fait l'objet d'un accord en commission mixte paritaire (CMP), formée de députés et sénateurs. Les députés ont également adopté la version issue de la CMP du projet de loi adaptant au marché unique la législation applicable en matière d'assurance et de crédit. Ils ont amendé, en revanche, après échec de la CMP, la version sénatoriale du projet sur le plan d'épargne en actions (PEA), en réduisant la mesure allouant le taux d'imposition sur les gains nets en cas de retrait du PEA avant l'expiration de la deuxième année, mais en le limitant à 22,5 % au lieu de 25 %. Ils ont, enfin, globalement rétabli dans sa version initiale le projet de loi actualisant le RMI, que le Sénat avait fortement amendé.

FRÉDÉRIC BOBIN

ANDRÉ LAURENS

La préparation du congrès extraordinaire du PS

M. Mélenchon conteste les chiffres de la direction sur les premiers votes

La Gauche socialiste, courant qu'animent M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie, et MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, respectivement député et sénateur de l'Essonne, proteste contre les indications données au bureau exécutif du PS sur les premiers votes. Dans les fédérations, en vue du congrès extraordinaire de Bordeaux (*le Monde* du 3 juillet). S'annonçant, dans un communiqué publié vendredi 3 juillet, de « l'étrange comptabilité » présentée par M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, qui portait sur dix-huit fédérations, M. Mélenchon se réfère aux résultats du vote dans vingt-quatre fédérations pour avancer les chiffres suivants :

15 340 votants sur 44 276 adhérents (soit une participation de 34,64 %) ; 13 576 votes exprimés, dont 80,04 % pour le texte du comité directeur, 10,93 % pour celui de la Gauche socialiste et 9,02 % pour la position adoptée par Socialisme et République, le courant de M. Jean-Pierre Chevènement.

M. Mélenchon adresse une mise en garde à « tous ceux qui seraient tentés de faire correspondre les chiffres avec leurs objectifs à la faveur de rectifications de dernière minute, d'enregistrements de votes « redressés » et autres méthodes en vigueur dans quelques fédérations et dans la plupart des républiques bananières ».

La Gauche socialiste : « Ni consensus mou ni populisme brouillon »

Au nom de la Gauche socialiste, MM. Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, Julien Dray, député du même département, M^{me} Isabelle Thomas, chargée de mission à la présidence de la République, et M. Michel Kalis, membre du comité directeur, présentent, en vue du congrès extraordinaire de Bordeaux, un texte distinct de celui qu'avait adopté le comité directeur et préconisant une nouvelle stratégie de rassemblement et un autre programme de gouvernement.

« Notre pays aspire au changement, indique notamment ce texte. Les dernières élections l'ont prouvé : les Français aiment la politique. Encore faudrait-il qu'elle leur rende la gauche au pouvoir, ce n'est ni le consensus mou, ni le populisme brouillon, ni la gestion pépère du bas de laine. La gauche au pouvoir, c'est une méthode de réforme : celle d'une société mobilisée autour de projets et qui puise dans les groupements de citoyens, dans les associations, dans les mouvements sociaux, la force de renverser les pesanteurs conservatrices. »

La Gauche socialiste en appelle à tous les socialistes, aux communistes et aux écologistes pour leur proposer un « contrat de gouvernement » visant à réaliser les cinq objectifs suivants : « La lutte contre le chômage par la réduction du temps de travail ; la paix par le

désarmement ; la justice sociale par la redistribution de la richesse et la lutte contre les privilèges ; l'exigence d'un mode de croissance économique écologiquement durable, fondé sur la priorité au développement humain, non seulement dans notre pays, mais encore dans l'ensemble du monde ; le développement de la citoyenneté à tous les niveaux où se prennent les décisions qui comptent dans la vie de tous les jours : entreprises, collectivités locales, nation, Europe. Partout doit prévaloir le partage du travail. »

Tout d'abord, il s'agit de bâtir « une société du temps choisi », l'objectif d'une telle politique étant de « répartir les économies du temps de travail selon le principe de justice ». La réduction du temps de travail sans perte de revenu devrait permettre d'y parvenir grâce à trois instruments : « Réduction du temps de travail salarié visant à une durée hebdomadaire de trente-cinq heures ; accès à un revenu garanti pour tous ceux qui ne vivent pas des produits de leurs capitaux, ni d'un travail salarié ; revalorisation du salaire minimum garanti. » La Gauche socialiste veut favoriser, ensuite, l'expression de la citoyenneté, grâce au scrutin proportionnel, au référendum d'initiative populaire - local et national, - au droit de vote accordé au niveau local à tous les résidents étrangers.

M. Fabius s'oppose à la « double appartenance »

A une semaine du congrès extraordinaire du PS, à Bordeaux, M. Laurent Fabius souligne, dans un entretien publié par l'hebdomadaire du parti, *Vendredi* (daté 3 juillet), qu'en tant que premier secrétaire du PS il doit veiller à la « cohérence » au sein du parti, « ce qui passe notamment par le respect des règles majoritaires » et « exclut évidemment l'appartenance simultanée à deux organisations politiques différentes ». « Ces règles valent pour toutes les sensibilités, tous les responsables, tous les militants du PS », précise M. Fabius.

Le premier secrétaire vise les membres du PS qui seraient tentés d'être « simultanément membres de deux organisations politiques différentes présentant des candidats, le cas échéant concurrents, à des élections ». Cette mise en garde s'adresse à M. Jean-Pierre Chevènement et à ses amis, qui ont annoncé la réunion, à la fin du mois d'août, d'une convention pour un « Mouvement des citoyens », après avoir voté, au Parlement, contre la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht. L'avertissement de M. Fabius concerne aussi, ceux des socialistes qui seraient tentés de rejoindre le « Mouvement », dont le président de SOS-Région, M. Henri Desir, a annoncé la création à l'automne prochain.

LIVRES POLITIQUES

La philosophie politique est un bon moyen de se distraire de la politique ordinaire lorsque celle-ci déçoit ou ennuit, mais elle est aussi d'un secours précieux pour en suivre le cours quand il devient tumultueux. Ce qu'il est, en ce moment, particulièrement en Europe : l'actualité offre le spectacle d'un empire effondré, qui continue de se défaire ; d'un peuple à nouveau rassemblée, mais inquiet, alors que d'autres se séparent ; d'Etats qui se déchirent tandis que leurs voisins, parmi lesquels la France, resserrent davantage leurs liens. Existe-t-il une grille de lecture commune à des pulsions si contraires ?

Un auteur franco-italien du dix-neuvième siècle, Joseph Ferrari, que, dans « Le Monde des livres » du 26 juin, Roger-Pol Droit nous invitait à revisiter, pensait l'avoir trouvée en établissant une théorie de la raison des Etats, laquelle enseigne, écrivait-il, les distances, les intervalles, les retours qui alternent les gouvernements, le rythme qui les oblige, dans l'espace aussi bien que dans le temps, à se succéder d'une manière déterminée avec tels ou tels chefs... Le jour où je saisis cette idée, la confusion des théories se dissipa devant moi comme par enchantement. (Histoire de la raison d'Etat, Editions Kimé). Au-delà du charme et de l'entrain que possède le style de ce penseur mondialisé, l'enchantement dont il fut saisi s'est dissipé, et il faut chercher ailleurs et dans plus de

Au Sénat

Adoption du projet de loi sur l'apprentissage et la formation professionnelle

Les sénateurs ont adopté, à la quasi-unanimité, vendredi 3 juillet, le projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle, présenté par M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Seul le groupe communiste a voté contre ce texte, qu'il a estimé « trop favorable au patronat ». Au cours de la discussion des articles du projet, les sénateurs ont apporté plusieurs modifications au texte du gouvernement. Ils ont incité l'éducation nationale à reconnaître l'apprentissage, en l'obligeant à proposer cette voie au même titre que les autres à l'occasion des actions d'information et d'orientation des élèves. Ils ont affirmé le rôle des régions en la matière, en leur permettant de faire varier le quota de la taxe versée à l'apprentissage entre 20 % et 25 %. Les sénateurs ont retardé, enfin, la revalorisation des salaires des apprentis au 1^{er} janvier 1993, pour laisser aux entreprises, ont-ils dit, le temps de s'y préparer.

G. P.

Les raisons de l'Etat

complexité les raisons qui éclaircissent l'organisation des sociétés politiques.

Précisément, d'autres savants ouvrages, qui se complètent l'un l'autre car ils procèdent de la même démarche initiale, recatégorisent le domaine de la théorie de l'Etat. Cette entreprise collective a produit, sous la direction de Christian Lazzari et Dominique Reynié, deux livres. Le premier, *Le Pouvoir de la raison d'Etat*, traite de l'art de gouverner tel qu'il s'est formé jusqu'à la fin du seizième siècle, époque qui marque un tournant et qui voit émerger l'Etat moderne : les rois guerriers deviennent des souverains dont l'autorité s'appuie sur un appareil administratif. Cependant, souligne Gaius Post, l'un des auteurs de ce collectif, « les termes et la substance de la doctrine moderne sont essentiellement issus du renouveau du droit public romain aux douzième et treizième siècles ».

La raison d'Etat se confondait au début avec celle du bien public et commun, et se définissait comme une règle de conduite en période de danger et d'urgence. Avec Machiavel, la théorie de l'Etat se fonde sur la conservation et l'accroissement du pouvoir de l'Etat pour satisfaire d'abord le désir de domination du prince. La politique s'autonomise mais reste dépendante de son environnement socioculturel. Christian Laz-

zari observe que le problème de la raison d'Etat « ne se réduit nullement à la simple opposition ouverte entre des actes de pouvoir et des normes éthico-juridiques », mais qu'elle recouvre aussi « l'inscription de ces normes dans le monde social ».

Jean-François Goni s'emploie à démontrer le caractère fondateur du système du secret : « Etre souverain, écrit-il, c'est organiser le secret, c'est instituer, le divulguer, l'effacer, le retenir, c'est, à la limite, hiérarchiser le monde en fonction de la place de chacun vis-à-vis de ce qui peut devenir un immense système généralisé du secret. » Toute institution politique en passe par là, au risque de dériver extrême, puisque, selon Hannah Arendt, le totalitarisme fait de l'ensemble de la société une société secrète, même si le secret est vide de contenu.

On ajoutera, pour revenir à la réalité, que nos sociétés démocratiques ne fonctionnent pas différemment. La part du secret y demeure forte et, à certains égards, nécessaire. Elle est, en principe, compensée par des règles de contrôle qui supposent une transparence minimale. C'est l'équilibre réalisé entre l'une et l'autre nécessité qui détermine la qualité participative de la démocratie. Les institutions, mais plus encore les usages, peuvent faire pencher la balance dans un sens

ou dans l'autre. En France, la tradition étatique, centralisatrice et élitiste, surtout quand elle se conjugue avec des pratiques personnalisées de gouvernement, avantage plus le système du secret que le besoin de transparence.

Le second volume, intitulé *La Raison d'Etat : politique et rationalité*, est consacré aux formes de rationalité et aux techniques de gouvernement qui caractérisent l'Etat moderne. Michel Sellenart analyse l'apport des critiques du machiavélisme et Dominique Reynié expose en quoi le recours au savoir statistique dans la domaine social a été « la pièce centrale de la construction du rationalisme d'Etat ». Et c'est ainsi, explique Dominique Ségard, que Michel Foucault a pu entreprendre « une généalogie de l'Etat et de la rationalité politique modernes, à partir de la gouvernementalité comme technique générale de pouvoir ».

On l'a noté au début : l'actualité de ces études de philosophie politique, c'est l'actualité elle-même. Des Etats craquent, naissent ou renouveau, d'autres cherchent à construire une communauté qui les dépasse, cela ne se fait pas dans le vide, même si les règles du jeu ne sont pas aussi évidentes que le pensait Joseph Ferrari. ■ *Le Pouvoir de la raison d'Etat*, 284 pages, 198 F, et *La Raison d'Etat : politique et rationalité*, 173 pages, 148 F, publiés sous la direction de Christian Lazzari et Dominique Reynié, PUF.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS Juillet Août 1992

FRAUDES, ESCROQUERIES, SUPERCHERIES

« Les clés de l'info »

Au sommaire : la protection du littoral, l'été de tous les festivals, le groupe des Sept, le drame de la Bosnie...

150

501

SOCIÉTÉ

Tandis que le trafic reste largement paralysé par les barrages

Les négociations avec les transporteurs et les chauffeurs routiers ont échoué

Après avoir levé quelques barrages, vendredi 3 juillet, les chauffeurs-routiers qui manifestent contre l'application du permis à points, ont durci leur mouvement. Leurs opérations - cent quarante barrages étaient recensés samedi matin - se sont multipliées sur l'ensemble du réseau routier, qui était en partie paralysé samedi 4 juillet, à l'exception de l'extrême Est de la France.

A la demande du premier ministre, des négociations se pourraient pour tenter de trouver une solution au conflit. Celles-ci se sont déroulées à trois niveaux. Une réunion paritaire a été ouverte, vendredi 3 juillet, par M. Jean-Louis Bianco, ministre du logement, de l'équipement et des transports. La commission de suivi de l'application du permis à points a été mise en place. Les autorités préfectorales ont poursuivi, sur les différents barrages, leurs contacts avec des délégués des chauffeurs-routiers.

Le gouvernement affirme que les approvisionnements sont assurés. Pour ce qui est des carburants des arrêtés prévoient la réquisition des chauffeurs. Pour les produits alimentaires le marché de Rungis, près de Paris, est protégé par un dispositif de sécurité qui empêche les routiers d'en approcher. Des suspensions de permis de conduire ont été décidées à l'encontre de plusieurs manifestants mais la levée des barrages par la force se heurte à des difficultés techniques pratiquement insurmontables.

La tentative des pouvoirs publics de trouver une issue au conflit des transporteurs routiers en plaçant la négociation sur le terrain des conditions de travail des chauffeurs paraît mal engagée.

Alors que M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, fait état de la signature d'un accord, les fédérations FO, CGT, CFE-CGC et la Fédération nationale des chauffeurs routiers (FNCR) ont refusé de signer le relevé de conclusions rédigé par le président de la commission. Une prochaine rencontre a été fixée au jeudi 9 juillet, au lendemain de celle de la commission du suivi chargée d'analyser les conséquences de l'instauration du permis à points.

Selon M. Bianco, « les partenaires sociaux sont parvenus à deux accords » : « l'interdiction d'écarter des primes en fonction des distances parcourues et du volume des marchandises transportées » et « l'autorisation pour les conducteurs de s'absenter

pour participer aux stages de formation spécifiques dans le but de récupérer des points ». Le ministre estime « indispensable que les négociations entre les partenaires sociaux se poursuivent avec la volonté d'aboutir rapidement sur les sujets qui restent en négociation ».

Par contre, FO a dénoncé « un nouveau leur-monté par le gouvernement », alors que la CGT a souligné que « les patrons n'ont pas de mandat pour négocier » et que la CFTD déplore que « le ministre et le patronat n'ont rien proposé ». Plusieurs syndicats ont explicitement appelé les routiers salariés à élargir le mouvement. « Une réunion organisée très rapidement, sans possibilité de consultations entre nos différentes organisations, ne pouvait aboutir à un accord sur l'ensemble des points que les syndicats voulaient soulever », a estimé de son côté M. Jean Demarne, délégué général de l'Union des fédérations de transports (UFT). Visiblement, les représentants des

employeurs n'entendent pas placer la discussion sur le terrain des conditions de travail. Dans un communiqué publié vendredi, la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR) « réaffirme sa solidarité avec les conducteurs routiers dans leurs revendications, sur le permis à points » et dénonce la « tentative » du gouvernement de « faire dériver la crise vers un conflit social ».

La première réunion de la commission de suivi de l'application du permis à points mise en place, vendredi 3 juillet, au secrétariat d'Etat aux transports devait être l'occasion d'un débat sur les modalités de la nouvelle réglementation. Les organisations professionnelles de routiers, qui siègent à cette commission avec des représentants des administrations, des associations d'usagers et des organismes agréés pour le recensement des infractions, ont demandé des amendements du permis à points. Elles souhaitent principalement que soit institué un « permis professionnel » et que le nombre de points attribués soit augmenté.

« Serfs d'aujourd'hui »

En qualifiant jeudi 2 juillet, devant M. Geneviève Jurgensen, présidente de la Ligue contre la violence routière, les chauffeurs routiers de « serfs d'aujourd'hui », le président de la République a voulu prendre la défense d'une catégorie sociale injustement méprisée.

Il est vrai que les chauffeurs routiers n'ont pas profité des avancées sociales de ces dernières années. Un grand nombre d'entre eux sont obligés de rouler quelquefois 15 000 kilomètres chaque mois. Ils passent ainsi plus de soixante heures par semaine au volant, et beaucoup plus de temps loin de chez eux, pour des salaires médiocres. Les négociations paritaires sur leurs conditions de travail ouvertes au ministère de l'équipement, vendredi 3 juillet, témoignent de la réalité de cette situation.

Le président de la commission de suivi de l'application du permis à points, qui a rencontré ces derniers heures des dizaines de délégués des chauffeurs routiers, s'est dit frappé de n'avoir pratiquement jamais constaté une opposition systématique au principe de la nouvelle réglementation. Une partie des routiers bloqués dans les barrages admettent, souvent, après avoir rencontré leurs collègues des pays étrangers où existe un système similaire, que le permis à points est le seul moyen de mettre un terme à l'hécatombe sur les routes.

Une information trop tardive

Parce qu'il offre aux chauffeurs routiers l'occasion de contester leurs conditions de travail, l'instauration du permis à points gêne les employeurs. Quelques-uns organiseraient, dit-on, le ravalement et des routes sur les barrages. L'occupation est grave. Mais la célérité avec laquelle des organisations professionnelles ont salué le premier recul du gouvernement sur les contrôles de vitesse laisse entendre que des arrière-pensées ne sont pas absentes du débat actuel.

Parmi les amendements que revendiquent les routiers figure très souvent l'augmentation du nombre de points pour rapprocher le système français des modèles étrangers (12 points en Grande-Bretagne, 14 en Allemagne). Mais c'est oublier que dans ces pays les retraités de points peuvent être encore plus sévères que ceux qui sont pratiqués dans l'Hexagone. En France, l'accumulation de plusieurs délits ne pourra pas entraîner la perte de plus de quatre points sur un capital de départ de six points. De l'autre côté de la Manche, par exemple, un conducteur en état d'ébriété reconnu comme responsable d'un accident mortel se voit retirer 11 points sur 12.

Comme le prouve le grand nombre de conducteurs qui se rendent au guichet des préfectures pour « retirer leur nouveau permis à points », l'information sur la nouvelle réglementation a été trop tardive et incomplète. Les pouvoirs publics avaient rencontré peu d'opposition pendant le vote sur cette loi à l'Assemblée en 1989, après une année durant laquelle les accidents de la route avaient beaucoup augmenté. C'est d'ailleurs pour cela que le nombre des points avait été limité à 6. Mais depuis, il faut le noter, l'insécurité routière et donc la présomption de culpabilité des conducteurs n'ont cessé de diminuer.

C. de C.

Les « inattendus » de Maubeuge

MAUBEUGE

de notre envoyé spécial

C'est le dernier endroit où l'on s'attendait à tomber sur un barrage. Maubeuge, trente-huit mille habitants. Même pas une sous-préfecture. Les agriculteurs n'ont fait qu'y passer. Quelques carottes, un feu de camp, puis ils se sont dirigés vers Avesnes et l'hôtel des impôts dont ils ont fait un « hôtel des pots », avant de monter sur Lille, et depuis - ont-ils été engloutis à leur tour par le brouillard - on ne les a plus revus.

Mais même à Maubeuge ils y sont. Allez savoir pourquoi. « Je devais venir 24 tonnes de porcs de terre à Liège », dit Bernard Hesloun, le Melouin en bermuda. Depuis mardi, à 14 heures, Bernard est resté là, sur la nationale 2, bloqué par un mouvement dont personne ne connaît les organisateurs. Il a rencontré Georges, dit « Solitaire-52 », qui allait de Dijon à Bruxelles avec des plaques de PVC. Et depuis, tous deux sont « chargés de cuisine » sur une portion de barrage dont eux-mêmes ignorent la longueur. Et qui s'écroule, un tout cas, qu'un côté du carrefour où plusieurs centaines de routiers ont pris position, au prix d'ailleurs de quelques dégâts aux panneaux de signalisation. Ils s'efforcent de la consolider, cette position, bien qu'un certain nombre de Belges et de Néerlandais, à l'approche du week-end, aient fait défection.

Au menu de ce vendredi soir, du rosbi, de la salade de pommes de terre et du fromage. La bière et le vin ne sont plus distribués que pendant les repas « pour limiter la fureur ». Le règlement semble souffrir de quelques dérogations parmi les joueurs de cartes, et, à l'arrière des camions frigorifiques, on aperçoit autant de packs de bière que de pots de rillettes.

Tout va bien, disent les uns, les chapeaux trempés. Car il y a de l'orage dans l'air et la pluie est aussi inaisissable que la situation. « La population nous soutient ». Les chibistes sont venus en masse. Des auditeurs qui tiennent le barrage pendant que quelques locaux sont rentrés dormir à la maison. Aussi zélés, ils expliquent le permis aux jeunes : « Vous n'aurez que six points jusqu'à soixante-dix ans, à l'âge où les routes prennent une douche au stade. Les pompiers de Louvroil, eux aussi, ont prêté leur caserne, « ils sont venus nous chercher quatre par quatre ».

« Barberousse » s'est mis en colère

La « cagnotte », installée au milieu de la chaussée, se remplit. Combien ? Les routiers sont aussi unanimes que sur le nombre de points de leur permis idéal... Cinq mille francs ? Deux mille francs ? De l'argent belge, affirmé-ils en tout cas, et 10 dollars offerts par un car de Japonais. Mais l'automobiliste est encore libre de ne pas payer, « il n'a pas les pneus crevés ». Et l'argent qui ne servira ni à l'alimentation des grévistes ni à aider les Roumains et les Polonais du barrage sera reversé, c'est promis, au Papillon blanc par l'intermédiaire du « restaurant qui nous donne de l'eau ».

« J'ai la voix cassée. On n'a plus rien à se mettre », dit un autre routier, interrompu par un arban transporteur de la région Rhodanienne au surnom de « Barberousse », qui est plutôt sur la ligne « pas de point du tout ». Un barrage filtrant, selon l'expres-

sion consacrée. C'est-à-dire soumis aux aléas de la démocratie populaire d'une assemblée cosmopolite de routiers partis sans linge de rechange. On passe. Et tout à coup, on ne passe plus : une jeune automobiliste a frotté de trop fort un pare-choc et « Barberousse » s'est mis en colère. « J'ai mis mon camion en travers ».

Qui s'y retrouve ? Au commissariat central de Maubeuge, le commissaire divisionnaire a renoncé à partir en vacances et le brigadier de permanence déplace des pions jaunes et rouges sur la carte de la région ; mais à peine annoncé-il au sous-préfet que le barrage du carrefour d'Aulnoy est en train de se disloquer qu'une voix à la radio dément : « Négatif, 80 % d'ambulance bon enfant. Brochettes merguez avec les riverains ».

Alors la police s'efforce surtout d'éviter les accidents : décaler un camion d'oxygène liquide dont la pression monte. Le 1er juillet, un problème sérieux a été évité de peu : une fuite s'est produite dans un camion transportant des fûts d'arsenic à Hautmont ; le chauffeur a dû être hospitalisé.

Quant aux Maubeugeois, ils se faufilent et passent, pour certains, à la station d'essence avec un jerrican. Et pour tout dire, ce vendredi, ils réveillaient. Noël, oui, en juillet. C'était le Festival d'été du Théâtre de Maubeuge : « Les Inattendus de Maubeuge ». On a mangé de la bière, chanté *Mon beau sapin* et débouché de nombreuses bouteilles en se promettant des retraites de permis de conduire : « Ça y est, tu as au moins 12 points de retard ! »

CORINE LESNES

L'opposition demande au gouvernement de dialoguer

Les barrages routiers ont été sévèrement critiqués par M. Pierre Mauroy, maire (PS) de Lille, qui a jugé « incompréhensible que le permis à points destiné à sauver des vies humaines soit source d'un tel désordre chez nous, alors qu'il est parfaitement admis dans d'autres pays ». « Rien ne justifie de prendre les usagers de la route en otage. C'est un abus qui ouvre la réflexion sur l'avenir du transport routier et les risques majeurs du « tout-camion », a ajouté l'ancien premier ministre.

Pour M. Jean Poperen, maire (PS) de Meyzieu, dans la banlieue de Lyon, et ancien ministre chargé des relations avec le Parlement, « le gouvernement a raison de se montrer ferme et doit le rester ». « Raison de la loi », s'est exclamé M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, à l'université d'été des adhérents directs de l'UDF à Brest (Finistère). Ces transports routiers doivent passer par le rail (...) On ne peut pas accepter le doublement du nombre des poids lourds dans les dix ans à venir. M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF, député d'Ille-et-Vilaine, présent lui aussi à cette université d'été, a ajouté : « Il faut mettre les camions sur les rails, si c'est économique ».

Plus généralement, les responsables de l'opposition dénoncent, comme M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, président de la région Rhône-Alpes, « la totale incapacité

du gouvernement à engager des réformes ou à les mener à bien ». « Cette incapacité est en train de créer dans le pays une situation dangereuse et à la limite de l'atteinte à la cohésion sociale », indique M. Millon, tout en désapprouvant que la « prise d'otages des milliers de personnes qui n'y sont pour rien ». « Sur le principe, ajoute-t-il, le permis à points est une bonne réforme, mais la France a choisi le système le plus sévère, le plus contraignant ».

Dans un « appel solennel », M. Robert Pandraud, secrétaire général adjoint du RPR, député de Seine-Saint-Denis, demande au gouvernement de « rétablir un dialogue constant entre toutes les catégories sociales victimes de sa politique » et « d'assurer la continuité des services publics et le rétablissement des libertés essentielles ». Le maire de Lyon, M. Michel Noir et le maire de Toulouse, M. Dominique Baudis (CDS) invitent pour leur part, dans un communiqué commun, le premier ministre à « s'engager à réétudier les modalités de la loi » sur le permis à points. S'ils ne « contestent pas le principe d'une loi qui a été votée et qui doit concourir à responsabiliser les usagers de la route (...) », ils soulignent que « l'ampleur et la profondeur des réactions actuelles montrent que les mesures d'application de cette loi n'ont pas été élaborées suffisamment en concertation avec les transporteurs ».

M. Bérégovoy à l'épreuve du feu

Suite de la première page

Il est clair que les problèmes sociaux propres à cette profession, soumis à la pression de la concurrence européenne, ne peuvent être résolus en vingt-quatre heures.

Comme lors des manifestations paysannes de l'automne dernier, qui empêchaient les ministres de se déplacer, le gouvernement se trouve face à un problème de maintien de l'ordre, donc d'autorité. Devant un mouvement non canalisé, sujet à des manipulations ici ou là, il dispose de quelques atouts, dont le principal est celui du temps. Les pertes occasionnées pour les transporteurs sont de nature à provoquer chez eux la clarification d'une attitude qui est apparue, jusqu'à maintenant, ambiguë : subissent le conflit, les chefs d'entreprise de ce secteur espèrent manifestement que le pouvoir finira par céder sur la nouvelle législation. Les représentants de l'opposition qui, comme MM. Robert Pandraud, Michel Noir ou Dominique Baudis, mettent en cause la capacité du gouvernement à gérer les affrontements sociaux cherchent eux aussi un profit - politique - dans une situation qui concerne le rôle de l'Etat.

Celui-ci est-il à même de faire prévaloir l'intérêt général sur les rapports de force que peut tenter d'imposer telle ou telle corporation ? La difficulté est comparable à celle que rencontrent les pouvoirs publics lorsqu'ils entreprennent de lutter contre le tabagisme et l'alcoolisme, avec cette différence que l'insécurité sur les routes met directement en danger non seulement les auteurs d'imprudences, mais les autres. Peut-on à la fois regretter l'impuissance de l'Etat devant les « problèmes de société » et ne pas faire bloc avec un gouverne-

ment qui entend de faire respecter une loi régulièrement adoptée ? Ceux qui, dans l'opposition, cherchent à exploiter le conflit des routiers contre le pouvoir socialiste prennent le risque d'affaiblir encore la confiance des citoyens en l'Etat et le crédit, déjà gravement entamé, des responsables politiques dans leur ensemble.

PATRICK JARREAU

600 pages, 4000 adresses où il fait bon vivre

LE GUIDE DU ROUTARD

HOTELS & RESTOS de FRANCE

89F

Les étapes buissonnières

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

Premières divergences entre les docteurs Garretta et Allain

Les docteurs Michel Garretta et Jean-Pierre Allain se sont opposés pour la première fois, vendredi 3 juillet, devant la septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Les négociations particulièrement laborieuses entre le Centre national de la transfusion sanguine (CNTS) et la firme autrichienne Immuno à propos d'un transfert de technologie pour « chauffer » les produits sanguins destinés aux hémophiles étaient au cœur du débat.

Il ne se tuaient plus. Ils ne sont plus, l'un pour l'autre, que le « docteur Garretta » et le « docteur Allain », assis côte à côte, condamnés à transpirer ensemble sur l'étrio banc des prévenus. Leur divorce a été définitivement consommé au cours d'un redoutable échange de questions-réponses inauguré par le président Jean-Louis Mazieres.

Et derrière ce divorce anecdotique tremblait, telle une petite flamme vacillante, une partie du terrible enjeu de ce procès : oui ou non le docteur Garretta, pour des raisons mêlant l'amour-propre et la stratégie commerciale du CNTS, a-t-il perdu un semestre au moment d'acheter la technologie du « chauffage » des produits sanguins qui aurait permis de sauver bien des hémophiles de la contamination en inactivant le virus du sida ? Oui ou non, le docteur Garretta a-t-il fait l'impasse sur des informations scientifiques l'alertant sur l'intérêt majeur des produits chauffés ?

A ce point, la chronologie des faits se révèle imprévisible. Car l'intérêt porté aux produits chauffés par le CNTS, depuis 1983,

démontre à l'évidence que l'importance de cette technologie avait été saisie. A cette époque, c'est le professeur Jean-Pierre Soulier, directeur général du CNTS, qui prend des contacts avec la firme Immuno. Mais, dès 1984, il confie ce dossier à son adjoint, le docteur Garretta, pour qu'il approfondisse les négociations en vue de la signature d'un contrat.

« Difficultés relationnelles »

Or les négociations vont tourner court fin juillet, à Munich, lors d'une rencontre entre les docteurs Garretta et Allain d'une part, et le professeur H. Eibl, président d'Immuno. En quelques mois, le président Mazieres rappelle, en citant des documents du dossier d'instruction, que la rupture des négociations a été provoquée par des « difficultés relationnelles » entre le docteur Garretta, médecin sans réputation scientifique, et le professeur Eibl, légèrement méprisant à son endroit.

Bref, le docteur Garretta, pour des motifs tenant à son orgueil, se serait braqué. « Il est exact que je n'ai pas gardé un sentiment agréable de cet entretien avec le professeur Eibl », explique l'inculpé. Nous n'aurions pas d'accord et j'ai quitté la pièce mécontent. Mais il n'y a pas eu suspension des négociations. « Lorsque quelqu'un se lève brusquement, laisse ses documents et quitte la réunion, j'appelle cela une rupture de négociations », rétorque le docteur Allain. Me Xavier Charvet, conseil du docteur Garretta, se dresse furieux : « Le fait de jeter son carter, ce n'est pas une rupture de négociations, c'est une interruption de séance ! »

Une chose est sûre, la rupture entre les deux inculpés est en tout cas scellée. Les deux prévenus ne

cesseront plus de se démentir, se passant le miroir sans se regarder. « J'étais catastrophé du résultat de cette réunion », résume le docteur Allain, pour une fois parfaitement clair.

Mis en difficulté, le docteur Garretta réfute l'état d'avancement des pourparlers avec la firme Immuno : « L'objectif de cette réunion était simplement de faire le point sur les renseignements techniques transmis. Immuno était en train de faire évoluer sa technologie, et le professeur Soulier n'était pas convaincu de la supériorité de l'une par rapport à l'autre. De plus, nous nous sommes trouvés en présence de demandes commerciales inacceptables. »

Les audiences précédentes ont malheureusement souligné le retard pris en France, depuis 1983, en matière de « chauffage » des concentrés destinés aux hémophiles. Le président Mazieres insiste : « De juillet à décembre 1984, n'avez-vous pas laissé courir un délai injustifiable ? Si j'avais accepté ce contrat, Monsieur le président, le professeur Soulier ne l'aurait pas signé, répond le docteur Garretta. Mais pourquoi avoir suspendu les négociations ? - Ce ne fut pas le cas. Un grand nombre de documents ont été échangés de septembre à novembre 1984 et nous avons pris la décision de signer l'accord en octobre. »

« Six mois de retard »

M. Georges-Paul Wagner, partie civile, s'adresse au docteur Allain : « Maintenez-vous que les négociations aient pris six mois de retard ? - Il y en a eu un, même s'il est difficile à chiffrer. Et il était extrêmement urgent que le CNTS se munisse d'une technologie d'inactivation des virus des hépa-

tites non-A non-B et du sida. » M. Wagner se tourne vers le docteur Garretta : « Le professeur Soulier, qui devait partir en fin d'année, vous avait donné une délégation de signature pour une opération immobilière et pour les comptes postaux et bancaires. Quand votre prise de pouvoir au CNTS a-t-elle été effective ? - A cette époque, je rends compte au professeur Soulier. Vous ne répondez pas à ma question sur les délégations de signature. - Je ne peux pas vous répondre. Je n'ai pas le document sous les yeux. »

D'esquives en dérobades, le procès progresse ainsi et se tend à mesure que l'on se rapproche des infractions retenues par la prévention, du 21 mars au 1^{er} octobre 1985. « Le docteur Garretta avait-il conscience de la nécessité de fournir des produits chauffés ? interroge M. Pierre Chaigne, partie civile. - Pour moi, il était important d'avoir accès à une technologie d'inactivation mais pas essentiel de l'obtenir dans l'urgence, répond l'inculpé. - Ne disposez-vous pas des informations nécessaires sur leur utilité ? - Les détenteurs de ces informations, ce sont des spécialistes... »

Promu directeur général du CNTS le 1^{er} octobre 1984, le docteur Garretta aura probablement bien du mal, au cours des prochaines audiences, à se défaire des responsabilités, même si le président Mazieres a invité les avocats des parties civiles à se modérer. « La procédure accusatoire que j'ai laissée se développer ne doit pas se transformer en une forme raffinée de torture, comme cela a été le cas ces quinze derniers jours », a-t-il prévenu, provoquant un tollé chez les avocats des hémophiles.

LAURENT GREISAMER

L'enquête sur l'assassinat d'un dirigeant de l'OLP à Paris

La police diffuse les portraits-robots des meurtriers d'Atef Bsisou

La police judiciaire parisienne a diffusé, vendredi 3 juillet, les portraits-robots des meurtriers d'Atef Bsisou, le dirigeant palestinien assassiné le 8 juin à Paris (le Monde du 9 juin). Conduite sous la direction du juge d'instruction Jean-Louis Bruguière, l'enquête de la brigade criminelle a permis de reconstituer les circonstances de l'assassinat et l'emploi du temps d'Atef Bsisou. S'agissant des auteurs de l'assassinat, on n'en est encore qu'au stade des hypothèses.

L'information passerait pour anodine s'il n'était question de l'assassinat d'un dirigeant palestinien : les tueurs d'Atef Bsisou n'étaient pas de type « méditerranéen ». L'un d'eux, teint clair et cheveux châtains coupés court au-dessus des oreilles, avait même un aspect franchement « européen ». Le deuxième membre du commando n'est pas, lui, « typé ». Plusieurs témoins des faits - nombreux à débambuler dans le quartier de Montparnasse, ce 8 juin juste après minuit - ont fait la même description des assassins et ont permis la diffusion de leurs portraits-robots.

Le témoignage le plus précieux est celui d'un jeune Français qui sort d'un bowling, à deux pas de l'hôtel devant lequel le responsable de l'OLP va être assassiné. Le jeune homme est intrigué par le manège de deux hommes d'allure sportive, fourrant la main dans leur sac à dos et paraissant sans désemparer. Il se trouve très près d'eux quand l'un des hommes le fait déguerpir en brandissant un pistolet dans sa direction.

Visiblement bien renseignés, les tueurs ont repéré la voiture du commando à l'entrée de l'hôtel. Dès que Bsisou est descendu, il est plaqué contre le véhicule par l'un des hommes du commando. L'autre ouvre le feu. Du travail soigné : trois coups tirés à travers un sac en plastique pour récupérer les douilles, et un sang-froid de professionnels qui ont minutieusement préparé leur itinéraire de fuite. Quelques instants plus tard, un maître-chien employé dans un parking voisin croit repérer l'équipe en compagnie d'un troisième individu. Le trio, qui s'engouffre dans une berline grise immatriculée dans les Hauts-de-Seine, disparaît.

« Menacé par le Mossad »

Faute d'avoir mis la main sur les assassins, les enquêteurs s'en tiennent aux faits établis. Et, comme dans toute affaire criminelle, à fortiori quand il s'agit d'un des responsables des services de renseignement de l'OLP, la méthode conduit à reconstituer l'emploi du temps de l'intéressé.

Ce dimanche vers 18 heures, Bsisou arrive à l'improviste dans la capitale. Personne n'a, semble-t-il, été prévenu de son escale à Paris. Le Palestinien vient de passer trois jours en Allemagne et conduit son 4 x 4 tout-terrain qu'il a récupéré dans un garage de Berlin. Bsisou vient souvent dans

la capitale et, comme d'autres dirigeants palestiniens, loge dans l'un des hôtels où la délégation générale de l'OLP prend soin de réserver (sous le nom d'un membre peu connu) des chambres. Cette fois, Bsisou descend dans un établissement de Montparnasse.

De sa chambre d'hôtel, le dirigeant de l'OLP appelle aussitôt deux amis libanais, un homme et une femme résidant en France. Ces deux journalistes lui servent habituellement de « contact » avec la DST. Vers 18 h 30, l'un d'eux avertit le service de contre-espionnage que Bsisou souhaite rencontrer rapidement son correspondant à la DST. Un rendez-vous est fixé au lendemain matin. Au téléphone, le journaliste indique que Bsisou se dit « menacé par le Mossad ». Mais, commente-t-on aujourd'hui à la DST, sans que le journaliste signale aucun indice de menace précise ou immédiate. Aussi, à l'autre bout du fil, l'inspecteur suggère-t-il simplement que le Palestinien ne passe pas la nuit à l'hôtel. Apparemment, l'alerte ne valait pas la peine de mobiliser une équipe de nuit. Une protection rapprochée sera proposée... pour le lendemain. Mais les tueurs n'attendent pas.

Bsisou est assassiné au moment où ses deux amis le déposent à son hôtel. Montre en main, six heures se sont écoulées depuis son arrivée inopinée à Paris. L'énigme est de taille : quelle organisation dispose de France d'un commando capable de monter une opération techniquement parfaite en si peu de temps ? Comment cette équipe a-t-elle pu être aussi bien renseignée sur les faits et gestes du Palestinien ? N'a-t-il pas été « filé » dès son passage en Allemagne, où - ce n'est qu'une hypothèse policière - il aurait tenté de « retourner » un proche du groupe palestinien dissident d'Abou Nidal ? Mais alors pourquoi choisir Paris quand Bsisou était, il y a peu, à Cuba et qu'il venait de passer une nuit d'hôtel en Allemagne ? Lorsqu'ils auront la réponse à ces questions, les enquêteurs auront progressé d'un grand pas.

Pour l'heure, aucune des « pistes » avancées par les uns ou les autres - le groupe Abou Nidal, selon un communiqué rédigé en son nom (vite démenti par le porte-parole du groupe à Beyrouth, mais considéré comme « authentique » par les services spéciaux français) ; le Mossad israélien, selon l'OLP et une partie de la presse israélienne ; ou encore des dissensions internes à la centrale palestinienne - n'est écartée par les enquêteurs. Même si la première « piste » reste la plus vraisemblable : Bsisou entendait venger l'assassinat d'Abou Nidal, son patron à la tête des services de renseignement de l'OLP, qui avait été tué, en janvier 1991 à Tunis, par les hommes d'Abou Nidal. D'ordinaire, pourtant, ses commandos opèrent au pistolet-mitrailleur et ne laissent pas de témoin vivant.

ERICH INCIVIAN

MÉDECINE

Mort du professeur Jean-Louis Lortat-Jacob

Le professeur Jean-Louis Lortat-Jacob, membre de l'Académie de médecine, président du conseil de l'ordre des médecins d'avril 1970 à juin 1981, est mort mercredi 1^{er} juillet.

On retiendra de lui l'image d'un homme intransigeant, controversé, opposant farouche à l'avortement volontaire. Ce fils de médecin, né le 30 août 1908 à Paris, scolarisé à l'école Lacordaire, puis au lycée Janson-de-Sailly, décroche son diplôme de docteur en médecine en 1939. La même année, il devient chef de clinique à la faculté puis, en 1942, professeur (préparateur spécialisé dans l'anatomie, particulièrement dans les dissections).

Chirurgien des Hôpitaux de Paris en 1944, professeur agrégé à la faculté de médecine en 1953, chirurgien de l'hôpital Tenon en 1956, puis de l'hôpital Beaujon en 1961, professeur de clinique chirur-

gicale jusqu'en 1981, élu membre de l'Académie de médecine en novembre 1973, le professeur Jean-Louis Lortat-Jacob est porté à la présidence du conseil national de l'ordre des médecins le 10 avril 1970. Il présidera aux destinées du conseil jusqu'au 25 juin 1981.

En novembre 1976, trois ans après la mort d'un jeune homme après une ablation des amygdales dans une clinique de Neuilly, il est inculpé d'homicide involontaire en tant que « directeur médical » aux côtés de l'anesthésiste, du chirurgien et de l'infirmière. Tous quatre seront relaxés le 28 avril 1982. L'affaire est cependant venue entacher la réputation d'un homme déjà critiqué pour ses prises de position conservatrices, notamment sur la libéralisation de l'avortement, signataire en 1979 d'une déclaration stipulant que la loi de 1975 avait contribué « à élargir le laxisme des mœurs et à aggraver la dénatalité ».

L. F.

CIRCULATION

La Mairie de Paris étudie un projet de périphérique souterrain à péage

En l'an 2000, la capitale pourrait disposer, dans sa partie est et sud, entre la porte de Bagnolet et la porte d'Auteuil, d'une rocade souterraine périphérique à péage. Pour concrétiser ce vaste projet, le Conseil de Paris devrait, lundi 6 juillet, commander, pour le mois de mai 1993, une étude technique et financière à la société Coffroute. Les études parisiennes examineraient ensuite ce projet.

Avec plus d'un million de véhicules par jour, le boulevard périphérique est aujourd'hui la voie la plus chargée de l'Hexagone. Pour endiguer cette circulation en surface et diminuer le bruit, les embouteillages et les nuisances aux abords du périphérique, la Mairie envisage de créer une voirie souterraine. Cette nouvelle voie serait aménagée, en priorité, dans le secteur le plus « chargé » qui longe les 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e et 20^e arrondissements.

La construction de cette rocade souterraine, dont le coût est estimé à 8 milliards de francs, serait financée par un péage (de l'ordre de 40 F) que devraient acquitter ses utilisateurs. Elle serait tracée entre le boulevard périphérique et les boulevards des Maréchaux et ses accès seraient peu nombreux (tous les 3 kilomètres), afin de limiter les échanges avec la surface. Enfin elle autoriserait la communication avec les autoroutes A 3 (porte de Bagnolet), A 4 (porte de Bercy), A 6 (porte de Gentilly) et A 13 (porte d'Auteuil). La rocade desservirait aussi les portes de Montreuil, Tolbiac, de Châtillon et d'Ivry.

Cette initiative de la Mairie de Paris s'inscrit dans un projet plus vaste d'aménagement de la région parisienne. En effet, 40 % des automobilistes qui empruntent le périphérique effectuent un trajet de banlieue à banlieue. Les maires des communes riveraines et les prési-

dents des conseils généraux de la petite couronne, consultés en mai 1991, se sont prononcés, dans leur grande majorité, en faveur de cette voirie souterraine.

Le président du conseil régional d'Ile-de-France a également émis, en mai 1991, un avis positif « en soulignant que ce projet puisse s'intégrer à un éventuel réseau régional souterrain ». Enfin, le 19 juin 1992, M. Christian Sautter, préfet de la région Ile-de-France, a donné à la Ville de Paris l'accord de l'Etat pour réaliser cette infrastructure routière (le Monde du 3 juillet). Il a notamment accepté qu'elle soit inscrite dans le futur schéma d'aménagement régional. Déjà le conseil général des Hauts-de-Seine étudie la possibilité de créer lui aussi une voirie souterraine passant par la Défense qui pourrait, selon M. Chirac, être raccordée, dans les années à venir, à la rocade parisienne.

JEAN PERRIN

DÉFENSE

Les personnels touchés par la baisse des crédits militaires recevront des aides

Le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Mellick, doit commencer, lundi 6 juillet, à recevoir les organisations syndicales représentant les personnels qui sont concernés par les restructurations prévues du dispositif militaire français.

A l'heure actuelle, le ministère de la défense occupe 524 000 militaires (cadres, engagés et appelés) et 112 000 civils. Selon ses calculs, entre 15 % et 20 % de ces personnels pourraient être affectés par les restructurations, sous la forme de départs anticipés à la retraite, de mutations ou de nouvelles formations professionnelles pour leur reconversion.

Doté de quelque 300 millions de francs dans un premier temps, un plan est à l'étude pour l'accompagnement social de ces diverses décisions. Pour les cadres militaires, il s'agit de mesures d'aide à la mobilité géographique et, pour les personnels civils, de mesures d'aide à la formation, au reclassement, à la mobilité d'emploi et au départ volontaire. Un premier protocole, acquis au niveau interministériel et dénommé « formation et mobilité », prévoit de détacher 1 000 ouvriers par an, pendant trois années, dans des services extérieurs de l'Etat, des collectivités locales ou dans des établissements publics ne relevant pas de la seule défense.

D'autre part, le Fonds pour les

restructurations de la défense - institué par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, pour favoriser la création d'emplois dans des zones menacées de récession par la fermeture de garnisons - sera porté de 80 millions de francs en 1992 à 100 millions en 1993.

Enfin, la délégation générale pour l'armement (DGA) devra mettre des fonds spécialisés, à hauteur de 700 millions de francs, à la disposition des PME ou PMI qui risquent d'être parmi les sociétés les plus

atteintes par la baisse programmée des crédits militaires. Les armées font vivre directement ou indirectement pas moins de 3 000 entreprises de cette taille.

Il ne s'agit pas à proprement parler, selon la DGA, de subventions. Il s'agit de fonds bancaires d'investissement, gérés par divers établissements financiers et destinés à permettre aux PME-PMI travaillant pour la défense de renforcer leurs fonds propres pour innover, exporter ou se diversifier.

Quatorze militaires français décorés. - La croix de la valeur militaire vient d'être décernée à quatorze officiers, sous-officiers et soldats français pour leurs actes de bravoure au Cambodge et en Yougoslavie. Les titulaires de cette décoration sont onze hommes de l'armée de terre (dont un appelé volontaire qui a fait partie de l'Etat à Sarajevo), deux de l'armée de l'air (membres de l'équipage de l'hélicoptère Dauphin utilisé à Sarajevo par M. Mitterrand) et un sous-officier de la Garde républicaine (au Cambodge). Parmi eux figurent pour avoir évacué des blessés et mené des négociations difficiles avec des milices en Bos-

nie - un capitaine relevant du 13^e régiment de dragons parachutistes (RDP), qui, en octobre 1990, avait été capturé, avec deux subordonnés, par les Irakiens en mission secrète de reconnaissance dans la zone neutre à la frontière avec le Koweït.

M. Jean Lecanuet dénonce « l'attentisme » de la programmation militaire. - Le président de la commission sénatoriale de la défense et des affaires étrangères, M. Jean Lecanuet, a estimé, jeudi 2 juillet, que la programmation militaire 1992-1994 « traduit un attentisme » du gouvernement et « renvoie à plus tard les choix indispensables ».

150-151

سكنا على المرحون

Le Monde

HEURES LOCALES

Les mécomptes de Briançon

A force d'emprunter pour réaliser des équipements déficitaires ou de prestige cette commune des Hautes-Alpes s'est placée dans une situation budgétaire particulièrement critique

BRIANÇON

de notre envoyé spécial

DÉPUIS de nombreux mois, Briançon vit dans une atmosphère de crise financière. La cité construite par Vauban est-elle en état de cessation de paiement, comme l'affirme le nouveau maire, M. Alain Bayrou (UDF-PR) ? Ou celui-ci pratique-t-il « la politique de la terre brûlée », comme le soutient son prédécesseur socialiste, M. Robert de Caumont ? Etourdies par les chiffres lancés, tel ou tel des Briançonnais ne savent plus trop quoi penser. Des habitants de la sous-préfecture des Hautes-Alpes ont cependant retiré leur confiance à M. de Caumont à l'occasion de l'élection municipale partielle qui a eu lieu à la fin de l'année 1991 (le Monde du 26 novembre et daté 8-9 décembre).

Le scrutin avait été provoqué par la démission collective de treize conseillers du maire sortant et de cinq élus de droite. Ses propres amis reprochaient à M. de Caumont ses méthodes de gestion et réclamaient un assainissement des finances locales. Depuis le changement de majorité, les événements se sont précipités. M. Bayrou a, tout d'abord, suspendu le paiement des annuités de tous les emprunts de la commune, consentis pour l'essentiel par le Crédit local de France (CLF) et la Société lyonnaise de banque (SLB). Puis, le 29 mars, la nouvelle municipalité a voté le budget primitif pour 1992 en déséquilibre de 90 millions de francs (sur un total de dépenses de 242,2 millions de francs). Avant d'adopter, début juin, le compte administratif 1991, en déficit de près de 80 millions de francs.

Dans le même temps, l'une des cinq sociétés d'économie mixte de la commune (SEM), celle du hockey sur glace professionnel, a déposé son bilan. Tandis qu'une menace de cessation d'activités plane sur une autre de ces SEM, la Société de développement des Hautes-Alpes (SEDA). Selon des chiffres provisoires, l'endettement de la commune atteindrait 450 millions de francs. Il correspondrait, d'après le bilan prévisionnel de 1992, à près de quarante ans d'épargne brute...

Une station sans neige

« Briançon, résume M. Bayrou, c'est, proportionnellement, cinq fois Angoulême. » Sa comparaison repose sur le montant de la dette et sur celui, supporté, du déficit de la commune. M. de Caumont l'a contesté tout en soulignant qu'à la différence de l'ancien maire d'Angoulême son intégrité personnelle n'est pas mise en cause. Après sa victoire aux élections municipales de 1983, cet énarque cofondateur des GAM (Groupes d'action municipale), s'est lancé dans une politique de croissance tous azimuts. Son objectif : faire de Briançon la « capitale touristique des Alpes du Sud. Point d'orgue de cette politique : la création par la commune de la station de sports d'hiver du Prol, inaugurée, en février 1989, par le premier ministre, M. Michel Rocard, un ami de toujours de M. de Caumont. Coût de l'investissement : officiellement, 220 millions de francs. C'est-à-dire la moitié de l'endettement de Briançon.

Le concept du Prol était original : il s'agissait de relier le centre de Briançon (1 250



mètres d'altitude) au réseau de Serre-Chevalier, grâce à un téléphérique de liaison permettant de quitter la ville « à six pieds ». Mais, faute d'un emplacement suffisant - un risque inhérent à l'emplacement plein sud du téléphérique - les trois premiers exercices ont laissé un déficit d'exploitation cumulé de 17 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 21 millions. La municipalité avait également réalisé un important programme d'HLM, créé un nouveau centre commercial, construit des ateliers relais, relancé le hockey sur glace professionnel. Des investissements financés par des emprunts auprès de ses bailleurs, des emprunts bien lourds pour une ville de 12 000 habitants.

L'ancien maire assure qu'il maîtrisait « totalement » la situation caractérisée, selon lui, par de simples difficultés « conjoncturelles ». M. Bayrou, qu'il taxe d'« immobilisme », aurait, accuse-t-il, délibérément, « noirci le tableau (...) pour charger, politiquement, ses prédécesseurs », ruinant, du même coup, le crédit de la commune.

« Lorsque nous sommes arrivés, réplique M. Bayrou, la trésorerie se limitait à 2,6 millions de francs. Sans une avance, par le projet, des 4/12^e de la fiscalité locale, la paie du personnel en janvier (3,6 millions de francs) n'aurait pu être assurée. Nous gérons, depuis, au jour le jour, sans la moindre possibilité d'honorer les engagements de la collectivité à l'égard de ses créanciers. La situation de la commune s'est, en fait, brusquement détériorée à partir de juin 1991. A

cette date, la municipalité ne paie plus les annuités d'emprunt.

Selon M. de Caumont, des discussions étaient en cours avec le CLF et la SLB portant sur un prêt de 60 millions de francs pour 1991. « C'est inadmissible, assure-t-il curieusement, une stratégie de négociation financière. » Selon lui, la commune devait être également autorisée à emprunter 30 millions de francs par an de 1992 à 1995. A la Caisse des dépôts et consignations, on indique que les tractations, interrompues par la crise municipale, « n'ont pas abouti » début décembre. En réalité, la commune ne peut plus, à ce moment, faire face à ses obligations, sinon en contractant de nouveaux emprunts pour rembourser les précédents.

Vente des bijoux de famille

La municipalité a eu recours à deux lignes de crédit, de 20 millions chacune, en 1988 et 1990, qu'elle n'a pas pu rembourser à l'échéance. A la même époque, il faudra que la caisse de solidarité de la Fédération du BTP des Hautes-Alpes règle, à sa place, sous forme d'avance, les factures dues aux entreprises locales.

A la suite d'une vérification sur les exercices de 1983 à 1987, la chambre régionale des comptes a déjà, tiré la sonnette d'alarme. « Les politiques d'intervention économique et d'équipement collectif suivies par la commune ont, concorde, souligné-t-elle dans ses observations

définitives, en août 1990, à déséquilibrer les finances. Quant au volume d'endettement, il constitue une menace sur la capacité de paiement jusqu'aux premières années du siècle prochain. » Un audit, réalisé à la demande de M. Bayrou, conclut, de la même façon, à une « situation budgétaire extrêmement et durablement dégradée ». L'un des principaux constats : « l'absence presque totale des ressources nécessaires pour faire face convenablement à la charge de la dette dont le montant est élevé et dont le profil, dans l'avenir, est extrêmement inquiétant du fait d'importants décalés. La véritable source de difficultés, mentionne encore l'audit, est que l'annuité absorbe, globalement, la fiscalité directe communale ».

M. de Caumont affirme que, s'il était resté au pouvoir, le compte administratif de 1991, comme le budget primitif de 1992, aurait été voté en équilibre. Comment ? Avec les emprunts déjà prévus au budget primitif 1991 mais toujours « en pointillé » huit mois plus tard. Avec, aussi, la vente de quelques « bijoux de famille ». L'ancien maire affirme, par exemple, que la commune était en passe de céder à la direction de l'équipement des Hautes-Alpes une ancienne usine textile, afin de récupérer 15 millions de francs. Mais, selon les responsables de l'équipement, aucun accord n'était en vue. De plus une estimation des Domaines chiffrait la valeur de l'usine entre 3 et 5 millions de francs.

La relance du hockey professionnel s'est révélée, elle aussi, très onéreuse : 8,7 millions de francs de passif en dix-huit mois d'activité de la SEM si l'on en croit les résultats d'un audit. L'administrateur judiciaire de la société soutient, de surcroît, que celle-ci n'a été que la continuation, sous une autre forme juridique, de l'ancienne association sportive mise, précédemment, en liquidation avec un passif de 7,3 millions de francs. Si sa théorie était admise, les deux passifs seraient cumulés et le « trou » atteindrait, alors, plus de 17 millions de francs.

Saisie par le préfet après le vote en déséquilibre du budget primitif de 1992, la chambre régionale des comptes devrait soumettre à la commune, d'ici la fin de l'été, « des mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire » (1). Celles-ci seront la première étape d'un « plan de redressement » de longue haleine qui passera par un réajustement de la dette. Une réunion, à laquelle participeront tous les partenaires de la commune (Etat, région, département, organismes prêteurs), doit avoir lieu à Marseille, le 15 juillet, pour en jeter les bases. La marge de manœuvre apparaît, cependant, étroite.

M. Bayrou refuse, par avance, un alourdissement de la fiscalité locale, déjà très élevée. Quels actifs pourront être vendus ? Que faire du Prol tant que la station ne tendra pas à un équilibre d'exploitation ? Reste à savoir, enfin, si l'Etat acceptera de verser une subvention d'équilibre exceptionnelle incitant la région et le département à faire, eux aussi, un effort significatif. Quoi qu'il en dise, M. de Caumont a péché par manque de réalisme.

GUY PORTE

(1) La chambre effectue, parallèlement, un examen des comptes et un contrôle de gestion de la commune qui devraient être achevés à l'automne.

Reculade rurale

AU risque de cultiver exagérément le goût du paradoxe, remarquons qu'un « non-événement » récent a trop été passé sous silence. Il s'agit du report sine die, décidé par le gouvernement le 18 juin, des Assises du monde rural, prévues le 26 juin dans une dizaine de villes moyennes - de Vervins à Vannes ou Nîmes - symboles de ce que pourrait devenir un partenariat intelligent entre une civilisation urbaine à dimension humaine et les campagnes des environs.

On comprend les motifs qui ont conduit MM. Pierre Bérégovoy et André Laignel, secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire, à cette reculade : les milieux paysans étaient à ce point ulcérés par l'accord sur la nouvelle politique agricole commune et par le « déficit d'explication » de M. Louis Mermaz sur le sujet que ces réunions risquaient d'avoir lieu dans un climat explosif et sous la protection des CRS. Mais les conséquences de ce faux pas n'ont pas moins été regrettables. Depuis la temps que gouvernements successifs, organisations agricoles, aménageurs du territoire, sociologues au chevet des banlieues destructurées, disent et répètent que la désertification s'étend des Ardennes aux Pyrénées, que des centaines de villages meurent tandis que les mégapoles explosent, alors que, au-delà des incantations et du saupoudrage, si rares sont ceux qui font quelque chose pour enrayer le phénomène ! Ces assemblées, préparées par la DATAR, auraient été l'occasion enfin de lancer une politique énergique, à la fois économique, sociale, fiscale, culturelle, scolaire, agricole et écologique.

Heureusement, sur le terrain, des organismes, collectivités ou associations poursuivent un travail de fond. Avec l'aide de la Chambre des métiers, les communes rurales de l'Ain multiplient les chartes de mise en valeur, les contrats de pays et de développement local autour du tourisme ou de l'industrie du bois. Le Comité d'expansion du pays de Caumont s'efforce d'œuvrer pour l'application d'un programme européen « S'élève » (transferts de technologie) et facilite les stages d'enseignants dans des usines. M. Laignel n'est pas en reste. Il vient de signer avec le conseil régional du Centre la première convention d'aide à l'investissement en zone rurale, au bénéfice notamment des communes désertifiées de l'Indre... son département.

FRANÇOIS GROSCHARD

L'aménagement de l'Ill en question

Annulé par le tribunal administratif de Strasbourg, un projet de protection des terres agricoles sur l'affluent du Rhin, révèle les divergences entre écologistes et agriculteurs alsaciens

STRASBOURG

de notre correspondant

Le tribunal administratif de Strasbourg a annulé, début juin, la déclaration d'utilité publique (DUP) d'un important projet d'aménagement hydraulique du bassin de l'Ill, entre le Luthof (au nord de Colmar) et Erstein (Bas-Rhin). Ce projet est discuté depuis de longues années en Alsace et la DUP avait été consignée par les deux préfets du Bas-Rhin et du Haut-Rhin le 9 novembre 1989.

Le contrat de plan en avait confié la maîtrise d'ouvrage à la Région. Initialement, les travaux devaient protéger les terres agricoles et villages contre les fréquentes inondations estivales de l'Ill. A la suite des critiques et des propositions des écologistes de l'association Alsace-Nature, ce contrat de plan avait été retouché et surtout accompagné d'une « charte de zones inondables ». Le texte prévoyait le maintien et l'extension de surfaces en herbe pour préserver le paysage typique du ried alsacien, biotope de prés humides et de forêts inondables, et protéger la nappe phréatique souterraine contre la pollution des nitrates.

Ces deux objectifs étaient-ils conciliables ? Le juge du tribunal administratif souligne, en fait, les non-dits. Saisi par Alsace-Nature en juillet 1990,

il a estimé que l'étude d'impact qui avait précédé la DUP avait été insuffisante. « La décision attaquée, écrit le jugement, qui a pour objet de réduire les inondations estivales, sera de nature à permettre un accroissement de la surface des terres consacrées à la culture du maïs et à contribuer, en conséquence, à l'amélioration du taux de nitrates dans les eaux de la nappe phréatique. » Or, l'étude d'impact est lacunaire sur ce sujet. Conclusion du juge : « L'insuffisante analyse des effets de l'arrêté attaqué sur l'environnement ne permet pas de déterminer si les inconvénients du projet sont excessifs, eu égard à ses avantages. »

Cette annulation va obliger les deux préfets à reprendre leur copie. Le président du conseil régional d'Alsace, M. Marcel Rudloff (UDF-CDS), a déjà indiqué qu'il ne renoncera pas au projet et qu'une nouvelle DUP, après un complément d'étude, pourrait être signée avant la fin de l'année. Il estime que l'essentiel des aménagements n'a pas besoin de cette déclaration d'utilité publique. Mais le juriste qu'il est, puisque membre du Conseil constitutionnel, note que la charte des zones inondables a elle aussi disparu, puisqu'elle avait été rédigée par un comité de pilotage créé par l'arrêté annulé.

Les agriculteurs ont été déçus de constater que les écologistes, qui s'alignaient avec eux depuis deux ans dans

un comité de pilotage, menaient parallèlement ce combat juridique. Quelque temps après le jugement, quatre tracteurs ont symboliquement labouré une prairie du ried à Sermersheim (Bas-Rhin) tandis que les responsables agricoles dénonçaient « le double langage des écologistes ». M. Eugène Schaeffer, président de la chambre d'agriculture du Bas-Rhin, ne veut plus négocier avec eux, « ni dans le bassin de l'Ill ni ailleurs ».

Des conséquences au conseil régional

« Le projet de l'aménagement de l'Ill était une opération exemplaire », estime M. Philippe Richert, conseiller régional (UDF-CDS), qui a présidé la commission de l'environnement du conseil régional jusqu'au printemps. « Il était devenu multi-objectif, s'occupant à la fois du développement économique, de l'environnement, du tourisme et des aspects sociaux pour le monde agricole. Tout cela, aujourd'hui, est remis en cause. Nous ne pourrions plus monter de semblables discussions avec une telle démocratie participative. » Pourtant, il assure que la Région ne pratiquera pas la politique du pire et continuera, par exemple, à subventionner la remise en herbe de certains terrains.

Montrés du doigt, les écologistes d'Alsace dénoncent la confusion entre-

tenue autour de ce projet d'aménagement. La DUP annulée, précise M. Maurice Wintz, secrétaire régional d'Alsace-Nature, « allait au-delà de ce que nous avons accepté et nous l'avons toujours dit ». Aucun compromis, souligne-t-il, n'avait été signé entre agriculteurs, élus et écologistes. Si Alsace-Nature a participé activement au comité de pilotage, c'était « pour faire avancer la politique de maintien et de reconquête du ried », d'ailleurs affirmée dans la charte des zones inondables. Mais « il demeurait une incohérence historique dans ce projet d'aménagement de l'Ill : nous l'avons toujours affirmé ».

Alsace-Nature ajoute que cette opposition allait de toute façon éclater au grand jour quand le comité de pilotage aborderait des sujets, jusqu'ici prudemment évités, comme les méandres de la rivière ou son calibrage, pour lesquels le projet s'appuyait sur une conception particulièrement désastreuse pour les écosystèmes fluviaux.

Le conflit qui éclate aujourd'hui entre écologistes et agriculteurs sur l'aménagement de l'Ill pourrait se transposer au conseil régional d'Alsace. Il pourrait modifier les rapports entre les Verts et les élus de Génération Ecologie d'une part et la majorité relative UDF-RPR.

JACQUES FORTIER

Jour de fête à Méru

Une petite commune s'invente une rue imaginaire : une voie vers des projets ambitieux

MÉRU

de notre envoyée spéciale

MAISON-NUAGES, pattes de lion, tenus à bout de perche, « enfants-sans » à la façon des patineuses de Philippe Decouflé, tous avancent en bon ordre. Pour ce défilé-spectacle, 330 enfants de Méru, commune du sud de l'Oise, ont travaillé pendant six mois avec une plasticienne. Cela se voit. Au passage pifion, les percussionnistes arrêtent de jouer. Deux garçons se couchent sous des voitures en carton. Même dans une « rue imaginaire », comme celle mise en scène le samedi 27 juin, il y a des accidents mortels.

Les familles, ni plus ni moins ravies que lors d'une kermesse des écoles, suivent docilement le cortège jusqu'à l'usine désaffectée, où les attend une exposition d'art contemporain. Objectif atteint pour les promoteurs de l'opération, qui souhaitent attirer les Méruviens dans cette ancienne fabrique de nacre habituellement fréquentée par les artistes et par des Parisiens initiés.

Ainsi en va-t-il de la plupart des manifestations organisées, de mai à juillet, à l'occasion de Quartiers lumière, une opération signée

conjointement par le ministère de la culture et par la délégation inter-municipale à la ville (DIV). Les cent soixante événements artistiques, festivals, concerts, rencontres de cette deuxième édition (1) ne constituent, en général, que la partie émergée d'actions de longue haleine.

Prendre en compte les difficultés sociales, favoriser l'insertion, pallier les dérives de l'urbanisme, préparer l'avenir, telles sont les ambitions des acteurs de terrain, dans ces quartiers qui ont droit au qualificatif de « lumière » quelques semaines par an. M. Guy Vadequand (PS), maire de Méru, le formule à sa façon : « Des initiatives comme celles d'aujourd'hui doivent donner à tous les habitants, et surtout aux jeunes, l'occasion de penser leur ville afin d'en devenir citoyens. »

Ici, par exemple, la « rue imaginaire » n'est qu'une des voies retenues pour accompagner la mutation de la ville. Première étape : la transformation de 8 000 mètres carrés de friches industrielles en un centre culturel où devraient se mêler art contemporain et musique.

MARTINE VALO

Lire la suite page 12

(1) Renseignements concernant l'ensemble des manifestations Quartiers lumière : 16 (1) 40-03-94-70.

HEURES LOCALES

REPÈRES

AQUITAINE

Les modifications de tracé retardent le métro de Bordeaux

Ouvert depuis six ans, le dossier du métro bordelais poursuit sa lente progression. Dès 1986, le système VAL a été choisi par la communauté urbaine (CUB) et l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique a été terminée en 1991, mais ce bel édifice peut être remis en cause. M. Jacques Chaban-Delmas, qui préside la CUB, avait prévu d'annoncer, fin juin, une modification du tracé et une extension de la ligne est-ouest en direction du campus universitaire, au détriment de la ligne nord-sud qui, au lieu de relier la gare SNCF au quartier d'affaires du Lac, s'arrêterait au centre.

Mais la décision a été repoussée au mois d'octobre, les élus socialistes qui coportent la CUB s'opposant à cette révision sans concertation. Un plan global de déplacement urbain devrait être élaboré au cours de l'été. Il prendrait en compte toutes les solutions aux problèmes de transport et de circulation, des bus au métro. « On a employé jusqu'à présent une méthode politique pour faire plaisir à tel ou tel élu, sans chercher à déterminer rationnellement des solutions pour résoudre le problème des transports », remarque M. Pierre Brana (PS), maire d'Eysines.

Cette position rejoint celle des associations opposées au métro, qui regroupent des écologistes et des chefs d'entreprise. Un calendrier de réalisations tenant compte des possibilités de financement de la CUB devrait également être présenté en octobre, à un moment où la communauté urbaine affronte un contexte économique difficile. « On discute ferme depuis des années, il faut conclure », a promis M. Jacques Chaban-Delmas.

BOURGOGNE

Chenôve détruit sa « barre »

COMMUNE de 22 000 habitants dans la banlieue de Dijon, Chenôve possédait une plaie : la barre des Narçisses. Un immeuble de 300 mètres de long, qui abritait 131 familles sur quatre étages. Grâce à une opération Développement social des quartiers (DSQ), place nette vient d'être faite au cœur d'une ZUP où les familles d'origine étrangère sont nombreuses. Le relogement par l'organisme local des HLM a duré dix-huit mois. Plus de la moitié des habitants ont retrouvé un domicile sur le territoire de la commune.

Une pelouse occupera provisoirement l'emplacement de l'immeuble, le temps pour l'agence d'urbanisme du district de l'agglomération dijonnaise de préparer un projet de désenclavement du quartier en ouvrant deux voies sur le boulevard principal de la ville. Un espace mixte d'habitat (25 logements HLM) et de services, notamment un service emploi-formation, sera construit autour d'une place. Ce chantier est la première opération importante du programme DSQ qui depuis 1990 était consacré à la rénovation des bâtiments et aux activités de loisirs pour les jeunes.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Chris Malziat (Dijon) et Gaëlle de Matha (Bordeaux).

(Publicité)

DECIDEURS LOCAUX

Guide de la Fondation pour la Gestion des Villes et des Collectivités Locales

25 000 noms, adresses et téléphones des décideurs politiques et administratifs.

A votre portée, un fichier complet et fiable des Collectivités (mise à jour S.V.P. Services).

Meilleur fichier disponible sur le marché à compter du 15/01/93.

Commandez le dès aujourd'hui au prix de souscription de 1 000 F TTC

DECIDEURS LOCAUX

21-23, rue Lucien Sampaix 75010 PARIS
☎ 42 41 10 00 - Fax 42 06 59 50

Jeu de rôle du préfet et des élus

Coup d'envoi de la coopération intercommunale, dans l'Oise, où le représentant de l'Etat et les maires ont entamé une délicate collaboration

BEAUVAIS

de notre envoyée spéciale

FALLAIT-IL y voir un symbole ? C'est dans le petit hémicycle de la préfecture de Beauvais que se sont réunis, mardi 30 juin, une quarantaine d'élus locaux et le représentant de l'Etat pour lancer la coopération intercommunale. Dans ce lieu amphithéâtre, tapissé de velours vert mais traversé par les puissants effluves d'une usine d'éponges ménagères voisine, le préfet a procédé à l'installation de la commission chargée de préparer un schéma de coopération pour les communes du département. Autour de lui, les sièges étaient occupés par une quarantaine d'élus : maires, présidents de syndicats, représentants du conseil général et du conseil régional.

Ces élus attendaient avec curiosité une séance administrative pas comme les autres, imposée par la loi (le Monde date 17-18 mai) et dirigée par un préfet sans pouvoirs effectifs, dont ils pourraient enfin apprécier s'il se conduisait « en gentleman ou en notaire ». « Pourvu qu'il ne nous relie pas le Journal officiel, ça augurerait mal de nos relations futures ! », prévenait, la veille, l'un des édiles appelés à siéger.

Comment, de leur côté, les élus désignés, la semaine précédente, par leurs pairs, allaient-ils se comporter ? Certains, candidats par devoir plus que par plaisir, tièdes partisans de la coopération, participent à la commission pour y faire de la résistance, le moment venu. D'autres, favorables à l'intercommunalité qu'ils n'arrivent pas à mettre en œuvre dans leurs cantons, espèrent glisser leur projet dans le schéma départemental que la commission élaborera tout au long des

prochains mois. Face aux élus soucieux de lui rappeler leurs prérogatives, le préfet, M. Philippe Masson, s'est employé à jouer le rôle d'un représentant de l'Etat antijacobin, mais tout de même incitatif.

Après avoir vanté les mérites de l'intercommunalité, il s'est voulu porteur d'une bonne nouvelle : les commissions pourraient, si elles le voulaient, recevoir les propositions des communes après la date du 8 août, prévue par la loi. Un certain nombre de maires avaient en effet protesté contre la brièveté du délai qui leur était imposé pour s'adresser à la commission. Pour M. Alain Vassel (RPR), infatigable joueur de la politique locale, président de l'Union des maires de l'Oise, et candidat au fauteuil de sénateur, il n'y avait aucune raison de se réjouir, tant qu'un amendement n'aurait pas été voté. « On sait bien qu'en cas de litige c'est la date légale qui est prise en compte », a-t-il fait remarquer.

Panachage géographique-politique

Faisant preuve d'une imperturbable volonté de conciliation, le préfet a résisté aux assauts de cet élu, maire d'Orcel-Maison (185 habitants), qui se plaignait de voir ses ambitions intercommunales contraires par une administration d'Etat « taillonnée » et « dirigiste ». Devant une assemblée d'élus ruraux qui semblaient, au départ, compter les points, le représentant de l'Etat s'est voulu rassurant, promettant de travailler dans la « sagesse », l'« harmonie », et l'« entente cordiale ».

La commission a ensuite procédé à l'élection de ses deux assesseurs et de son rapporteur. Les élus ont confirmé le choix qui avait été fait, la veille, par l'Union des maires de l'Oise, après un subtil panachage

géographique-politique. L'un des assesseurs serait un élu rural PS du nord-est du département, l'autre serait le premier magistrat CDS de Chantilly, petite ville du sud. Le choix du rapporteur, en revanche, s'imposait. M. Pierre Guyard est une personnalité estimée par l'ensemble de ses collègues pour son expérience en matière d'intercommunalité.

Ce maire sans étiquette d'une commune de 245 habitants, Saint-Martin-au-Bois, est président d'une structure intercommunale qui fédère 51 communes rurales du nord de l'Oise, le District du plateau picard. Depuis une dizaine d'années, il a multiplié les démarches pour cimenter ce qu'il considère comme un « bassin de vie » et enrayer sa désertification, n'hésitant pas à travailler en bonne intelligence avec les services de l'Etat. L'intérêt du district s'est manifesté après une vaste opération de réhabilitation de l'habitat, et une série d'actions sociales (livraison de repas à domicile, insertion professionnelle, rénovation des écoles).

Depuis peu, les 51 communes ont préparé un schéma directeur, définissant en commun l'implantation des grands équipements, le tracé des transports en commun ou les sites à protéger. « Pour réussir l'intercommunalité, il faut avoir un projet. Après, on parle de l'épicerie et de la taxe professionnelle », affirme ce professeur de mathématiques qui suit, pourtant, quand il le faut, calculer les avantages fiscaux des textes de loi.

Pour se faire écouter de ses collègues, M. Guyard dispose d'un autre atout : il n'affiche aucune ambition politique, bien qu'il soit devenu le conseiller technique de M. Charles Baur (UDF), président de la région Picardie. Assis à la droite du préfet, il a rappelé, devant une assemblée attentive, que la coopération était une « ardente obligation. La question n'est pas de savoir si on la fait, mais avec qui, comment, et à quel rythme ». Il a précisé que la première tâche de la commission serait de dresser un état des lieux.

Après avoir examiné le règlement intérieur de la commission, les élus ont évoqué la périodicité de leurs rendez-vous et adopté la date du mercredi, jour de permanence des instituteurs-secrétaires de mairie. Les retrouvailles ont été fixées au début de septembre. Pareille épreuve méritait bien, en effet, deux mois de repos.

RAFAËLE RIVAIS

BLOC-NOTES

AGENDA

Projet de villes. - L'association Partir pour Livable Places organise un colloque à Lyon, du 5 au 8 juillet, sur le thème « Grands projets pour de grandes villes ». Cette association réunit des architectes et des urbanistes du monde entier, préoccupés par la réhabilitation des centres urbains. L'antenne européenne est dirigée par M. Michel Rivoire, ancien conseiller en urbanisme du maire de Lyon, M. Michel Noir.
► Renseignements au (0) 78-30-55-58 ou 72-40-55-25.

NOMINATIONS

M. Alain Nallet directeur du cabinet du président du conseil général de Gironde. - M. Alain Nallet est nommé, à compter du 14 juillet, directeur du cabinet de M. Philippe Madrelle (PS), président du conseil général de la Gironde. M. Nallet remplace à ce poste M. Gilles Savary.

Né le 23 mai 1947 à Bergerac, M. Nallet est titulaire d'une maîtrise de droit public. Il a d'abord exercé des activités d'expert en assurances à Bergerac et d'enseignant à Lille. En 1985, il devient chargé de mission à la direction des affaires économiques du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, avant de suivre les questions d'éducation. En décembre 1988, il entre au cabinet du président du conseil général de la Gironde en charge des affaires agricoles et du développement local. Depuis octobre 1990, M. Nallet était directeur adjoint du cabinet du président.

PUBLICATIONS

Un atlas agroclimatique Rhône-Alpes. - La chambre régionale d'agriculture et les services lyonnais de Météo-France viennent de réaliser un atlas agroclimatique, compilation de plus de dix millions de données, relevées au jour le jour par deux cents correspondants bénévoles. Il décrit vingt-quatre zones climatiques de la région, afin de contribuer à la conduite des cultures, des choix de production, et d'organisation du travail, des agriculteurs.

Atlas agro-climatique Rhône-Alpes-Chambre régionale d'agriculture Rhône-Alpes, 5, rue Hermann-Frankel, 69384 Lyon Cedex 07.

Les collectivités locales en chiffres. - La direction générale des collectivités locales (DGCL) vient de faire paraître l'édition 1992 de son guide : Collectivités locales en chiffres. Leur dénombrement reprend, pour l'ensemble, les données du

recensement de 1990, déjà publiées l'an dernier. A cette date, on comptait 36 763 communes, 100 départements, 26 régions (dont 4 dans les départements d'outre-mer), 9 communautés urbaines, 214 districts. Au 1^{er} septembre 1991, il y avait 18 058 syndicats, dont 14 536 à vocation unique (SIVU) et 2 478 à vocation multiple (SIVOM). Le guide donne des indications sur la population, les finances et le personnel des collectivités.
► 96 pages, 110 francs. La Documentation française, 25-31, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07.

Finances régionales 1990. - La Direction générale des collectivités locales (DGCL) analyse dans un recueil de statistiques sur les finances régionales en 1990. Les dépenses des régions ont atteint, cette année-là, 46,5 milliards de francs. Leur progression, en hausse de 17 % par rapport à 1989, est moins élevée que les années précédentes, en raison d'une certaine maîtrise des dépenses de fonctionnement et d'un relatif essoufflement des dépenses d'investissement. L'ouvrage de la DGCL présente une analyse détaillée des recettes, de la trésorerie et de l'endettement de ces collectivités territoriales, ainsi qu'une rétrospective 1984-1990.
► DGCL, 2, place des Saussaies, 75008 Paris. Tél. : (16-1) 40-07-25-24.

TEXTES

Le Conseil de l'Europe et l'emprunt local. - Le Conseil de l'Europe a adopté une recommandation relative aux « possibilités d'emprunt des collectivités locales et régionales ». Il invite les collectivités à ne recourir à l'emprunt que pour financer des dépenses d'investissement, et à s'assurer que le remboursement de leurs dettes est couvert par des recettes courantes. Le Conseil souhaite que les Etats membres respectent scrupuleusement les échéances prévues pour le versement des transferts financiers à destination du secteur public local.

Il demande que soient précisées les conditions d'une assistance éventuelle de l'Etat, en cas d'insolvabilité des collectivités. Les gouvernements devraient, selon l'Assemblée de Strasbourg, mettre à la disposition des collectivités un service de spécialistes de la gestion de la dette, et publier périodiquement la situation de l'endettement du secteur public local.

La RATP déménage

En s'installant aux portes de Bercy, la Régie invente la notion de « cité des transports »

EN quittant le sixième arrondissement pour le deuxième, la RATP entame une traversée de Paris. Beaucoup plus qu'un simple changement de site, il s'agit, selon les responsables de la Régie, « de donner une image forte et moderne de l'entreprise qui fait vivre l'Île-de-France ». Elle marque aussi le début d'une vaste restructuration de ses services, qui doit s'achever en 1993.

Le projet de la Régie est ambitieux. Pour une fois, un service public engage une opération d'urbanisme au service de ses agents mais aussi du public. Ses promoteurs donnent la vieille notion de « siège social », impersonnelle et froide, pour créer, entre la gare de Lyon et la Seine, « une maison de la RATP et des transports urbains ». Deux bâtiments de neuf étages élevés sur une dalle sous laquelle trouveront place un parc de stationnement et une « cité des transports » avec musée, médiathèque, collection d'archives, salles d'expositions et brasserie. Au total, 80 000 mètres carrés pour accueillir 1 700 agents et les bureaux de la direction générale, des activités internationales de la Régie, des services de formation du personnel et d'exploitation du réseau mais aussi un centre de conférences, un restaurant, des espaces sociaux et les locaux destinés aux animations culturelles.

Exposition

de véhicules anciens

A la demande de la ville, une voie piétonne, ouverte au public et desservie sur les emprises aménagées par la RATP, reliera le quai de la Rapée et la rue de Bercy. Elle circulera à l'intérieur de la maison, dont chaque extrémité sera flanquée d'un « grand signal » en verre indiquant les entrées et les activités de l'entreprise publique. Cette voie aura une liaison directe avec la salle des échanges de la gare de Lyon, lieu de passage des voyageurs du métro, du RER et de Métro ainsi que des trains. Enfin, cette rue intérieure possèdera de nombreux accès qui conduiront à tous les services installés dans les nouveaux bâtiments de la Régie.

La grande attraction de cette maison de la RATP, dont le dossier de permis de construire est étudié lundi 6 juillet par le Conseil de Paris, doit être le musée. Il s'étendra sur 9 000 mètres carrés, grâce à un jeu de verrières, de façades vitrées et de balcons. Il sera visible du quai de la Rapée et de la rue de Bercy, mais aussi de la voie piétonne. Outre l'exposition de

modèles anciens, il fera appel à toutes les technologies modernes pour présenter les hommes et leurs outils.

Le Musée possèdera de grandes ouvertures sur l'avenir avec ses maquettes géantes de rames (4 mètres de long) du RER, ses vidéos qui raconteront l'évolution du métro parisien et une baie vitrée permettant aux 400 000 visiteurs attendus chaque année d'avoir une vue plongeante sur la station de la ligne Métro et de suivre le va-et-vient des rames de l'an 2 000.

Une opération d'un milliard de francs

Ni tour insolente ni cube glacé, cette maison de la RATP, à la façade courbe, simple et monumentale doit assurer une liaison « douce » entre la grosse barre du ministère des finances et les immeubles de grande hauteur du quartier de la gare de Lyon. Située à deux pas de Bercy, avec son futur centre viti-vinicole, le premier d'Europe, et son parc de 12 hectares étiré le long de la Seine, côtoyant la rénovation de l'Îlot Chalon, qui sera l'une des portes de Paris pour les voyageurs du TGV, élevée au débouché du pont Charles-de-Gaulle, dont la construction lui permettra d'être reliée directement à la bibliothèque de France et au nouveau secteur Tolbiac-Masséna-Austerlitz, cette maison est un des éléments majeurs de la mise en valeur de l'est de la capitale. Décidée par la mairie de Paris. Elle traduit l'osmose qui existe entre un service public et une municipalité pour équiper ces quartiers trop longtemps laissés sur le bas-côté. Le premier coup de pioche de cette opération de 1 milliard de francs doit être donné à la fin de l'année, la fin des travaux étant prévue en 1994.

Cette nouvelle politique d'aménagement de la RATP participe à la modernisation des conditions de travail du secteur tertiaire de l'entreprise, décidée en 1990 par le conseil d'administration. La mise en œuvre d'un tel projet intéresse plus de 6 000 agents, répartis actuellement sur trente-deux sites. Il est donc proposé, à l'horizon 1995, de regrouper l'ensemble des bureaux de la Régie autour de cinq pôles. Hormis « Lyon-Bercy », il s'agit de « Championnet » (16 210 m²), « Charonne-Bourdon » (23 075 m²), « Denfert-Montsouris » (27 740 m²) et « Noisy-le-Grand-Neuilly-Plaisance » (16 980 m²).

JEAN PERRIN

DÉBAT

Pas d'hovercraft au Mont-Saint-Michel

par Jacqueline Nebout

Si la défense de l'environnement a un sens, s'il s'agit vraiment d'une volonté politique, il faut interdire à tout prix le projet d'hovercraft qui menace le Mont-Saint-Michel et sa baie, site classé d'importance mondiale par l'UNESCO.

Il s'agit de l'autorisation, accordée par le préfet de la Manche, à une société commerciale de Lorient, Trans Inter Océan, de faire traverser cinquante fois par jour la baie du Mont-Saint-Michel par un hovercraft (aéroglisseur bruyant) dans un but de tourisme commercial.

Déjà, le député Roselyne Bachelot et huit associations importantes de défense de la nature, en tête desquelles l'Association des riverains de la baie du Mont-Saint-Michel, ont élevé des protestations indignées reposant sur de multiples arguments scientifiques, en raison notamment des dangers de nuisances sonores, de pollution, de bouleversement de la faune ornithologique, voire sur la sécurité des piétons qui circulent à marée basse.

L'engin en question devrait, si l'autorisation n'était pas annulée, entrer en service en 1993. Et son promoteur a eu l'idée de demander une étude d'impact préalable à l'université Rennes-1. Il a promis l'installation future d'un laboratoire qui serait situé en un point de la baie, le centre des Herbues.

Cinquante mille passagers par an

Les universitaires n'y ont pas vu malice car l'opération leur a été présentée comme « une première expérience concrète et permanente d'association de scientifiques et d'usagers de la baie pour la mise en œuvre d'une gestion intégrée des écosystèmes littoraux ».

Derrière ce prétexte ronflant, que découvre-t-on ? La création d'un fuseau de circulation de 800 mètres de large, emprunté au rythme de cinquante fois par jour par un hovercraft à moteur Diesel, au départ du lieu-dit la Coserne, à Arvedon. Prévisions : cinquante mille passagers par an et mille sorties de l'engin avec tous ses bruits de démarrage et de survol.

Un chenal serait délimité par cinq mâts surmontés de réflecteurs radars. Et une grosse bouée, avec des balises, interdirait de fait aux pêcheurs, pour leur sécurité, de fréquenter la zone en question, d'où ils se trou-

vaient bannis. Enfin, plusieurs secteurs où nichent actuellement de nombreuses espèces d'oiseaux protégés devraient être définitivement désertés par eux.

Or, en l'espèce, on remarquera qu'il ne s'agit même pas de perpétuer une pollution ancienne, provoquée par des intérêts économiques liés à des problèmes d'emplois locaux. Mais, cyniquement, de fabriquer une tentation touristique nouvelle au profit d'une société commerciale, au détriment considérable de la qualité de la vie des habitants permanents, et dans un site mondialement classé, devant rester hautement protégé.

L'autorisation du préfet de la Manche doit donc être purement et simplement annulée par l'autorité supérieure. D'autant plus qu'il aura fallu une campagne de plusieurs années pour obtenir le sauvetage de la baie du Mont-Saint-Michel en matière d'ensablement et de pollution des eaux.

Un équilibre écologique fragile

Un accord récent a été nécessaire entre l'Agence de bassin Seine-Normandie, le conseil régional de Basse-Normandie, le conseil général de la Manche et les communes intéressées pour que soit bientôt assurée la collecte et l'épuration des eaux usées, jusque-là rejetées en mer. Cela au prix d'importants engagements financiers qui se traduiront, comme partout, par une hausse du prix de l'eau potable. Mais enfin, c'est là un succès concret, significatif en matière de progrès de l'environnement.

A l'inverse, qui donc oserait, alors qu'aucun besoin de la population n'est invoqué, prétendre qu'il faut, de toutes pièces, créer une importante pollution nouvelle et bouleverser des équilibres écologiques fragiles, malgré l'opposition de nombreux élus et des associations.

Qu'on en finisse avec cette idée mercantile d'un hovercraft, que n'a jamais demandé aucun résident et qui vaudrait, en outre, à la France, le blâme mérité des milieux internationaux pour lesquels le Mont-Saint-Michel fait partie des trésors de la planète.

► Jacqueline Nebout est adjointe au maire de Paris et présidente de l'Association nationale des élus de l'environnement.

الجمعة 5 يوليو 1992

La RATP déménage

Actionnaires, conservez le moral, cela marche bien !

Extraits de l'exposé du Président Guy Dejouany à l'Assemblée Générale des Actionnaires.

L'Assemblée Générale Mixte réunie le vendredi 26 juin 1992 a notamment approuvé les comptes de l'exercice 1991. Dans son allocution, Monsieur Dejouany a indiqué :

ANNÉE 1991

Cette fois encore, malgré quelques poncifs, l'affaiblissement de la conjoncture ou au lancement de certaines opérations nouvelles, notre résultat est supérieur aux prévisions. L'exercice 1991, chiffre d'affaires consolidé de 135 milliards de francs, son résultat net supérieur à 2,6 milliards de francs, est, par la dimension propre de ces nombres et par leur progression, un exercice satisfaisant. Il l'est, dans un paysage où les évolutions favorables n'ont pas été les plus nombreuses.

La constatation est ce dosage finalement heureux de nos succès et de nos difficultés. France et l'étranger, dans un climat de demi-crise économique, ne doit pas égarer des modestes qui sont depuis toujours la vertu cardinale du Groupe. Mais elle souligne la bonne efficacité de nos équipes, efficacité qui due au professionnalisme développé par celles-ci dans la quasi-totalité de nos métiers et de nos fonctions ; c'est ce professionnalisme qui a permis d'anticiper utilement la plupart des évolutions actuelles, particulièrement dans les métiers de l'environnement.

Ces équipes sont maintenant bien nombreuses : 198 000 personnes dans le Groupe à la fin de 1991, qui se comparent aux 87 000 d'il y a quatre ans (37 500 en 1980 - 52 000 en 1981) et c'est un niveau que je ne contemple pas sans un certain étonnement. Il est plus difficile à gérer, mais la grande satisfaction est la qualité de ces hommes et femmes et aussi leur sentiment d'appartenir à un ensemble toujours homogène et cohérent, dont le développement ne brouille pas l'image.

Un autre trait essentiel de cette année 1991 est qu'elle a mis très clairement en évidence l'importance du développement de nos métiers de services et le rôle direct de ceux-ci (eau, énergie, propriété) la protection de l'environnement. Une collaboration plus étroite s'est donc développée entre les diverses équipes chargées de lutter contre la pollution de l'eau, d'écouter, d'économiser et même de produire l'énergie, de collecter et de gérer les déchets.

Revenons donc sur nos chiffres principaux et d'abord sur ceux qui intéressent directement nos actionnaires :

- le profit net par action, dont je vous disais l'an dernier qu'il avait doublé en quatre ans, a progressé de 12,5 % en 1991 ; il atteint maintenant 116,7 par titre ;
- le dividende qui vous est proposé est de 41 francs par action. La masse distribuée atteindrait ainsi 918 millions de francs, elle était de 307 millions de francs il y a cinq ans.

Plus globalement, les éléments de satisfaction marquants sont, outre le bon développement du chiffre d'affaires (multiplié par 2,5 en quatre ans) :

- l'évolution satisfaisante du résultat d'exploitation (+25 %) ; il représente plus de 4 % du chiffre d'affaires (contre 3 % en 1987) ;
- la bonne progression du résultat de l'ensemble des sociétés intégrées : le ratio de ce résultat par rapport au chiffre d'affaires est en progression (1,55 % en 1991) ;
- le maintien, à un niveau satisfaisant, de notre autofinancement dont la qualité est un élément caractéristique des comptes de notre Groupe ; depuis quelques années, la capacité d'autofinancement a toujours représenté entre 6 et 7 % du chiffre d'affaires consolidé ; ce ratio est cette année de 6,3 %.

Rythme élevé des investissements

Le rythme de nos investissements s'est un peu ralenti en 1991, avec un montant total de 20 milliards de francs contre 21,4 en 1990, mais il est resté élevé. Les investissements ont continué leur croissance (11,5 milliards de francs), particulièrement dans le domaine de l'eau, avec un effort particulier en Grande-Bretagne ; les investissements financiers ont assez sensiblement diminué (8,5 milliards de francs contre plus de 11 milliards) malgré l'arrivée du groupe Blancy Ouer-Eys qui a été l'élément de croissance externe le plus significatif de l'année. Le montant des investissements, malgré l'absence d'apport, est inférieur à ces 20 milliards de francs ; l'année, qui a enregistré une sensible augmentation des besoins en fonds de roulement (mais ceux-ci restent voisins d'un mois de chiffre d'affaires), est marquée par une diminution sensible du fonds de roulement (il avait augmenté de 10 millions de francs en 1990) et par une certaine dégradation de la trésorerie ; il n'y a pas eu d'apport important en fonds propres en 1991.

C'est en fait plusieurs années qu'il faut analyser le phénomène des investissements et de l'endettement : nous avons investi la somme importante de 72,6 milliards de francs au cours des quatre dernières années (à peu près également répartie entre les investissements industriels et les investissements financiers).

Une moitié environ (34 %) de ces 72,6 milliards de francs d'investissements a été couverte par la capacité d'autofinancement du Groupe et diverses augmentations de capitaux propres (un grand merci à nos actionnaires !) ; une autre fraction, de l'ordre du quart (23,4 %), a été financée par cession d'éléments d'actifs.

Le solde (22 %) a été couvert par un accroissement d'environ 16 milliards de francs de l'endettement financier à long terme qui atteint 11 milliards à la fin de 1991. Cet accroissement est certes important, mais pendant la même période :

- nos capitaux propres, passés de 6 à 18 milliards de francs, ont triplé ;
- nos actifs immobilisés ont presque quadruplé, à 70,5 milliards de francs ;
- les provisions du bilan se sont largement accrues de près de 12 milliards de francs ;
- notre chiffre d'affaires a augmenté de 80 milliards de francs.

Bonne situation des principaux ratios du bilan

Dans cette période qui est pour nous d'assez vive croissance, et après plusieurs années d'investissements lourds, nous maintenons une bonne situation des principaux ratios du bilan.

Les capitaux permanents, grâce notamment à l'augmentation assez sensible des fonds propres, se hissent à près de 72 milliards de francs (en progression de près de 20 %). Les actifs immobilisés à hauteur de plus de 100 %, sont en progression.

L'endettement financier à moyen et long terme ne représente que deux années de demi d'autofinancement : 34 % des capitaux permanents, soit un tiers de ceux-ci.

Epanouissement de notre action en Europe

L'année 1991 a marqué une nouvelle et importante phase de développement à l'étranger, développement qui a franchi les frontières de la notoriété : le chiffre d'affaires réalisé hors de France a représenté l'an dernier 36,5 milliards de francs (soit 27 % du chiffre d'affaires total) ; nous avons investi à l'étranger près de 8 milliards de francs.

La tendance principale a été la poursuite de l'épanouissement de notre action en Europe (hors de France) : 25 milliards de francs de chiffre d'affaires (soit 18,5 % de notre chiffre d'affaires total) et 68 491 agents :

- une présence de plus en plus large en Grande-Bretagne (où nous avons construit en 4 ou 5 ans une seconde "Générale des Eaux") qui se manifeste dans la présence de plus en plus vigoureuse de nos activités en Allemagne ;
- des implantations nouvelles de la Générale d'Entreprises (SGE) dans les Länder de l'ex-Allemagne de l'Est : un chiffre d'affaires global de 7 milliards de francs en 1991, 11 milliards en 1992 ;
- le maintien d'une présence appuyée dans le Bénélux (2,2 milliards de francs) et en Espagne (2 milliards de francs) ;
- mais aussi, une véritable présence dans certains autres pays comme la Tchécoslovaquie (plus de 700 millions de francs), la République tchèque (plus de 700 millions de francs), etc.

PRÉVISIONS 1992

Malgré la relative mollesse de la situation économique, et malgré la crise réelle du secteur du B.T.P. de l'aménagement et de l'immobilier, je puis dire que la situation ne me semble pas plus mauvaise pour nous qu'au cours des années précédentes.

Je puis donc indiquer que 1992 sera pour nous une année de croissance assez modérée pour laquelle nous ne prévoyons actuellement qu'une augmentation de l'ordre de 8 % de notre chiffre d'affaires qui pourrait ainsi s'élever autour de 146/147 milliards de francs ; nous prévoyons une opération nouvelle de grande envergure n'a été réalisée depuis le début de l'année ; nous n'avons actuellement envisagée (mais il reste six mois !). Peu ou pas de croissance externe en principe, donc.

Du point de vue des résultats, je prévois une progression raisonnable, susceptible de porter notre "consolidé part du Groupe" à 2 900 millions de francs (et probablement un peu au delà), soit une progression de l'ordre de 11 à 12 % ; il est possible d'espérer un peu mieux si certains événements favorables se réalisent, mais il s'agit là d'une bonne performance compte tenu de la conjoncture généralement maussade et des difficultés de certains secteurs. Nos pronostics personnels et nos espérances sont que nous atteindrons 3 milliards de francs.

Sur son côté, l'autofinancement pourrait reprendre sa progression après le ralentissement de celui-ci constaté en 1991, principalement du côté de la Société Générale d'Entreprises (SGE) et de l'Immobilier.

En ce qui concerne les investissements, je prévois une année plus calme avec un retrait assez sensible sur les années précédentes, aux environs de 15 à 16 milliards de francs ; la persistance d'un niveau de 10 à 11 milliards de francs d'investissements industriels, confirme le caractère de plus en plus capitalistique de nos métiers.

Notre année sera marquée par ailleurs, en même temps, la souscription d'actions nouvelles (liées aux bons que nous avons émis en 1989) ; d'après les actualités de notre action en Bourse, cette souscription devrait être un bon succès et nous procurer un peu plus de 3 500 millions de francs d'argent frais.

Dans de telles conditions, l'année viendrait probablement : à une progression, à l'ordre de 10 milliards de francs, ou d'un peu plus, de nos capitaux permanents ;

PAIEMENT DU DIVIDENDE EN ESPÈCES OU EN ACTIONS

L'Assemblée Générale a approuvé la proposition du Conseil d'Administration de verser un dividende net de 41 francs par action. Chaque actionnaire peut opter soit pour le paiement en espèces de ce coupon, soit pour le paiement en actions. Dans le cas du paiement en actions, les actions nouvelles seront émises au prix unitaire de 2031 francs.

Les actionnaires devront exercer leur option entre le 6 juillet et le 31 juillet 1992.

la stabilisation d'un léger recul de notre ratio d'endettement financier à long terme (il est de 34 % environ). Cet endettement, le doit être mis en regard du potentiel et de la richesse de nos actifs et du vif accroissement de nos activités ;

une certaine amélioration de la trésorerie (amélioration dont le niveau se voit fonction de l'évolution du besoin en fonds de roulement).

MAINTENIR LES GRANDS ÉQUILIBRES

conclusion en forme de remarques.

Investissements : aux bons moments et aux bons endroits

La première est que le gros effort d'investissements (72 milliards de francs en 4 ans), qui a été accompli et qui se prolonge pour l'investissement industriel, l'a été au bon moment et, je le pense, aux bons endroits.

Il a permis l'ouverture de nouveaux métiers au moment où devenaient possibles : après la communication, c'est la production d'électricité, de la santé, des transports, du stationnement...

Il a permis l'établissement de solides implantations à l'étranger :

- principalement en Europe, où nous avons, je le répète, en Grande-Bretagne une Générale des Eaux, 11 milliards de francs de chiffre d'affaires et au résultat assez positif, malgré la crise de la construction ; nous essayons de la faire dans d'autres pays ; d'abord en Allemagne ;
- mais aussi, ailleurs : présence aux États-Unis à Changé de nature d'échelle depuis deux ans ; nous nous établissons tête de pont en Australie.

Au cours des quatre dernières années, les investissements à l'étranger ont représenté le tiers de nos investissements totaux.

Enorme potentialité de nos métiers de base

En second lieu, l'énorme potentialité de nos métiers de base (eau, assainissement, énergie, propriété), évidente pour nous depuis toujours, apparaît maintenant de manière éclatante. Elle est, notamment, l'effet de deux grandes tendances :

- qui conduit à une spécialisation croissante au niveau de la gestion des collectivités des industries ;
- l'évolution générale vers la dérégulation.

Elle demande :

- des yeux ouverts vers l'avenir ; nous sommes là dans le domaine du long terme ;
- un vrai professionnalisme capable de se renouveler : tous nos métiers concernés doivent maintenant s'appuyer mutuellement ;
- des investissements lourds. Par développement très accentué des tendances concessives, devenues très fortes, mais aussi parce que la croissance s'appuie sur la reprise de fonds de commerce existants, nos métiers sont devenus gourmands en investissements.

S'intéresser aux grands aménagements urbains

Dans les univers où tout bouge (et qu'il faut scruter à chaque instant pour voir ce qui peut bouger "utilement"), une certaine polyvalence n'est ni un défaut, ni une faiblesse. Le développement du Groupe dans plusieurs directions (dont certaines nouvelles) est une telle polyvalence même : une certaine diversité-complexité est un caractère, depuis longtemps, de notre palette d'activités.

Pour ne prendre qu'un exemple, mais il est important et significatif, j'ai toujours été passionné par ce qui est le développement des villes : des besoins nouveaux qu'il faut apparaître. Un groupe comme le nôtre manquerait à sa vocation en étant immobile, en oubliant de s'intéresser aux grands aménagements et à la mise en œuvre de ces grands équipements urbains. Intervenir dans la conception, dans la réalisation, dans la maintenance, tel est notre métier profond.

Dans la conduite d'une telle politique, volontariste et complexe, j'ai plus que jamais le souci de maintenir et de préserver les grands équilibres du Groupe. Il est évident que l'émergence de certains métiers nouveaux soit très progressive. Mais elle s'accomplit : je me rappelle les débuts fort difficiles (il y a si longtemps !) de nos sociétés de traitement des eaux (et de fabrication de tuyaux et tubes en matière plastique), de l'acte d'audace qu'a constitué, en 1973, la création du premier service de traitement des déchets industriels à Linay ; je me rappelle aussi les premiers mois hésitants de Canal Plus : je constate aussi la satisfaction actuelle de voir notre radiotéléphone atteindre déjà son point d'équilibre.

Diversité foisonnante et maîtrisée

Quelques derniers mots.

Ce qui caractérise le mieux notre Groupe, c'est la diversité foisonnante, foisonnante et maîtrisée ; diversité des métiers, diversité des implantations, diversité des hommes.

Famille nombreuse et large donc. Faut-il rappeler à ce propos qu'une famille est riche de ses membres. Les grands, glorieux ou en situation difficile, français ou étrangers, conformes ou atypiques, tous membres du même organisme qui se grandit et qui continue de se développer. Nous devons manifester la même considération à chacun.

Actionnaires amis de la Générale des Eaux, conservez le moral, cela marche et marche bien !

HEURES LOCALES

Sous la terrasse, l'autoroute...

Présentée comme la première liaison urbaine à péage, l'A 14 devrait être mise en service à la fin de l'année 1995, si toutes les péripéties ne lui font barrage.

L y a vingt-cinq ans que la première déclaration d'utilité publique de l'axe de 19 kilomètres, reliant la Défense à Orgeval, a été rendue. Depuis cette date, le projet a été mis en sommeil, révisé, abandonné, réactivé, condamné à mort, ressuscité et, finalement, très largement modifié. Si la trajectoire de l'autoroute est restée la même, sa physionomie a été bouleversée sous la double contrainte de la protection d'un habitat et de son exceptionnels.

A l'origine, l'A 14 était l'exemple d'un échangeur en forêt de Saint-Germain-en-Laye. Elle risquait de devenir l'archi-voisin du ministère de l'équipement, une œuvre brouillon des urbanistes du vingt et unième siècle. Jamais un projet n'aura été autant contesté, jusqu'à faire l'objet d'un arbitrage personnel du président de la République.

Pas d'opposition au principe du péage

En mai 1990, M. François Mitterrand a décidé la suppression d'un échangeur en forêt de Saint-Germain-en-Laye. Décision qui avait pu être interprétée comme une condamnation à mort du projet dont l'équilibre financier était bouleversé. Mais cet axe répondait à de réels besoins de communication à l'ouest de Paris. Il a donc continué à faire l'objet de projets jusqu'à la version actuelle : 3 400 mètres de tranchées nouvelles dans les zones boisées, un tunnel de 2 510 mètres sous la forêt, un viaduc de 300 mètres pour franchir la Seine au Mesnil-le-Roi, un autre de 500 mètres à Carrières-sur-Seine et enfin une barrière de péage enfoncée de 6 mètres dans le sol et donc invisible de la Terrasse de Saint-Germain.

Entre 1988, date à laquelle la Société des autoroutes Paris-Normandie (SAPN) a obtenu la concession de la construction et de l'exploitation de l'A 14, et les choix exprimés par le ministre de l'équipement, M. Jean-Louis Bianco, le 4 juin, le coût de construction a plus que doublé, passant de 1,4 milliard de francs à 2,9 milliards. Des chiffres qui représentent le prix de l'intégration au site, de la protection de la forêt et des habitations des communes concernées.

A l'origine, le principe d'une liaison entre la Défense et Orgeval n'avait pas été contesté. L'objectif était de soulager la circulation sur l'A 13,

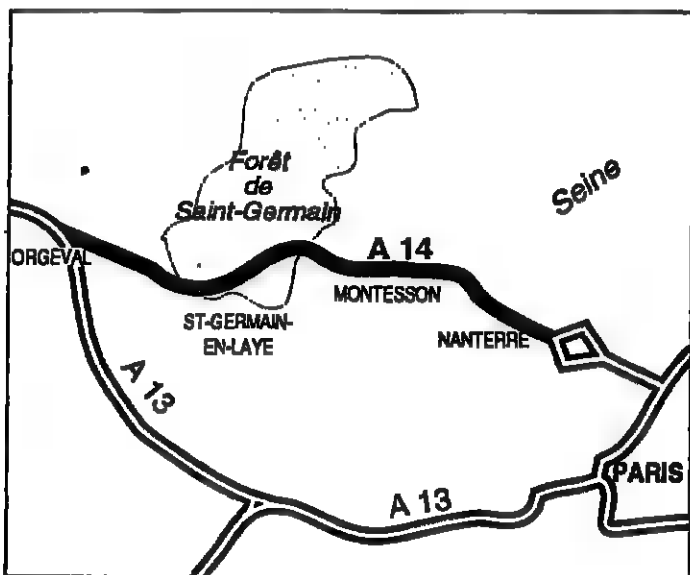
l'autoroute de l'Ouest, un particulier entre le triangle de Rocquencourt, au débouché de l'A 12, et le tunnel de Saint-Cloud. Il s'agissait aussi de compléter le maillage de l'Ouest par un raccourci aux grands axes autoroutiers : l'autoroute de Normandie (A 13) à Orgeval et l'axe Paris-Cergy-Pontoise à Saint-Germain-en-Laye (A 184).

Mais le principe du péage, adopté par M. Méhaignerie, ministre de l'équipement dans le gouvernement de la cohabitation, n'a suscité trop d'opposition. Les

travaux liés au bouleversement de l'équilibre financier du projet ont été financés par la SAPN. Au manque à gagner, s'ajoutaient 200 millions de francs de travaux, prix des 670 mètres de couverture supplémentaire.

Mais les calculs du concessionnaire refait ses calculs et obtenu une renégociation de son contrat. La perte de millions a été prise en compte dans la durée de contrat qui, au lieu de prendre fin en 2003, a été prolongée de dix ans.

Au début de l'année 1991, une enquête modificative à la déclara-



rations politiques ont été effectuées par l'argument d'urgence : l'Etat décidait de ne pas laisser des capitaux privés pour un projet différent plus longtemps un projet victime de la crise économique et sociale.

La première bataille gagnée par les élus locaux et les associations de défense, celle du tracé, est celle de l'échangeur de Saint-Germain. Prévu au nord, il devait drainer à lui seul 13 % du trafic de l'A 14, soit 5 000 véhicules par jour. Un aménagement qui menaçait 6 hectares de bois, déjà victime du projet de l'urbanisation. Sur l'invitation de M. Michel Péricard, maire de Saint-Germain-en-Laye, M. François Mitterrand a donc décidé, après une visite sur place, la suppression de l'échangeur, dont l'existence impliquait une traversée totale de la forêt en souterrain. Les opposants à l'autoroute ont alors cru à un arrêt des

travaux, mais la suppression de l'échangeur, était ordonnée, et les travaux purent commencer. Une occasion, pour les « laissés-pour-compte » de l'enquête publique, de revenir à la charge.

Tunnel ou pont sur la Seine ?

Car un autre obstacle attendait la SAPN et les ingénieurs du ministère de l'équipement : le franchissement de la Seine dans la zone protégée de la Terrasse de Saint-Germain-en-Laye. Dès l'origine, plusieurs associations locales réclamaient un tunnel au lieu du viaduc de 500 mètres prévu au Mesnil-le-Roi.

De pétitions en manifestations juridiques, l'opposition des élus et des riverains s'est renforcée. Le

13 mars, des milliers de promeneurs ont arpenté ce site, un monument historique, à l'appel de M. Michel Péricard, pour obtenir une nouvelle fois l'arbitrage du président de la République. Quelques jours plus tard, le ministre de l'environnement se rendit sur le site et annonça la nomination d'un expert, M. Philippe Essig, ingénieur général des ponts et chaussées. Il avait pour mission de valider les données techniques et financières avancées par la SAPN et par les élus locaux. Les premiers estimèrent à 1 milliard de francs le coût d'un tunnel sous la Neuve, par

les partisans du tunnel, seulement 300 millions. Les conclusions de M. Philippe Essig, communiquées aux ministères de l'équipement et de l'environnement fin avril, ont confirmé l'évaluation de la SAPN. Le tunnel était trop cher, mais le viaduc était trop aménagé et la perspective de la Terrasse mieux protégée. L'expert proposait le prolongement du tunnel, de 100 mètres, de la Terrasse, de 300 mètres. Il préconisait le rétrécissement de la barrière de péage de Montesson et son recul de 2 kilomètres par rapport à l'emplacement prévu. A 6 mètres de profondeur, elle ne briserait pas la perspective sur la plaine de Montesson et Paris.

M. Jean-Louis Bianco retiendra intégralement les suggestions de Philippe Essig quant à la barrière de péage. Pour le reste, les propositions de cet expert, reconnues par les élus locaux, ont été reprises à la baisse. Seulement 150 mètres de tranchées au lieu de 300, la Terrasse sont prévus, ce qui fera surgir l'autoroute dans l'axe d'un groupe d'habitations, la résidence de Belloy.

Cette révision a été l'occasion de la mise en œuvre de la loi de décentralisation de 1983. Les propositions de l'expert ont été reprises à la baisse. Seulement 150 mètres de tranchées au lieu de 300, la Terrasse sont prévus, ce qui fera surgir l'autoroute dans l'axe d'un groupe d'habitations, la résidence de Belloy.

Cette révision a été l'occasion de la mise en œuvre de la loi de décentralisation de 1983. Les propositions de l'expert ont été reprises à la baisse. Seulement 150 mètres de tranchées au lieu de 300, la Terrasse sont prévus, ce qui fera surgir l'autoroute dans l'axe d'un groupe d'habitations, la résidence de Belloy.

Cette révision a été l'occasion de la mise en œuvre de la loi de décentralisation de 1983. Les propositions de l'expert ont été reprises à la baisse. Seulement 150 mètres de tranchées au lieu de 300, la Terrasse sont prévus, ce qui fera surgir l'autoroute dans l'axe d'un groupe d'habitations, la résidence de Belloy.

Cette révision a été l'occasion de la mise en œuvre de la loi de décentralisation de 1983. Les propositions de l'expert ont été reprises à la baisse. Seulement 150 mètres de tranchées au lieu de 300, la Terrasse sont prévus, ce qui fera surgir l'autoroute dans l'axe d'un groupe d'habitations, la résidence de Belloy.

PASCALE SAUVAGE

La décentralisation à l'épreuve du temps

Les conseils généraux vont devoir augmenter leur participation au financement de l'action sociale

Les conseils généraux ont connu des années d'abandon dans la gestion de leur budget d'action sociale. Mais, depuis 1989, ils ont commencé à se réveiller. Ils ont même grignoté le peu de laine qu'ils s'étaient constitué dans les premières années de la décentralisation. A tel point que, selon l'Observatoire, national de l'action sociale décentralisée (ODAS), toute charge supplémentaire dans ce domaine obligerait les conseils à trouver un mode spécifique de financement. L'Observatoire qui s'est donné pour tâche de réaliser une étude sur le financement de l'action sociale entre 1984 et 1991 à partir d'un échantillon représentatif de vingt et un départements, fait nettement apparaître cette évolution (1).

Ce n'est pas un facteur, mais une convergence de phénomènes jouant sur les recettes et sur les dépenses qui a permis aux conseils généraux de dégager de l'épargne entre 1984 et 1991. Chacune des recettes imprévues ont gonflé les budgets.

Lors du transfert des compétences de l'Etat aux départements, les ressources ont été transférées pour compenser les nouvelles charges. L'Etat a abandonné aux départements le produit de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur (la vignette), ainsi que les droits d'enregistrement et la taxe de publicité foncière portant sur les mutations à titre onéreux. Il a également une dotation générale de décentralisation (DGD), une somme qui couvre les charges non compensées par le transfert des ressources.

1989

l'année charnière

Le calcul de l'impact de la fiscalité transférée s'est opéré, en 1983, sur des prévisions qui ont été révisées pessimistes. Le marché automobile est montré plus de vigueur que prévu et les départements ont subi une déperdition. A titre d'exemple, les droits de mutation ont baissé par habitants en 1984 et 1989.

Pendant cette même période, les dépenses ont été maîtrisées, voire réduites. La loi de 1983 a imposé des économies de dépenses générales qui se sont traduites par des réductions de dépenses de fonctionnement. Les départements ont engagé une politique d'efficacité économique. Cette préoccupation s'est traduite par une réduction de la tarification des prestations et par une meilleure récupération des dépenses afférentes aux personnes âgées, tant auprès des établissements que par le biais de services ou des associations. La nouvelle orientation nationale concernant les placements familiaux pour les enfants (plutôt que le placement en institution) a

celle du maintien à domicile des personnes âgées, ont, elles aussi, gonflé les charges.

Il faut mesurer le financement soulagé par les départements. La désindexation des salaires, qui a été traduite par une diminution des frais de personnel ou la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement des services d'aide par le travail pour les handicapés (CAT), comme la médicalisation accrue des maisons de retraite, transférant une partie des charges sur la Sécurité sociale, ont permis ces économies.

Avant qu'avant la décentralisation le taux annuel moyen de croissance des dépenses nettes d'action sociale par habitants, en francs constants, oscillait autour de 2,5 %, entre 1984 et 1989, la tendance s'est située aux alentours de 1 %. En 1989, la tendance s'est située aux alentours de 1 %. En 1989, la tendance s'est située aux alentours de 1 %.

L'année 1989 représente un tournant. Pour les dépenses comme, une nouvelle fois, pour les recettes. L'examen des charges par département permet de saisir l'évolution. L'aide sociale à l'enfance, celle des personnes âgées et celle des personnes handicapées représentent près de 70 % des dépenses nettes des départements. L'aide sociale à l'enfance reste en première position, mais sa part dans le budget total de l'action sociale est passée de 41 % en 1986 à 31 % en 1991. Mais la tendance, ces trois dernières années, est à la hausse. A cause de l'augmentation du prix de journée due à la révolution des services et à la révolution anticipée de la main d'œuvre assistante maternelle, et de la durée moyenne de séjour des enfants.

En même temps, pour les personnes âgées, l'augmentation du prix de journée, provoquée par l'humanisation des établissements et la diminution du taux d'occupation, entraîne une progression des dépenses de 5 % par an.

Le niveau des retraites

Mais c'est principalement l'aide aux personnes handicapées qui connaît la plus grande évolution. Les dépenses d'hébergement augmentent en rythme courant de 11,5 % par an. A cause, en outre, de l'humanisation des établissements, mais aussi du nombre croissant de bénéficiaires qui, grâce aux progrès de la médecine, vivent plus vieux. Les dépenses d'allocation compensatrice, allocation ainsi peuvent bénéficier les personnes âgées dépendantes, qui progressaient de 6 % par an jusqu'en 1989, passent à un rythme de 9 % depuis cette date.

En même temps, l'aide aux personnes âgées connaît une évolution. La part de l'aide sociale dans les dépenses nettes d'action sociale des départements est passée de 6,5 % en 1989 à 8,5 % en 1991. Celle du revenu minimum d'insertion (RMI) se situe à 4,5 %. Le poids de la protection maternelle et infantile (18 %) des dépenses nettes d'action sociale paraît, en revanche, peu fluctuer.

Sur vingt et un départements étudiés, les vingt-neuf dépenses croissent de plus de 7 % par an. Une situation qui ne serait pas particulièrement grave si, parallèlement, les recettes s'étaient maintenues à leur niveau. Malheureusement, le marché de l'automobile a entraîné celui de l'immobilier connaît une déperdition. Le vieillissement de la population risque d'ajouter aux tensions. L'ODAS souligne à juste titre que, l'action sociale s'adressant aux plus démunis, l'évolution du niveau des retraites jouera un rôle majeur dans l'implication des départements. En même temps, la progression de l'espérance de vie n'implique pas forcément une augmentation proportionnelle du nombre de personnes dépendantes.

Quelle que soit l'évolution économique des cinq prochaines années, il est difficilement envisageable de réduire les efforts engagés en matière d'insertion et d'accompagnement social. Les conseils généraux, qui ne disposent plus de marge de manœuvre, devront faire preuve d'imagination.

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) ODAS : 13, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris. Tél. : (1) 44-07-02-57

Un projet vieux d'un demi-siècle

L'autoroute A14 n'est sans doute l'un des plus anciens projets autoroutiers français. On en parle depuis 1939, date à laquelle fut imaginé le plan d'aménagement de la région de Paris. Mais ce projet, principe de cette liaison, entre le pont de Neuilly et Orgeval, devait être repris en 1960, pour être confirmé en 1980, dans le plan directeur du quartier de la Défense. Deux ans plus tard, le projet était devenu d'utilité publique... mais restait une fois encore, sans financements.

Il réapparaît dans le schéma d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne élaboré en 1976, jusqu'à ce que l'Etat décide de lui accorder la priorité, afin de soulager l'A13 asphyxiée entre le triangle de Rocquencourt et le tunnel de Saint-Cloud.

L'intervention de François Mitterrand

En mars 1987, le projet conçu par le directeur régional de l'équipement est proposé aux élus et aux responsables d'associations concernées par le tracé. Un an plus tard, trois associations d'autoroutes présentent leur projet. A la suite de l'enquête d'utilité publique, le projet retenu est celui de la Société des autoroutes Paris-Normandie, sur lequel les élus locaux, en particulier à Saint-Germain, émettent des réserves.

En 1989, l'échangeur prévu en forêt de Saint-Germain fait l'objet de vives contestations, parce qu'il porte atteinte à la forêt et à la cause de la circulation déjà saturée.

La décision d'utilité publique est urgente : les travaux

Jour de fête à Méru

Suite de la page 9

Une fois, cet axe culturel devient son tour de permettre de découvrir la ville de Méru. Les élus municipaux renforcent le lien de la ville avec le territoire. Non seulement parce qu'ils souhaitent voir leurs administrés mieux se approprier, mais aussi parce que cette ville de 10 000 habitants, dans une zone de développement industriel, qu'ils espèrent attirer.

Située à 15 kilomètres de Paris, Méru se vit comme une future banlieue. Elle en a déjà certaines caractéristiques : une population particulièrement jeune (33 % de ses habitants ont moins de dix-neuf ans). L'ancienne capitale de la région a perdu son titre dans les années 50, mais a gardé des traces de son passé industriel, avec le ZUP et son lot de chômeurs.

La prévention de la délinquance aux dispositifs d'insertion ou économique, en passant par une convention de développement culturel (le 28-29 juin), la municipalité, depuis

longtemps, met en place par des dispositifs mis en place par l'Etat. Elle est sur le point de signer une convention ville-habitat, qui prolonge l'ensemble de ses initiatives. La situation de Méru illustre la politique nationale de la ville, modèle de coopération pour les spécialistes, mais opaque pour les habitants.

La recherche de financements

Ainsi, dans l'opération Quartiers lumineux, « bien malade qui parviendrait à identifier l'origine des financements », selon M. Claude Remy. Cette dernière paraît pour l'instant la mieux placée pour cela, puisqu'elle travaille sur ce dossier, à la fois pour le ministère de la culture et pour la délégation intercommunale à la ville. En fait, la première administration a versé 4,5 millions de francs pour soutenir quelques-unes des manifestations prévues aux pieds des grands ensembles, la somme 3 millions. Mais ce n'est pas tout. La déconcentration des fonds de bien-être, c'est l'Etat qui a bien compris. Il s'agit d'un coup de projecteur sur la

créativité des banlieues, mais de résumer M. Renard, d'un coup de chapeau à son travail mené tout au long de l'année.

Quartiers lumineux est un label, comme Banlieues 89. Le premier, le second, est une voie d'insertion, ouvre la vane du tissu social urbain. Le maire de Méru compte d'ailleurs sur cette opération pour financer en partie son futur centre culturel. Pour la « ville imaginaire », faute d'aide estampillée, il s'est simplement adressé à ses partenaires habituels. En ce moment de fête, quelques observateurs s'amusent à se glisser parmi les badauds. Des représentants de l'éducation nationale, du Fonds d'action sociale pour les immigrés, de la préfecture de Picardie, du conseil général, de la délégation à la ville et à la direction régionale des affaires culturelles, sont parties prenantes de l'opération, tout comme au défilé-spectacle des tribus imaginaires de Méru.

Justement arrivent deux yeux en carton, un nez-bouteille, deux arcs en carton en guise de bouche : « C'est un méchant », expliquent les petits. Derrière, les plus grands se sont placés sous le signe du serpent « pour faire peur aux gens ». Les enfants ont été libérés de leur créativité, pas à la mièvrerie. Un label du ministère de la culture se mérite.

MARTINE VALO

Journal de Méru 1990

سكنا من الاموال

SPORTS

Un entretien avec le président de l'Union cycliste internationale

« Le Tour de France n'est plus seul... », nous déclare M. Hein Verbruggen

Président de la Fédération internationale du cyclisme professionnel (FICP) de 1981 à 1991, puis élu président de l'Union cycliste internationale (UCI) au début de l'année, M. Hein Verbruggen, un Néerlandais de quarante-neuf ans, est aujourd'hui l'homme fort du cyclisme mondial. Il expose ses projets au moment où débute le Tour de France.

« Certains affirment que le prestige du Tour décroît tout le temps. Vous semble-t-il souhaitable qu'un sport centenaire s'articule ainsi autour d'une compétition ? »

« En fait, le Tour n'est plus seul depuis 1989, date à laquelle nous avons vu la Coupe du monde. Il n'est plus seul, et il ne le sera jamais plus, car nous allons, dans un proche avenir, réformer l'organisation du calendrier. Par exemple, il a été décidé que le Tour d'Espagne, qui se déroulait jusqu'ici au mois de mai, se disputera en septembre. De même, le championnat du monde sera repoussé de quatre semaines, à la fin d'automne, elles, mieux placées.

« Qu'attendez-vous de ces changements ? »

« D'abord, sur le plan sportif, il n'était plus possible de maintenir les trois grands tours (Espagne, Italie, France) sur le calendrier mai, juin, juillet. D'un point de vue physique, c'était trop demander aux coureurs ; au niveau de l'organisation, trop demander aux équipes. Ensuite, sur le plan médiatique, il faut admettre que le Tour de France ne peut plus porter à lui seul le cyclisme. Pour répondre à la concurrence des autres disciplines, nous avons besoin d'événements bien distincts. Nous devons intéresser les médias et tenir le public en haleine. Nous devons faire comprendre qu'une

saison cycliste dure de février à octobre, et qu'il y a, par-delà le maillot jaune, d'autres compétitions. Je pense d'ailleurs que la Coupe du monde, malgré quelques erreurs de jeunesse, a permis de mieux connaître le cyclisme.

« Cette Coupe, qui s'appuie sur les principales classiques du calendrier, est-elle créée. Trois ans après sa mise en place, comment la jugez-vous ? »

« Comme une grande coupe. Le sport cycliste est une coupe. Je le crois sincèrement, parce que tous les directeurs sportifs ne cachent pas l'intérêt qu'ils portent à ces trois champions - Kelly, Fondriest, Bugno - figurent déjà dans les fédérations nationales. Aujourd'hui, nous éprouvons la Coupe du monde.

« Cette coupe est un concept qui sert à mondialiser notre sport. Aujourd'hui, les nations traditionnelles du cyclisme en disposent puisque Paris-Roubaix, Liège-Bastogne-Liège, Milan-San-Remo font partie de la Coupe du monde. En Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, pour suivre la Wincanton Classic et l'Amstel Gold Race, 200 000 personnes se pressent chaque année. C'est parfait ! Mais comment sont-ils à Montreuil, dans un pays qui n'avait pratiquement jamais parlé de cyclisme avant l'arrivée de la Coupe du monde ? 250 000 l'an passé, et peut-être seront-ils 300 000 en septembre. Voilà comment se résume la Coupe : un

événement ponctuel, reconstruit l'an après par toutes les télévisions, pour nous permettre mieux de connaître le cyclisme.

« Si les directeurs sportifs vous suivent sur ce terrain, des journalistes et des coureurs, eux, sont moins optimistes.

« Si nous ne le modernisons pas maintenant, le cyclisme va disparaître des écrans. Et, sans télévision, aucun sport ne peut vivre aujourd'hui. C'est pourquoi il nous faut moderniser nos structures et parler sur la Coupe du monde au même titre que le cyclisme parle sur le Tour de France.

« Un sport moderne est un sport universel. Aussi puis-je vous certifier que la Coupe du monde cycliste, à l'instar de la Coupe du monde de football, concernera toutes les populations du globe. Elle ira sur la place Rouge, à Berlin, à Tokyo et - pour quoi pas - sur les principales places parisiennes. Le fait déjà le Tour. Elle ira prochainement aux États-Unis, puis en Australie, puis en Chine. Plusieurs millions de grandes villes.

« Le cyclisme est toujours du cyclisme, mais aucune révolution n'a jamais eu lieu. Douze mois après le tristement célèbre « scandale » (1), que proposez-vous pour combattre ce fléau ? »

« Notre panoplie n'a évolué. Cette année encore, les coureurs du Tour, comme n'importe quels autres, seront soumis aux contrôles

antidopage. Et cette année, comme toutes les années, les fraudeurs seront sévèrement sanctionnés. Mais, de même que je ne crois guère au pouvoir dissuasif des radars, je ne crois pas en l'efficacité de nos contrôles. La preuve : malgré vingt contrôles, le dopage n'a jamais disparu. J'en déduis qu'il faut maintenir un niveau de prévention, de formation. Il faut rappeler ce qu'est l'éthique du maître sportif, et démontrer aux coureurs qu'ils ne gagnent rien à faire des concessions avec leur propre conscience. Il faut travailler à long terme.

« Un jour, Juan Antonio Samaranch, le président du Comité olympique international, a comparé l'UCI à une fédération de boxe. Inutile d'ajouter qu'il ne s'agissait pas d'un compliment ! Lorsqu'il a considéré que la discipline majeure du sein du mouvement olympique, je parlais de la boxe, j'ai fait mon œuvre.

Propos recueillis par CHRISTOPHE PITTAT

(1) L'équipe néerlandaise PDM avait dû quitter le Tour de France, quatre jours après le départ, en raison de l'abandon de la veille, de cinq autres. Atteints d'une forte fièvre et ressentant des douleurs musculaires et articulaires, les membres de l'équipe semblaient victimes d'un « mal mystérieux » (Le Monde du 17 juillet 1991).

TENNIS : les championnats de Wimbledon

Avec les compliments du préretraité

Partie remise pour les Américains John McEnroe, Andre Agassi, Pete Sampras et le Croate Goran Ivanisevic, qui ont droit à une journée supplémentaire, vendredi 3 juillet. La pluie a en effet empêché le déroulement des demi-finales des championnats de Grande-Bretagne. En attendant le retour au beau temps, McEnroe au miracle : remporter Wimbledon huit ans après son dernier triomphe britannique.

LONDRES

Envoyée spéciale

Quatre anciens champions de Wimbledon défendaient cette année leur titre en quarts de finale. Trois d'entre eux, les numéros deux, trois et quatre mondiaux - le Suédois Stefan Edberg, les Allemands Michael Stich, tenant du titre, et Boris Becker - ont été battus par la jeune garde : le Croate Goran Ivanisevic (n° 8), les Américains Pete Sampras (n° 5) et Andre Agassi (n° 12). Un seul a donc fait de la résistance, John McEnroe - le vétéran, vainqueur de Guy Forget (n° 9), John McEnroe, invité-surprise des demi-finales, dernier américain à avoir triomphé sur le gazon de Wimbledon en 1984 après l'avoir emporté en 1981 et 1983. Quel joli pied de

nez ! destin ! Quelle bonne blague de pré-retraité toujours qui a décidé de raccrocher la fin de la saison...

« Je n'ai que trente-trois ans et j'aurais aimé pouvoir continuer à jouer quelques tournois. Mais faire le pire, non, à condition d'avoir vraiment un niveau de jeu acceptable », a-t-il écrit dans une lettre-testament publiée dans l'avis en avril. Numéro un mondial en 1981, le plus jeune de l'histoire du tennis, l'Américain s'est retrouvé 31^e mondial au début de l'année, lorsqu'il a été éliminé en quarts de finale par le Sud-Africain Wayne Ferreira. Il n'est plus parvenu à se hisser en finale des huit autres tournois qu'il a disputés en 1992.

McEnroe a préféré couper court à la décadence. Le public a compris plus les cheveux blancs dans sa tignasse bouclée au pétard qu'il n'observa plus le terrain gagné par sa calvitie. Laisser à son souvenir sa silhouette hargneuse et son regard d'eau jours tendu, celui d'un perdant. McEnroe a marqué du tennis. Marre de hurler, de gesticuler sur un court. Marre d'entendre les jeunes prétendre qu'ils honorent de jouer un mythe, « quand ils ont juste envie de botter le cul », dit-il. Marre d'obliger Tatum O'Neal, sa femme, leur trois enfants, à le trimballer avec lui une existence saluberrime.

S'apaiser. Vivre sa famille. Devenir commentateur pour la télévision, organiser des opérations caritatives, prendre des galons de capitaine de l'équipe américaine de Coupe Davis, si on le lui demande... La tête baissée, il a donc fait de la résistance, John McEnroe - le vétéran, vainqueur de Guy Forget (n° 9), John McEnroe, invité-surprise des demi-finales, dernier américain à avoir triomphé sur le gazon de Wimbledon en 1984 après l'avoir emporté en 1981 et 1983. Quel joli pied de

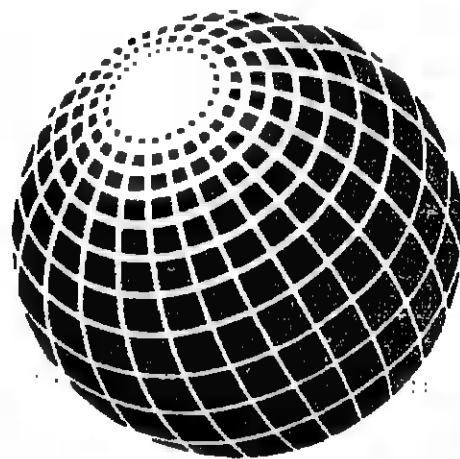
Une joyeuse humeur

A l'origine de cette « renaissance » : le match du deuxième tour contre l'Australien Pat Cash, jeudi 25 juin. Disputés à cinq sets exaltants, les deux hommes ont distillé suffisamment d'adrénaline dans les veines pour lui permettre de retrouver son impeccable service-volée. Adrenaline ment renouée par une joyeuse mauvaise humeur. « Pour tenir le coup, j'ai joué chaque point, très dur, à la limite de mes forces », explique McEnroe. Fatigué, il a même continué à aiguiller ses réflexes en double, aux côtés de Michael Stich. Les deux hommes ont toujours eu des difficultés à se rencontrer, samedi 4 juillet, le paire Guy Forget-Jakob Hlasek en demi-finales. McEnroe a dit prêt à rattrapper des titres à la fois. Tant qu'à faire.

« Si quelques têtes de série tombent, tout peut arriver à un outsider », dit-il. Grâce au Russe Andreï Olhovskiy, tombé de Jim Courier, John McEnroe a ainsi esquivé une éventuelle défaite. Le numéro un mondial au troisième tour : « C'est ça, il y a des moments dans l'existence, où on conjugue bonheur. Si par hasard j'arrive en finale, si par miracle je remporte Wimbledon, j'en parlerai des jours et des nuits, ma vie durant. »

BÉNÉDICTE MATHIEU

ATHLÉTISME : Katrin Krabbe à participer aux Jeux olympiques. La sprinteuse allemande Katrin Krabbe, dimanche dernier par la Fédération internationale d'athlétisme après une accusation de dopage, ne participera probablement pas aux prochains Jeux olympiques. Selon son manager, M. Jos Hermens, interrogé vendredi 3 juillet, la championne, très éprouvée par sa longue bataille de réhabilitation (la Fédération allemande d'athlétisme l'avait suspendue en février) n'a pu s'entraîner convenablement. « Je n'ai pas Barcelone pour me motiver », déclarait-il, y a quelques jours la jeune athlète, qui se plaint d'un manque de motivation et de problèmes. Championne du monde du 100 mètres et du 200 mètres à Tokyo en 1991, Katrin Krabbe devrait faire connaître sa décision définitive la semaine prochaine. - (AFP, Reuters).



La Grande Fiesta: c'est pour tout le monde

La Grande Fiesta bat son plein. Plus de 3 000 000 de visiteurs sont déjà découvrir cette incroyable aventure internationale. D'anciens drakkars Viking y côtoient des téléviseurs Haute Définition. Déjeunent Japon dînent à la Terre de Feu. Plus de 50 000 spectacles y attendent. Vous trouverez tout cela EXPO'92 beaucoup d'autres choses.

Souhaitez-vous participer à cette grande aventure ? Appelez dès maintenant votre agence de voyages pour obtenir de plus amples informations. Un large choix de logements à votre disposition. Chambres d'hôtels à tous les prix, auberges, bateaux, campings. Dans la ville, à l'intérieur des terres sur la mer. Vous êtes certain de trouver une formule à votre convenance. Ne manquez pas EXPO'92. C'est maintenant ou jamais.

EXPO'92
SEVILLA

JUSQU'AU 12 OCTOBRE 1992

MAINTENANT OU JAMAIS

A la veille du départ du Tour

Attentat à l'explosif et voitures incendiées à Saint-Sébastien

Deux véhicules, dont l'un appartenant à la chaîne de télévision française Antenne 2, ont été détruits par un engin explosif, vendredi 3 juillet après-midi, dans un parking de la ville de Saint-Sébastien (Pays basque espagnol). Pompiers et policiers ont empêché la propagation de l'incendie à l'étage supérieur du parking, en de l'Hôtel Marie Christina, à 200 mètres environ du lieu de départ du Tour de France cycliste. Grièvement blessé par l'explosion, l'un des blessés a été arrêté.

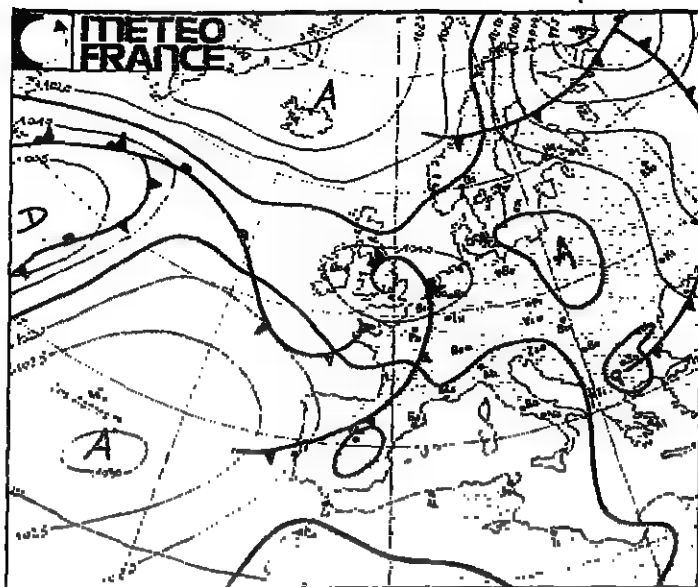
« Il s'agit d'un acte isolé que les institutions basques condamnent », a déclaré le maire de la ville, M. Odon Eboras.

Pendant la nuit de vendredi à samedi, trois véhicules de la chaîne britannique Channel-4 et quatre autres ont été incendiés à Fontarrabie non loin de Saint-Sébastien. Les trois voitures de la chaîne française étaient garées sur le parking d'un hôtel. Aucun blessé n'a été signalé. - (AFP, AP, Reuters.)

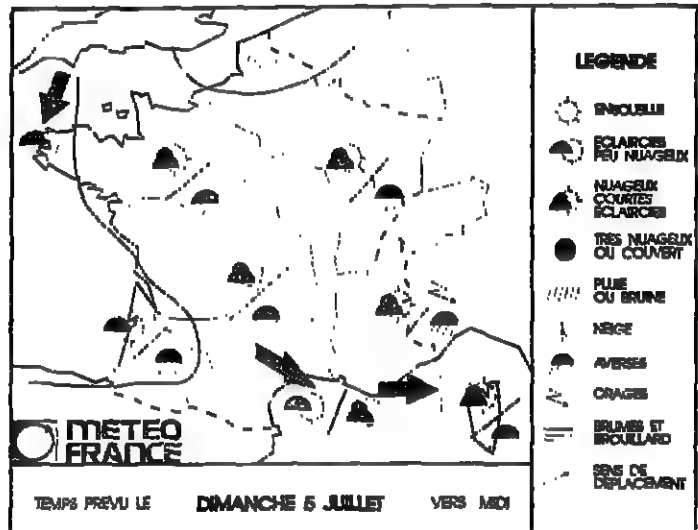
FOOTBALL : L'Afrique du Sud réintégrée au sein de la FIFA. L'Afrique du Sud, suspendue en 1991 puis exclue de la FIFA en raison de problèmes d'apartheid, a été réintégrée officiellement au sein de la Fédération internationale de football (FIFA), vendredi 3 juillet, à Zurich. Le sud-africain a été réadmis à l'unanimité par le congrès ordinaire de la FIFA. Cette réintégration lui permettra de participer aux éliminatoires (zone Afrique) de la Coupe du monde 1994. Le Congrès a également accepté l'affiliation définitive ou la réaffiliation de quatorze autres associations nationales : notamment les trois pays baltes, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Croatie, la Géorgie, l'Union russe, la Slovaquie et l'Ukraine.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 JUILLET 1992 À 0 HEURE TUC



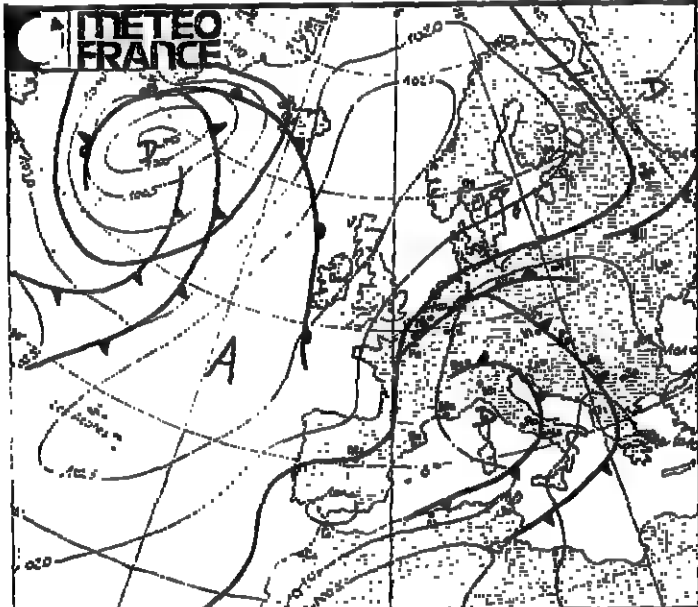
PRÉVISIONS POUR LE 5 JUILLET 1992



Dimanche : frais, couvert et pluvieux. Le matin, le ciel est très nuageux et l'ensemble du pays. Seul le pourtour méditerranéen bénéficiera du soleil, car le mistral se ramonera, soufflant à 60 km/h. Les brumes épaisses se produiront un peu partout, plus marquées sur l'extrême nord et sur les Alpes du Nord. L'après-midi, il fera toujours nuageux et le pour-

montane assez fort. Sur le sud du pays, les nuages resteront abondants. Les orages sont possibles sur le Sud-Est et la Corse. Le jour fera quelques apparitions sur les côtes atlantiques en cours d'après-midi, de la pointe Bretonne aux Landes. Il fera frais pendant la saison, avec des températures comprises entre 12 et 22 degrés au nord et 24 degrés au sud. Le vent est nord-est sur le littoral.

PRÉVISIONS POUR LE 6 JUILLET 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés
Valeurs extrêmes relevées entre le 3-7-1992 et 18 heures TUC et le 4-7-1992 et 6 heures TUC

| FRANCE | | ÉTRANGER | | LUXEMBOURG | |
|-------------|---------|----------------|---------|---------------|---------|
| AJACCIO | 24 18 D | TOULOUSE | 29 16 C | LUXEMBOURG | 23 14 C |
| BIARRITZ | 23 17 C | TOURS | 28 16 C | MADRID | 34 17 D |
| BORDEAUX | 23 16 N | POINTE-À-PITRE | 28 16 C | MARRAKECH | 38 21 D |
| BOURGOS | 26 14 C | ALGER | 29 16 D | MEXICO | 22 13 D |
| BREST | 17 14 A | ANTWERP | 22 16 C | MILAN | 21 13 N |
| CEN | 20 14 A | ATHÈNES | 28 20 D | MONTREAL | 21 13 A |
| CHERBOURG | 18 14 P | BANGKOK | 35 28 N | MOSCOW | 27 8 D |
| CLEMONT-FE | 27 14 N | BARCELONE | 24 16 K | NEW-YORK | 22 17 A |
| DIJON | 26 16 C | BEGRAD | 29 17 D | OSLO | 14 1 D |
| GRENOBLE | 18 16 P | BERTIN | 26 15 C | PALMA-DE-MAJ | 24 23 D |
| LIMOGES | 24 13 C | BRUXELLES | 21 16 N | PRO-DE-JANERO | 26 18 - |
| LYON | 25 16 C | LE CAIRE | 32 21 D | ROME | 35 15 D |
| MARSEILLE | 25 18 C | COPENHAGUE | 23 15 N | SEVILLE | 27 19 D |
| NANCY | 27 15 C | DAKAR | 29 24 N | SINGAPOUR | 28 24 D |
| NANTES | 22 14 P | DELI | 35 27 C | STOCKHOLM | 18 8 D |
| NICE | 24 17 N | HONGKONG | 27 15 A | SYDNEY | 20 11 N |
| PARIS-MONTS | 26 15 C | ISTANBUL | 24 19 C | TOKYO | 24 21 C |
| PAU | 27 16 C | JERUSALEM | 27 17 D | TURIN | 23 16 D |
| PERPIGNAN | 26 18 P | LISSABON | 27 17 D | VARSZIE | 26 13 D |
| RENNES | 20 13 C | LONDRES | 18 14 C | VERONE | 23 18 D |
| ST-ETIENNE | 27 15 C | LOS ANGELES | 21 17 D | | |
| STRASBOURG | 22 18 P | | | | |

TUC = temps coordonné, c'est-à-dire France : moins 2 heures en été ; moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans le supplément daté dimanche-mardi. Signification des symboles : ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 4 juillet

TF 1

10.00 Divertissement : Juste pour rire.
11.00 Feuilleton : Le Secret du Sahara. D'Alberto Nagrin (1^{er} épisode).
0.05 Magazine : Spécial Grand Prix de Formule 1 de Magny-Cours.

A 2

20.50 Magazine : La Nuit des héros.
22.45 Magazine : Double jeu.
0.10 Journal et Météo.
0.10 Sport : Rugby. Test-match international : Argentine-France.

FR 3

11.00 Magazine : Le Petit Docteur. Marc Simonon, d'après le roman de Georges Simenon.
21.40 Traverses. Les Crocodiles, dragons d'aujourd'hui, documentaire de Victoria Stone, Mark Stone et John Stone.

22.35 Journal et Météo.
22.55 Magazine : Alsace. Scène : Le Barber de Tourcoing : courants.
23.50 Magazine : L'Heure du golf.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Démon intérieurs. Lamont Johnson.
22.15 Pétaque 92.

M 6

23.10 Flash d'informations.
Documentaire : Les Allumés... La ferme aux serpents, de Jean-Paul Cornu.
0.00 Cinéma : Nuits chaudes à L.A. Film américain de John Stagliano (1989).

M 6

20.40 Téléfilm : D'Anson Williams d'un père jaloux.
22.20 Téléfilm : Rock Hudson, la double vie d'une star. De John Nicolella. D'après le livre de la femme, Philis.
0.00 Médecins de nuit.

ARTE

20.30 1/2 Journal.
21.40 Documentaire : D'un instant à l'autre.
22.30 Cinéma d'animation : Constructions spirituelles. D'Osaka Fischinger.
22.35 Cinéma d'animation : Motion Pictures Painting. D'Osaka Fischinger, musique de John Cage.

22.50 European.
23.10 Cinéma : En direct de l'opéra de la Suisse romande. Avec Jan Garbarek, John McLaughlin, le quartet Mengesdorf Quartet.

Dimanche 5 juillet

TF 1

20.40 Cinéma : La Carapate. Film français de Gérard Oury (1976).
22.25 Magazine : Cinéma dimanche.
22.30 Téléfilm : La Famille et le Pantin. De Mario Monicelli.
0.10 Journal et Météo.

A 2

20.50 Série : Tappart. Coup de foudre.
22.40 Magazine : Étoiles. De John Leigh.
23.45 Journal et Météo.
0.05 Documentaire : Hommage à Serge Daney. D'un ciné-fils de Daney, Debray, Boutang et Dominique Rabourdin (dernière partie).

FR 3

20.45 Spectacle : Les Beaux Moments du cirque.
21.55 Magazine : Le Divan. Invité : James Edward O'Neal, acteur hollywoodien et défenseur de l'écologie à Los Angeles.
22.20 Journal et Météo.
22.40 Cinéma : L'Homme de nulle part. Film français de Jean-Paul Caillet (1986).

0.10 Court métrage : Le hasard mène le jeu. De Michel Chancel (1986).
20.30 Cinéma : Toto le héros. Film germano-franco-belge de Jacob Van Dormael (1990).
21.55 Flash d'informations.
22.05 Cinéma : L'alternative de Chamaco. D'un ciné-fils de Chamaco, Cepeda et la Fatale du Mexique.

23.25 Sport : Basket-ball. Finale du Tournoi préolympique des Amériques.
1.21 Cinéma : Le Repaire du ver blanc. Film français de Jean-Paul Caillet (1986).

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Toto le héros. Film germano-franco-belge de Jacob Van Dormael (1990).
21.55 Flash d'informations.
22.05 Cinéma : L'alternative de Chamaco. D'un ciné-fils de Chamaco, Cepeda et la Fatale du Mexique.

23.25 Sport : Basket-ball. Finale du Tournoi préolympique des Amériques.
1.21 Cinéma : Le Repaire du ver blanc. Film français de Jean-Paul Caillet (1986).

M 6

20.00 Cinéma : L'alternative de Chamaco. D'un ciné-fils de Chamaco, Cepeda et la Fatale du Mexique.
20.35 Magazine : Sport 6.
20.38 Magazine : Les plages.
20.40 Magazine : E=Mc6. Mauvais temps sur le planète.

22.20 Magazine : Culture pub. Les griffes de la pub.
22.50 Cinéma : Carole et ses démons. Film français de Fécas (1970).
0.35 Six minutes d'informations.

ARTE

20.25 Documentaire : La Fin de l'Europe. D'Enri-August Z...

CARNET DU Monde

Mariages

- M. Daniel DRUON et M^{me}.
- M. Daniel TANDON et M^{me}.
M. M^{me} DELAVALLÉE.
M. Alain CHEVALIER et M^{me}.
- M^{me} Martine Bosvieux.

ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants.
Cécile et Eric.
le samedi 11 juillet 1992, à Lourmarin (Vaucluse).

Décès

- La douce lumière de Marie-France DAILLET, née Wiedemann-Goiran.

s'est éteinte en ce monde le 1^{er} juillet 1992, en sa soixante-deuxième année, après une longue et douloureuse maladie, à la suite d'une vie entièrement offerte à son pays.

Jean-Marie Daillet, son époux, député de la Manche.

Emmanuel, Etienne, Dominique et Patricia, et Olivier, Remy et Cécile, Hélène, Michel, Thérèse, ses enfants.

Cécile et Marion, ses petites-filles, Pierre et Régine Wiedemann-Goiran, Pierre et Béatrice Néaud Lu Mouton, Boisselle, Jacques et Véronique Wiedemann-Goiran, Jean Wiedemann-Goiran, ses frères et sœurs.

Marie-Hélène Fermé, sa sœur.

Les familles Fermé, Piénel, Fallon, Poulet, Aucher, Lourdaux, et sa famille.

invitent à la messe de funérailles célébrée en l'église Saint-Romain, avenue de l'Europe, à Sèvres (Hauts-de-Seine), le lundi 6 juillet, à 10 h 45.

à l'absoute qui précèdera l'inhumation, en la cathédrale de Vaison-la-Romaine (Vaucluse), le mardi 7 juillet, à 15 heures.

Une messe sera également célébrée en l'église Sainte-Croix de Saint-Lô (Manche), le vendredi 10 juillet, à 18 h 15.

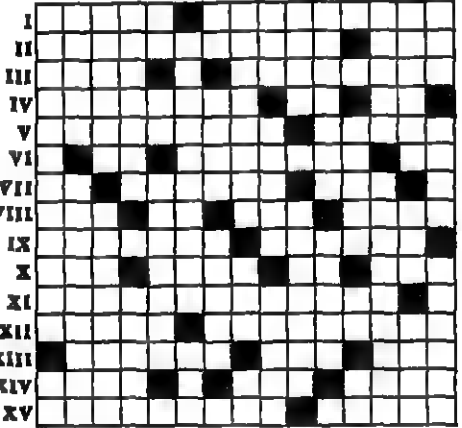
9, avenue de Brimborion, 92310 Sèvres.
Nos abonnés et nos lecteurs bénéficiant d'une réduction sur les abonnements du « Carnet du Monde », ont pu se procurer nos numéros en indiquant leur numéro de référence.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5818

HORIZONTALEMENT

I. Pour le mulet. Est retenu par des clous. - II. Une qui n'a pas été oubliée. Change la peau des moutons. - III. Ne pas laisser échapper. Marque apparente. - IV. Mourut au cours d'une opération à la gorge. - V. Lait de zinc. Qui ne peut pas entrer en contact avec l'air. - VI. Pointe. Parfois à l'extrémité. - VII. Eau. Grande botte. Surplus militaire. - VIII. Faut de suite. Qui ne peut pas être tout quitté. Dans la queue du coup. - IX. Apocope très commune. Fait cracher les victimes. - X. Prénom étranger. Tombe dans d'être noire. Demi-poire. Reçoit une balle qui n'est pas une partie. - XI. Se a l'extrémité. Le sport ne lui plaît pas. - XII. Sympathisant. - XIII. Ses os ne sont pas apparents. Fait souvent qu'une grimace. Devises. - XIV. Éléments d'un pays. Armes à pignons. Prend la gorge. - XV. Une pomme, une tige et une glands. N'a jamais pu se passer de la nourriture.



10. Tête couronnée. Singe au cochon. - 11. Éléments du naturel. Le dernier est. - 12. Ne saurait retenir l'attention du lecteur. Pâte de l'ongle. Pronom. - 13. Manteau. Quel que soit le caractère torberaient par terre. - 14. Griffe et râpe. Coupe. Montagne. - 15. Recue dans la société. Mauvaise. Le mot de l'énigme.

Sélection du problème n° 5818

1. Opérateur. - 2. Rousette. - 3. Eu. - 4. RS. - 5. Assises. - 6. Tête. - 7. Eu. - 8. Eu. - 9. Urt. - 10. Sés. - 11. Sés.

1. Ordonnances. - 2. Poupon. - 3. Eu. - 4. RS. - 5. Assises. - 6. Tête. - 7. Eu. - 8. Eu. - 9. Urt. - 10. Sés. - 11. Sés.

GUY BROUTY

- Pierre et Marie-Claude Decamp. Lorraine. Bérangère, Martine et Michel.
- Prouvèze-Chinchilla, Sophie Béril et Anna Raynaud. Philippe, Pascal, Didier et Valérie Chinchilla. Les familles de Soulaire. Pena et Ronza de Pacioli, ont la très grande tristesse de faire part de la mort de

M. Robert DECAMPS.
le 2 juillet 1992.
La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 6 juillet, à 15 h 30, en l'église Saint-Paul-Serge, à Narbonne.

66, du Cherche-Midi, 75006 Paris.
62, rue Blanche, 45450 Donnery.

- La Loge nationale française. Et le Grand Prieur de Neustrie, le docteur faire part du décès de

M. René DESAGULIERS.
René Desagulier, à Latour, Université, survenu le jeudi 11 juin 1992, dans sa soixante et onzième année.

Les obsèques ont lieu dans l'intimité familiale.

- L'association Goldoni Européen et la tristesse de faire part du décès brutal

Jacques JOLY, membre du conseil d'administration am.

Goldoni Européen, 11, rue de la Cour, Paris.

- M^{me} Maurice Le Lannou, M^{me} M. André Venga-Le Lannou, M. M^{me} Yves Le Lannou, M. Marc Venga, M^{me} Marie-Anne Le Lannou, ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Maurice LE LANNOU, professeur honoraire au Collège de France, membre de l'Institut, grand officier de la Légion d'honneur.

le 3 juillet 1992.
La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 6 juillet, à 11 heures, en l'église de la Madeleine (Côté d'Armenie).

(Le Monde du 4 juillet à la page 16.)

- anciens étudiants, collaborateurs, et la famille de M. M. du monde de

Maurice LE LANNOU, professeur honoraire au Collège de France, membre de l'Institut, ancien directeur de la Revue de géographie de Lyon.

Anniversaires
- ce dixième anniversaire de la mort de

Edouard LABIN, nous le rappelons au souvenir de ceux qui l'ont connu, joignant à sa mémoire celle de ses deux frères.

Armand LABIN, décédé le 4 juillet 1956.

LABIN, décédé le 8 mars 1974, et celle de leurs parents.

Saint et Marie LABIN, disparus le 13 septembre 1933 et le 11 novembre 1937.

- Il y a deux ans le 30 juin 1990, nous quitte.

Maurice Néma, sa compagne, se souvient d'un souvenir si précieux que nous l'ont connu.

- Il y a un an le 3 juillet 1991, nous quitte.

Que qui l'ont connu se souviennent d'une pensée et une prière pour lui.

Mario-Claire Sarmitte, via Della Lungara 3.14, 00165, Italie.

- Depuis deux ans le 3 juillet 1990, nous quitte.

Jean-Pierre THIECK n'est plus parmi nous. Il était un instant, pour chacun de nous, il est un proche, dialogue et échanges n'ont pas cessé.

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-29-94

150-60-110

CULTURE

CINÉMA

Caucase : écrans en état de guerre

Si le 7^e art reste vivace malgré la violence en Géorgie, il est au bord de l'asphyxie en Arménie

Après un premier été consacré à la Russie (juillet), le cinéma russe publie la suite d'une enquête cinématographique de l'ex-URSS, la situation en Géorgie et en Arménie.

TBILISSI-EREVAN

de l'envoyé spécial

Une salle pleine, pour la troisième fois de la journée, assistant à une projection de *Prénom Carmen* de Jean-Luc Godard (lire l'encadré), c'est à Tbilissi, la capitale de la Géorgie, sur l'avenue Roustaveli, au principal bâtiment des cinémas, que se déroule l'insurrection du décembre-janvier derniers qui a chassé le président Gamsakhouria de la présidence de la République.

Venir ici, où les auspices d'Abouladze, d'Asseliani, de Kvirkadze ou de Nana Djordjiazi à fleur d'une des cinématographies les plus talentueuses de l'ex-URSS, parler de cinéma ne serait-il devenu tantinet déplacé ? « Non », répondent à l'unisson les responsables rencontrés. Pourtant, les amis ajoutent : « Tu vois, ici, on ne parle pas de politique, on discute des films, maintenant ».

De fait, pour qui connaît Tbilissi il y a quelques années, sorte de pays de cocagne ensoleillé et gastronomique, l'ambiance a changé. La viande a pratiquement disparu, le couvre-feu interrompé prématurément, les soirées d'hospitalité est demeurée chère, on voit par les rues des gens en armes qui, à l'occasion, s'en servent. Le conflit en Ossétie, les risques d'embrasement d'autres régions, les menées du président pour reconquérir le pouvoir, dans les esprits.

En Géorgie, comme ailleurs dans l'ex-URSS, les cinéastes ont été parmi les plus actifs contestataires de l'ordre soviétique. L'an dernier, ils ont lancé leurs caméras pour descendre directement dans l'arène politique contre Gamsakhouria, qui, autrefois, avait le tort de prétendre les pas. Aujourd'hui,

d'ici, trois d'entre eux, parmi les plus importants, Rezo Tchkhelidze (également directeur du cinéma géorgien), Chinguladze et Lana Gogoberidze, siègent au Conseil d'Etat, l'organe de pouvoir provisoire issu de l'insurrection, et que dirige Edouard Chevardnadze depuis son retour de Moscou en mars.

Quelles que soient les circonstances, Chevardnadze a toujours été dans le secteur : il fut, avant même le début de la perestroïka et alors qu'il était premier secrétaire du parti communiste géorgien, le protecteur des cinéastes contestataires, apportant son soutien à *Repentir* de Tengiz Abouladze, l'un des premiers manifestes cinématographiques explicites.

Et, alors que le Conseil d'Etat réuni pour débattre la création d'un ministère de la culture et la substitution d'une armée nationale aux troupes russes toujours présentes, il prend le temps d'étudier soigneusement la culture d'un nouveau ministre de la culture, David Magradze, de discuter le projet d'un Festival international à Tbilissi pour l'automne 1993. Jusqu'à ce que la situation se détériore par l'annonce d'un meurtre (une dizaine de morts) visant le numéro deux du régime.

Le studio Adam et Eve

Après le ministre du cinéma mis en place par Gamsakhouria, qui a fait tout pour l'activité, aujourd'hui, le gouvernement d'Edouard Chevardnadze nous soutient, explique Rezo Tchkhelidze, qui gère la télévision géorgienne, au regard des généraux, nous travaillons à un système de films d'été alimenté par des films sur les bêtes, inspiré du modèle français (Dominique Wallon, directeur du Centre national du cinéma, s'est rendu en Géorgie en avril dernier). Mais les événements récents ont modifié le même des films géorgiens, ils sont devenus plus sombres, plus durs, alors qu'avant ils évoquaient la réalité d'un mode plus humoristique et sentimental.

Le film est illustré à perfection.



Collage autoportrait du réalisateur Sergueï Paradjanov

tion par le meilleur géorgien de l'année, le Soleil des églises de Temour Bablouani, « jeune cinéaste » quarante-quatre ans, repéré il y a six ans grâce à l'ancien directeur des studios, son premier film. Avec une sombre et hantoyante énergie, il est la chronique et la parodie montrant du monde à l'échelle d'un adolescent et l'histoire d'un vieux médecin excentrique empêché par le conformisme et la découverte d'un médicament pour le cancer.

Selon un schéma qui tend à se généraliser, le Soleil des églises a été financé grâce à l'argent public, produit par mon propre studio, Adam et Eve, explique Bablouani. Le même studio est également à l'origine du très intéressant film de Lana Gogoberidze, *Enfants de la nuit*, présenté à Cannes par la Quinzaine des réalisateurs cette année, et d'Eduard Khatatziashvili, petit-fils du réalisateur de *Quand passent les cigognes*.

Malgré les difficultés actuelles, on tourne plus que jamais à Tbilissi, assure l'auteur des *Montagnes bleues*, Eldar Chinguladze, assis dans un coin de son appartement qui ne possède plus de fenêtres depuis l'été de la veille. Lui-même, dans le cadre d'un projet indépendant de d'une joint-venture avec des Américains, vient de réaliser *Information Express*, « fabuleux pamphlet sur la situation actuelle ». Un programme de choix : la chaîne de télévision envisageait de créer les cinéastes afin de diffuser leurs films, et maintenant ainsi nos images dans l'esprit des gens face à l'invasion répétée des produits hollywoodiens.

conseiller Lana Gogoberidze, de *Quelques interviews sur des questions personnelles* (1978), réalisé « grâce à Chevardnadze » et du *Jour plus long que la nuit*, comment elle a été obligée de se cacher durant l'insurrection de l'hiver dernier, pour échapper à la police à Gamsakhouria. Elle dormait chez des amis, mais, le jour, elle tournait une valise sur la Perchère, de *Silence de la mer* de l'ère stalinienne, inspiré d'événements autobiographiques. Le film, un probable candidat au prochain Festival de Venise. Dans ce cas, sa réalisatrice a réouvert précipitamment la Mostra, pour les élections prévues pour le 11 octobre, auxquelles elle envisage de se présenter. La politique n'est jamais loin.

Zakoyan, récupérateur d'images « exilées »

Et à Erevan, est-ce incongru de parler de cinéma ? Si le tram longe un convoi de tanks pour imiter parfaitement la première séquence *Silence de Bergman*, la ville n'est visible qu'à la télévision. Mais le cinéma obsède l'esprit de chacun. Il règne dans la ville un calme funèbre, et une pénurie qui fait regretter Tbilissi. L'hôtel géorgien n'avait pas d'eau chaude ? Celui d'Arménie n'a pas d'eau du tout. L'essence est une denrée rare, le gaz, donc le chauffage, coupé depuis octobre dernier, hiver particulièrement rigoureux, a été également confronté à des difficultés quotidiennes de nourriture.

tique : « Commerce secret », disparaît. Personne n'en dira plus.

Ce qui n'est pas secret, en tout cas, c'est l'inspiration esthétique de film. Sergueï Paradjanov (né à Tbilissi, le Paradjanov de son vrai nom) est devenu une gloire nationale en Arménie, il joue apparemment les mêmes fonctions de maître à filmer pour les jeunes réalisateurs que Tarkovski pour leurs homologues. Mais il suffit de découvrir, grâce à son retour inopiné de l'électricité, les quelques plans tournés par l'auteur des *Chants de feu* ou d'un film jadis interdit en pleine réalisation, les *Proximité de Kiev* - vingt minutes d'images somptueuses, pour voir l'écart qui sépare le géant mort en 1990 de ses épigones.

Rendez-vous avec Paradjanov, à nouveau, au musée récemment ouvert qui lui est consacré, où éclatent des collages hétéroclites, de la transformation des objets les plus triviaux en objets d'art ludiques. Et Paradjanov toujours, dans le documentaire *Le safran* et son œuvre, est en passe de constituer le genre cinématographique à part entière.

Parmi eux, celui, très émouvant, réalisé par le directeur de la toute jeune Cinéma-thèque d'Arménie, Garegim Zakoyan. Il s'agit de récupérer les images tournées par le réalisateur disparu, images bloquées dans un laboratoire de Pétersbourg. La récupération des films « exilés », un général à la Cinéma-thèque centrale de Moscou, le Gosfilmofond, qui conservait toutes les copies de l'URSS et qui ne laisse filer ses trésors vers les Républiques désormais indépendantes, est devenu le principal combat de Zakoyan. Il s'active par ailleurs à organiser la coproduction avec la Cinéma-thèque française d'un film-hommage à Paradjanov.

Mais, dans la pénombre (le courant est reparti du petit bureau qu'il partage avec une poignée de collabo-

rateurs aussi enthousiastes que chaleureux que démunis, il consacre surtout, faute de films, à l'édition. Des ouvrages de Paradjanov, bien sûr, mais aussi un catalogue Godard spécialement réalisé sur place pour accueillir la série de films en vadrouille à travers l'ex-URSS, le livre-somme de la rétrospective « historique » du cinéma arménien qui vient d'être présentée au Festival de La Rochelle avant de débarquer au Centre Pompidou l'hiver prochain. Tourner des films ? « Le gouvernement a desegé : subvention de 2 millions de roubles, tout juste pour réaliser un long-métrage, qu'on ne peut pas faire ».

Alors que dans les dernières années de la période Gorbachev, le cinéma arménien avait connu un regain d'activité et de liberté d'expression. En témoigne la découverte d'un long-métrage d'animation, *Leçon* de Robert Sakhianian, qui mêle anticipation et humour, critique sociale et morale - et la rétrospective de Beaubourg, compterait une demi-douzaine de la même eau. Mais la seule activité cinématographique a été celle du documentariste Ruben Guevorkian, qui partait le lendemain filmer les combats à Karabakh. « Filmer, et ça batte », répondait-il dans un mouvement guerrier de son imposante barbe noire.

Le 9 juillet doit pourtant arriver à Erevan Atom Egoan (*L'attente*), qui vit à Toronto, pour réaliser la première coproduction arménico-canadienne. Ensuite devrait commencer la coproduction franco-arménienne que cherche depuis des années à mettre sur pied Arthur Pelechan, dont on découvre le passionnant travail au Jeu de la paume, le printemps dernier. Voilà qui remettra peut-être un peu d'animation dans la Maison des cinéastes désertée.

JEAN-MICHEL FRODON

Le tour de la CEI de Jean-Luc Godard

De l'Oural à l'Ukraine, des pays baltes aux steppes d'Asie, oublier les stations balnéaires, la mer Noire, c'est étrange odyssée que les films de Jean-Luc Godard, par le tour du monde d'un Empire qui n'existe plus, dans des villes (une certaine) total souvent en proie à la pénurie, l'incertitude politique sinon à la guerre. Quinze films choisis par le cinéaste, à la fois tour du monde, d'Allemagne à la fin de la guerre, qui déclenchent lors des projections l'affluence d'un public qu'on aurait pu obnubilé par des préoccupations plus terre à terre.

Organisée par les services culturels de l'ambassade de France à Moscou, l'opération a été conçue longue date. Dire que fut compliqué une chose. Pour le 1^{er} février, les films étaient là, les réalisateurs aussi. Conférences presse archicombles, dizaines d'articles dans la presse moscovite, émissions spéciales à la télévision. Godard, retranché derrière ses cigares, semblait le premier surpris de la dimension que prenait l'événement.

Il avait pourtant bien fait choses, exigeant qu'une salle du Musée du cinéma dirige Naoum Kleiman, mémoire vivante du cinéma soviétique, soit équipée en Dolby. Il s'est fait les Suisses ont payé l'installation (sur un budget consacré au septième centenaire de la Confédération), supervisée par les techniciens dépêchés par le cinéma. Pour faire bonne mesure, Godard a invité à Moscou accompagné d'un camion rempli de son matériel vidéo, dont il a fait cadeau à Kleiman et aux cinéastes de ses salles.

Contrairement à la quasi-totalité des films étrangers distri-

bues en Russie, ceux de Godard étaient projetés sous-titrés, ce qui a permis de leur donner le soin qu'il leur faut. Un seul, *Allemagne 90*, reprend le procédé, habituel en ex-URSS, de la voix off. Mais ce qu'il s'agit d'ordonner d'une approximative traduction des dialogues réécrite d'un ton monocorde, Godard avait spécialement conçu un nouvel élément du patchwork qui constitue le film, demandé au confrère Arthur Penn, l'interprète.

A Moscou, Godard a eu à concevoir le sujet d'un film, qu'il tournerait après la production démarre début juillet. Il s'agit de la réunion, dans un aéroport suisse, d'un cinéaste (lui-même) et de quelques éléments-clés de la littérature russe (la Mouette, Anna Karenine, l'Idiot, Raskolnikov), à l'instigation d'un producteur américain, attendant le départ du dernier vol de l'Aeroflot à Moscou.

Jean-Luc Godard a depuis longtemps réenti en Suisse. Minsk à Novossibirsk, où nul n'était jamais soupçonné d'organiser un festival de cinéma, les films ouvrent des fenêtres inattendues. A Tbilissi, la télévision locale guette le visiteur réputé pour lui faire découvrir le monde. A Moscou, le gouvernement a délégué un agent spécial d'énergie pour les projections. Mépris ou dévouement, il déroule d'ici.

J.-M. F.



Première université européenne d'été 6-7 juillet 1992

Carré des sciences 1, rue Descartes, Paris 75005

Thèmes (de 10 h à 18 h)

La ville à vivre, le retour du droit, nouvelles techniques de l'image, écrit-écran néo-hygiénisme, identité philosophique européenne, Allemagne, Méditerranée (Institut du monde arabe), impressions d'Amérique, bioéthique, mutations françaises, nature et artifice.

Conférences 10 h 30

7 juillet : Robert Badinter, Président du Conseil constitutionnel
15 juillet : Charles Mérieux, Président de la Fondation Mérieux
17 juillet : Jeliou Jelev, Président de la République de Bulgarie

Expositions, courts-métrages, nuit du cinéma (10 juillet).

Carré des livres - 10 juillet 10 h - 19 h

jardin de Navarre, 11, rue Descartes, Paris 75005

Renseignements et inscriptions : Association DESCARTES 1, rue Descartes, 75231 Paris Cedex 05.

Tél. : (1) 46-34-37-38 - (1) 46-34-33-50 Fax : 46-34-39-40.

ÉCONOMIE

Enquête : les pays riches et l'insaisissable reprise

La métamorphose française

Suite de la première page

Peut-être faudrait-il en effet discuter de la nature des changements survenus en France : sont-ils réellement des progrès ou seulement un alignement de nos pratiques nationales sur les modèles étrangers, notamment sur le modèle allemand, impliquant certains renoncements ? Mais, quelle que soit la réponse, on ne peut ignorer la réalité : le pays, ses pratiques, ses croyances, son économie, n'ont plus grand-chose à voir avec ce qu'ils étaient il y a dix ans.

La presse étrangère, allemande et anglo-saxonne notamment, nous clouait régulièrement au pilori pour notre manque de sérieux dans la conduite des affaires économiques et financières, notre forte propension à l'inflation et aux dévaluations, nos déficits énormes. C'était il y a dix ou quinze ans. Les mêmes journaux publiaient maintenant des articles souvent élogieux pour notre politique économique, notre richesse, nos équipements collectifs, réservant leurs critiques à l'outrecuidance de Paris qui place de plus en plus ses hommes à la tête des grandes organisations : la Commission européenne (Jacques Delors), le Fonds monétaire international (Michel Camdessus), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Jacques Attali), le Club de Paris (Jean-Claude Trichet), l'Organisation de coopération et de développement économique (Jean-Claude Payer).

Mais, en dénoçant avec un certain agacement la « french mafia », nos confrères étrangers ne rendent-ils pas indirectement hommage à une nouvelle forme d'influence française ? Et cette influence pourrait-elle paradoxalement se manifester si notre pays connaissait les graves difficultés que traverse l'Italie par exemple ? Une

démarche cartésienne, la clarté de l'écriture, l'aptitude à l'analyse et à la synthèse, l'imagination aussi, ont souvent porté des Français à la présidence de grands organismes internationaux. Mais ces qualités n'expliquent pas tout, et l'explication d'autant moins maintenant que le « message » de la France, autrefois original, s'est singulièrement banalisé. La « french mafia » semble donc bien traduire une nouvelle forme d'influence, moins idéologique que par le passé, davantage fondée sur la bonne réputation du pays en matière économique et financière.

Dévaluations fréquentes du franc

Cette longue réputation est le fruit d'une longue bataille remportée contre l'inflation et les dévaluations. Pendant longtemps, l'économie française a été dévorée par l'inflation. Les très difficiles années 1956-1957, qui virent les prix flamber, eurent leur part dans la fin précoce de la IV^e République. Puis le mal se répandit à nouveau à partir de 1968 et sévit jusqu'en 1983.

L'inflation favorisait les emprunteurs - particuliers, entreprises et Etat - qui remboursaient leurs dettes avec d'autant plus de facilité que les taux d'intérêt étaient extrêmement bas. Cela jusqu'à la fin des années 80. Mais ces mauvaises habitudes, compensées pendant un certain temps par des gains importants de productivité, eurent leur coût : le franc fut souvent dévalué pour permettre à nos produits de rester compétitifs sur les marchés étrangers. Entre 1958, début

de la V^e République, et l'arrivée en 1981 de la gauche au pouvoir, la parité de notre monnaie fut modifiée à quatre reprises : en décembre 1958, en août 1969, en janvier 1974, en mars 1976. Au cours des années 80, le franc sera encore dévalué cinq fois : en octobre 1981, en juin 1982, en mars 1983, en avril 1986, en janvier 1987.

On aurait tort de croire que ces remises à niveau périodiques de nos prix sur les prix étrangers étaient une bonne façon de vivre et de travailler. Les pays à monnaie forte pouvaient acquiescer le capital français à bas coût, entraînant perte de substance et de pouvoir. Mais surtout, pour être réussies, c'est-à-dire pour détourner une part croissante de la production nationale vers les marchés étrangers, les dévaluations devaient s'accompagner de plans d'austérité destinés à freiner la demande intérieure. Ces plans étaient durement vécus par les Français - et bien sûr d'abord par les moins fortunés - qui payaient plus d'impôts et de taxes, en même temps que leurs salaires augmentaient moins vite, voire plus du tout. C'est ce qui arriva en 1982-1983 après les deux dévaluations Mauroy-Delors : les salaires furent bloqués pendant plusieurs mois en 1982, le pouvoir d'achat recula deux années de suite, en 1983 et 1984.

Exception faite des rentiers et des épargnants, dont les efforts étaient bien mal récompensés, les années d'inflation n'ont pourtant pas laissé de mauvais souvenirs aux Français. Au contraire : plus les prix augmentaient et plus les rémunérations progressaient. Cette belle époque a vu des salaires progresser à des rythmes extravagants, dépassant 10 % et même 15 % l'an (1973), atteignant même 19 % en 1974. Progressions nominales sans doute, mais qui donnaient une merveilleuse impression d'enrichissement et de facilité. Impression en grande partie justifiée, l'indemnité de la paye augmentant avec une telle perfection que le pouvoir d'achat s'améliorait sans discontinuer. On comprend mieux pourquoi la France sage et relativement bien gérée des années 90 n'enchantait pas tout le monde, désormais même souvent.

Il n'empêche que le mal était réel, qu'il se payait régulièrement par des plans d'austérité et que de toutes les façons la pratique des dévaluations compétitives ne pouvait durer indéfiniment ni surtout se généraliser à l'ensemble des pays industrialisés, faute de n'avoir plus aucun effet.

Même s'ils sont mal vécus par les ménages qui voient maintenant leurs salaires augmenter très lentement, les succès obtenus depuis dix ans dans la lutte contre l'inflation ont complètement modifié le paysage français. En 1991, les prix de détail ont augmenté de 3,1 % en France, moins vite qu'en Allemagne (+ 4,2 %) et que dans la moyenne des pays de la CEE (+ 4,6 %). Seuls le Japon (+ 2,7 %) et la Belgique (+ 2,8 %) ont fait moins. Les prix des États-Unis suivent aussi bien. Il y a une dizaine d'années, en 1981, les prix français avaient augmenté de 14 % puis encore de 9,7 % en 1982. Nous revenons de très loin.

Un processus vertueux

L'événement capital a été la désindexation des salaires, progressivement obtenue à partir de 1982 par M. Pierre Mauroy, alors premier ministre, et M. Jacques Delors son ministre de l'économie et des finances. Désindexation passée sans remous majeurs dans les habitudes, même si l'on peut penser que la désindexation a été une décision de 1986 en fut le prix. A partir de cette formidable cassure de nos habitudes nationales, tout un processus vertueux a pu s'enclencher : libération des prix et de leurs salaires, les chefs d'entreprise ont pu restaurer leur situation financière, se désolant d'abord, investir et embaucher ensuite.

L'appareil industriel français s'est profondément renouvelé et modernisé au cours des années 1986 à 1990. On aurait probablement tort à cet égard de nourrir des illusions d'infériorité vis-à-vis du voisin allemand, certes très puissant mais qui nous laisse de larges champs de manœuvre. Les calculs faits montrent que l'investissement productif a été comparable en France et en Allemagne, jusqu'en 1990 tous les ans. M^{me} Michèle Debonnau, qui dirige le service des études économiques de la banque Indosuez après avoir longtemps travaillé à l'INSEE, confirme ces calculs. Elle en tire la confirmation dans le fait que, sur les années 80, la croissance économique a été la même dans les deux pays. Si la France investissait moins, fait-elle remarquer, son efficacité serait alors plus grande, ce qui serait très réconfortant.

Quand on les interroge, les grands patrons de l'industrie française, s'ils ne sont pas satisfaits de la compo-

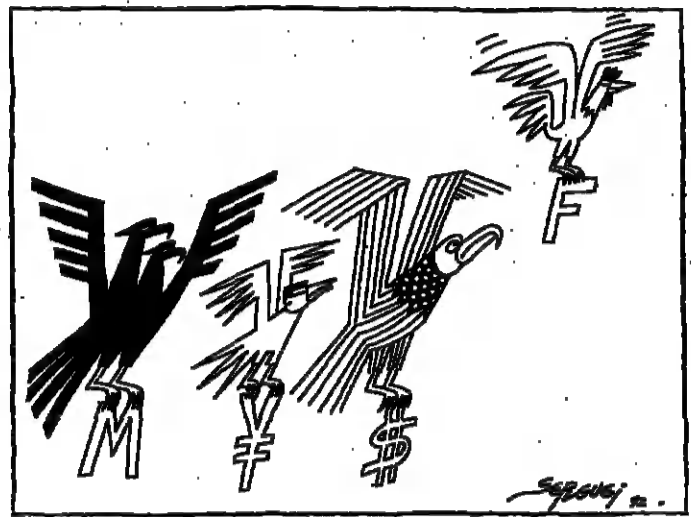
sition actuelle, apparaissent singulièrement confiants dans la capacité de leurs entreprises à résister à la concurrence internationale et à progresser. M. Jacques Calvet (Peugeot) nous déclarait il y a quelques mois que son outil de production avait été renouvelé de fond en comble. Même écho - à quelques années près - chez Pechiney ou Saint-Gobain. Ce qui frappe maintenant, c'est la disparition de tout complexe d'infériorité industrielle, y compris par rapport aux meilleurs. De ce point de vue, le recul de l'investissement productif enregistré depuis la fin de 1990 n'aura pas de conséquences graves s'il prend fin rapidement.

Toujours est-il que la France a su profiter mieux que d'autres pays

qu'elle, exportant plus de la moitié de leur chiffre d'affaires. Jusqu'à 80 % pour Michelin.

La métamorphose française est d'abord d'ordre moral. Si la France produit plus et mieux dans des entreprises plus prospères, si ses prix augmentent maintenant plutôt qu'ils ne baissent, si le franc est devenu une monnaie solide, c'est bien la preuve qu'un ensemble de croyances, d'habitudes, de raisonnements ont disparu.

Pendant très longtemps, les Français n'ont aimé ni leur industrie, ni leurs entreprises, des lieux où les hommes et les femmes étaient « sacrifiés au profit », comme disaient les socialistes avant 1981, traduisant assez bien un sentiment populaire



concurrents du boom de consommation et d'investissement provoqué par les échanges industriels, gravement affectés depuis 1987, sont un autre signe des progrès accomplis. Il y a dix ans, c'est le grave déficit de nos comptes extérieurs qui força la gauche à mettre fin précipitamment à sa tentative stérile de relance économique. Le tassement actuel de nos importations, reflet de l'insuffisante activité de nombreuses entreprises, ne doit pas cacher les réelles performances maintenant accomplies à l'exportation : nos ventes à l'étranger dépassent chaque mois les 100 milliards de francs. On en était à 85 milliards de francs en 1986.

La France est le quatrième exportateur mondial derrière les États-Unis, l'Allemagne et le Japon. Des firmes comme Elf-Aquitaine, Alcatel-Alsthom, Total, PSA Peugeot, Renault, Rhône-Poulenc, Usinor-Sacilor, Pechiney, Michelin, Saint-Gobain ou Thomson, pour ne citer

largement répandus. La débâcle de 1982-1983 qui vit le pays au bord de la faillite publique et privée - de l'industrie, selon M. Delors - la forte monnaie du début des années 1980, l'annonce par M. Mitterrand lui-même de la nécessité de réformes industrielles ont provoqué un choc énorme dans l'opinion publique. Choc à ce point violent qu'il a fait prendre conscience à l'opinion publique de la réalité de l'entreprise, indispensable lieu où se créent des richesses, où sont distribués des revenus et créés des emplois.

L'Etat a perdu de son prestige

Inévitable et dangereux retour des choses : l'Etat a perdu de son prestige, en même temps qu'il était mis au jour son incapacité à diriger la croissance économique ou à réduire le chômage. L'interventionnisme public, idée chère aux hommes du Conseil national de la Résistance, et sur laquelle la France a fonctionné pratiquement sans discontinuer depuis la fin de la seconde guerre

mondiale, l'interventionnisme public donc a progressivement laissé la place aux décisions décentralisées, individuelles ou professionnelles.

Tout ira très vite par la suite, et M. Pierre Bédégovoy, comme ministre de l'économie et des finances avant et après l'intermède de 1986-1988, n'aura pas trop de mal à modifier profondément la fiscalité : au profit des entreprises en réduisant très sensiblement l'impôt sur les sociétés (de 50 % à 34 %) et la taxe professionnelle ; au profit des épargnants dont l'argent sera guidé vers l'industrie qui en a besoin sous forme d'actions et d'obligations. On ne lésine plus désormais sur le prix à payer.

La découverte de l'entreprise a conduit tout droit aux banques et aux circuits financiers. On a oublié les austères profits contre l'argent et le grand capital pour mettre en œuvre de vastes réformes. « Il faut que l'argent circule », déclare M. Mitterrand lui-même. Au cours de la seule année 1985, il aura été plus fait pour la libération et la modernisation du marché des capitaux à court terme (certificats de dépôts, billets de trésorerie, papier commercial) que pendant les dix années qui ont précédé. Ces réformes s'élargissent aux marchés des capitaux à long terme et conduisent progressivement à la suppression des réglementations les plus gênantes, tels l'encadrement du crédit et le contrôle des changes.

C'est donc une France profondément transformée qui se présente au sommet de Munich, une France ouverte sur l'extérieur, qui, sans dans d'immense investissement hors de ses frontières, au risque même de déséquilibrer sa balance des capitaux à long terme. En 1990, vingt-trois opérations d'investissements directs ont dépassé le milliard de francs. Les entreprises publiques, qui entrent pour le tiers dans la valeur de ces opérations, participent largement au mouvement : à côté de Saint-Gobain ou d'Alcatel-Alsthom on trouve Renault et France Télécom.

Finir le vieux rêve d'une autonomie nationale prise par la rigueur et la protectionnisme. Finir le temps où les Français voyaient d'un mauvais œil les « multinationales » qui dans le secret et l'indépendance de tout et « ébranlent l'économie française », comme le disaient les socialistes d'avant 1981. Beaucoup de progrès restent à accomplir, notamment pour notre éducation nationale, notre formation professionnelle, l'efficacité de notre secteur public. Mais beaucoup a été fait et peut-être le plus difficile. Les grands pays étrangers, en proie à de sérieuses difficultés, surement peut-être l'équilibre français. Faut-il encore, sous-entendre les progrès que nous avons accomplis et qui sont porteurs d'espoir ?

ALAIN VERNHOLLES
FIN

Canada : crise d'identité

Au moment où le Canada fête le cent vingt-cinquième anniversaire de son existence, il offre à ses partenaires l'image d'un pays incertain, hésitant. Sa crise d'identité est profonde et touche tout aussi bien la province québécoise que les populations indiennes. L'accord de libre-échange avec les États-Unis, entré en vigueur il y a trois ans, trouve davantage de détracteurs virulents que de fervents partisans. Et la crise économique, qui a frappé le Canada dès le printemps 1990, peu avant les États-Unis et le Royaume-Uni, n'en finit pas de se terminer. Les adversaires de l'accord de libre-échange considèrent que le grand marché nord-américain est responsable de la sévérité de la récession et affirment que les bénéfices sont allés intégralement aux firmes des États-Unis, déjà restructurées sous le contrainte de l'appréciation du dollar jusqu'au milieu des années 80.

Le regain d'activité était promis pour 1992 ; M. Brian Mulroney, premier ministre canadien, aurait pu prouver à Munich que la croissance, tant recherchée par les États-Unis, n'est plus un vain mot. Mais les espoirs ont été déçus. Après avoir chuté de 1,5 % en 1991 (après un début d'année prometteur), le produit intérieur brut (PIB) n'a progressé que de 0,2 % au cours des trois premiers mois de 1992, et la Conférence Board, principal organisme privé de conjoncture, table désormais sur 1 % pour l'ensemble de l'année, soit moitié moins que ce que le Fonds monétaire international avait anticipé au printemps.

Maîtrise de l'inflation

Les autorités monétaires, qui avaient agi avec empressement en interrompant l'assouplissement du crédit au troisième trimestre de 1991, ont dû corriger le tir. Un nouvel assouplissement des taux directeurs est d'actualité, d'autant que le Canada aura au moins retiré de sa crise une très bonne maîtrise de son inflation. L'indice des prix à la consommation demeure l'un des plus faibles des pays du G7, en dépit de l'introduction, au début de l'année 1991, d'une taxe sur la valeur ajoutée baptisée taxe sur les produits et les services. Il progresserait de 2 % à peine cette année.

Toutefois, en dépit de la bonne

tenue des prix, de la réduction du déficit des finances publiques étendue pour cette année (le déficit budgétaire serait ramené de 4,6 % à 3,8 % du PIB), le Canada souffre d'un taux de chômage très élevé, bien supérieur (de plus de trois points) à celui des États-Unis, et le plus élevé des sept, devant l'Italie et la France. Touchant 11 % de la population active, le taux de chômage atteint actuellement son niveau le plus haut depuis 1986, et les disparités régionales aggravent encore les chocs politiques de la fédération.

Le Canada continue de payer le prix des dérapages financiers, tant privés que publics, de la décennie 1980. L'assainissement des comptes est souvent retardé par la concurrence acharnée que se livrent firmes canadiennes et américaines. La demande interne demeure insuffisante pour stimuler l'activité, et la vigueur de la production passe avant tout par les exportations, dans ce pays qui expédie les trois quarts de ses échanges vers les États-Unis. Les partisans du libre-échange peuvent s'arracher les cheveux. Non content de mettre en cause les acquis de l'accord de libre-échange, le Canada, fasciné par le processus d'union européenne, se déchire sur sa propre identité depuis l'échec de l'accord du lac Meech en 1990. La question de la souveraineté des sept millions de Québécois prend une importance croissante.

Le Québec représente 23,5 % du PIB canadien. Son départ de l'Union aurait un caractère autre que symbolique. Certes, le Canada resterait à la septième place des pays de l'OCDE, juste devant l'Espagne. Mais, selon une prévision du Conseil canadien des chefs d'entreprise, la séparation de la province ferait monter les taux d'intérêt de près de 2 %, ralentissant par là même la croissance et la reprise de l'emploi. Pour le Québec, les coûts se situeraient entre 1,5 % et 3 % du revenu provincial, selon une étude du Conseil économique du Canada. La crise d'identité canadienne pourrait apparaître comme un luxe que la fragilité économique ne devrait pas permettre. Mais les crises politiques doivent le plus souvent être gérées en des périodes tumultueuses.

F. L.

POINT DE VUE

Des marchés ouverts à la concurrence

Après les points de vue de M. Jürgen Müllemann, ministre allemand de l'économie, de M. Dominique Strauss-Kahn, ministre français de l'industrie et du commerce extérieur (le Monde du 30 juin), et de M. Kozo Watanabe, ministre japonais du commerce international et de l'industrie (le Monde du 4 juillet),

nous publions l'opinion de M. Michael Heseltine, ministre britannique du commerce et de l'industrie. A partir d'une démarche commune, ces quatre ministres - dont les textes sont publiés également par le Financial Times - ont voulu répondre aux défis de l'économie mondiale des années 90.

par Michael Heseltine

L'ORS de la rencontre à Munich des chefs d'Etat et de gouvernement des pays les plus riches, au début de la semaine prochaine, ce seront les discussions sur l'intégration de la Russie et des autres États de l'ex-Union soviétique et de l'Europe de l'Est dans les structures politiques et économiques occidentales qui susciteront le plus grand intérêt. Les discussions porteront sur les politiques macroéconomiques qu'il convient d'appliquer en Russie, l'aide financière des pays occidentaux et le rôle des institutions internationales, notamment du Fonds monétaire international (FMI).

Mais ce n'est pas suffisant. En tant que ministre de l'industrie et du commerce, j'estime que l'économie de la Russie ne pourra jamais être relancée si son industrie n'est pas restructurée afin de répondre aux besoins du marché.

Il est essentiel pour toutes nos économies que les marchés soient ouverts. En tant que président du Board of Trade, mon objectif prioritaire est d'aider l'industrie britannique à conquérir des parts de marché dans le monde entier. Mais en matière d'échanges, l'intérêt national de la Grande-Bretagne est identique à celui des autres pays.

La libéralisation des échanges est donc de l'intérêt de tous nos pays, car elle permet à chacun d'accéder à des marchés ouverts à la concurrence.

Ne pas cerner l'Europe d'une muraille

Le libre-échange et la concurrence ne sont pas de simples thèmes philosophiques ou politiques, prétextes à des discussions stériles. Ils ont des répercussions pratiques sur la vie de chacun entre nous. C'est ce sur quoi porte le marché unique européen. Plus de 90 % des mesures nécessaires pour sa mise en place ont été adoptées. La Grande-Bretagne assurait depuis le 1^{er} juillet la présidence de la Communauté européenne, nous allons veiller à ce que ce processus soit mené à son terme. Ensuite, l'Europe ne doit pas être cernée d'une muraille qui nous empêcherait de profiter de la concurrence sur les marchés mondiaux.

Certains affirment que les seuls pays à bénéficier réellement des échanges sont les nations industrialisées de l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord et le Japon, soit les pays libres du Nord. Les nations en voie de développement

n'en tirent aucun avantage. Cela est inexact. Personne ne nierait les besoins croissants de ces derniers en matière d'aide humanitaire. Mais c'est là une question distincte. La véritable clé de la croissance et du développement des pays les plus pauvres consiste à leur donner les moyens de vendre leurs produits dans des conditions commerciales favorables.

Cela m'amène à l'Uruguay Round. Le succès de ces négociations, compte tenu de leur impact sur les échanges mondiaux, ferait plus en faveur des pays en voie de développement que la totalité du budget de l'aide extérieure de la Communauté. La réussite des négociations du GATT est à notre portée ; nous ne devons pas la laisser échapper.

Le même principe s'applique au développement et à la stabilisation de l'Europe centrale et orientale. Certes, nous devons lui fournir une aide économique et technique. Mais en fin de compte la démocratie et une véritable économie de marché ne viendront le jour que si elles s'intègrent dans un marché international libéré des barrières commerciales, au sein d'un quelconque concurrence saine généra efficacité, innovation, qualité et choix.

سكاي من الفضل

SEMAINE DU 29 JUIN AU 3 JUILLET 1992

PARIS

Route bloquée

-1,65 %

«La route de la hausse» est bloquée, constatent les investisseurs avec amertume un boursier à la veille des grands départs en vacances de juillet. Rien n'a permis de faire sauter ce bouchon, constitué au fil des séances par l'accumulation de nouvelles mauvaises nouvelles, pas même la baisse du taux d'escompte décidée jeudi aux Etats-Unis. La place française, qui avait connu une embellie la semaine précédente, vient donc de renouer avec la baisse amorcée depuis la fin du mois de mai. L'indice CAC 40 a perdu, en l'espace de cinq jours, 1,65 % pour revenir à 1 883,64 points, son niveau de la mi-février.

Le tassement de ces derniers jours, s'ajoutant à l'érosion quasi ininterrompue des cours depuis un mois, a fait perdre à l'indice de la Bourse plus de la moitié de ses gains enregistrés depuis le début de l'année. De 15 % en mai, la progression est revenue à 6,58 % ces jours-ci. Rien ne laisse espérer dans le court terme un renversement spectaculaire de tendance dans un marché qui, déserté par les investisseurs étrangers depuis cinq semaines, sera progressivement délaissé par les gestionnaires français pour cause de vacances. Un regain d'activité a été enregistré en début de semaine, en raison de l'arrivée à échéance des contrats sur indices le 30 juin. Mais, en dehors de ces mouvements techniques, l'attentisme a dominé.

A l'origine de cette prudence, la conjoncture française, tant

politique (perspective du référendum sur Maastricht le 20 septembre) que sociale ou économique (blocage des routes par les camionneurs et les paysans, hausse du chômage malgré une croissance du produit intérieur brut marchand de 2,5 % attendue, selon l'INSEE, cette année). Se sont ajoutés à cela de mauvais indicateurs américains, comme la baisse de 0,8 % des commandes aux entreprises en mai, qui a complètement annihilé l'effet positif attendu de la baisse des taux d'intérêt décidée jeudi outre-Atlantique. Sans parler de la faiblesse du dollar et, au contraire, de la fermeté du deutschemark, en raison de taux élevés qui pèsent sur la politique monétaire française.

Durant une grande partie de la semaine, l'indice CAC 40 aura été dans le rouge (-0,42 % lundi, -0,35 % mardi, -1,04 % mercredi, -0,39 % jeudi) avant de se ressaisir vendredi (+0,54 %).

La peur de l'immobilier

Au cours de ces journées, les valeurs fortement impliquées dans le secteur immobilier se sont dépréciées en raison de la dégradation de ce secteur. L'exemple le plus flagrant est Ollivier (groupe de M. Christian Pellier). L'action a perdu 7,7 % lundi et 10,81 % mercredi, avant de se ressaisir jeudi (+0,7 %). A l'origine de ces mouvements, de mauvais résultats et l'éventualité d'une perte de contrôle de sa filiale Lucie lors d'une prochaine augmentation de capital. Affecté aussi par les contre-performances de ses firmes immo-

lières, le titre Suez a touché son plus bas niveau de l'année à 270,20 francs.

Toujours dans ce domaine, la cotation de l'action SMC, holding fédérant les activités du groupe Félège dans la promotion immobilière, reprendra le lundi 6 juillet sur le marché officiel au comptant. Les autorités boursières ont pris cette décision après la tenue, le 30 juin, de l'assemblée générale de la SMC, qui avait annoncé une augmentation de capital souscrite par une société nouvelle, la Société de participation pour la promotion immobilière (SPPI).

La semaine aura aussi été marquée par des suspensions de cotations. A commencer par celles des Editions Belfond à la suite de l'OPA (offre publique d'achat) lancée par M. Marc Ladreit de Lacharrière sur cette maison dont il détient déjà 66 % du capital. Le reste des actions était réparti entre M. Pierre Belfond (16 %) - qui vient des les céder - et le public. Un maintien de cours à 240 francs a été décidé, faisant ressortir un bonus de 67 % par rapport au dernier cours coté (149 francs).

Toujours sur le second marché, la parité d'échange retenue est aussi favorable dans le cas de Matra Communication. L'association du canadien Northern Telecom avec Matra dans les télécommunications passe par une offre publique d'achat simplifiée, pour se procurer les titres Matra Communication nécessaires au montage financier. Le prix de l'offre (295,70 francs) est supérieur de 37,5 % au dernier cours coté (215,10 francs).

Paribas s'est apprécié car il a décidé de vendre sa participation

de 18 % dans Matra Communication. Cela devrait lui permettre de dégager une plus-value de 350 millions de francs. Parallèlement, des rumeurs circulaient sur le marché évoquant un désengagement de la firme du capital de Sama Group. Les gestionnaires tablent ainsi sur la poursuite d'un recantrage de Paribas sur ses métiers de base pour redresser sa situation financière. Ce recantrage s'est amorcé de manière spectaculaire, début mai, lorsque le groupe de la rue d'Antin a cédé sa participation majoritaire dans les Ciments français à l'italien Italcementi. La conséquence de cette opération est double. D'un côté, le troisième cimentier mondial procède à une augmentation de capital de 5 milliards de francs pour réduire ses dettes. De l'autre, Paribas réorganise son pôle matériaux de construction (Polet, Lambert Frères) privé de son activité cimentière.

Ces deux opérations, totalement indépendantes, se chevauchent. Du 9 au 29 juillet, les Ciments français proposeront 12 millions de titres émis à 400 francs, sous la forme d'actions privilégiées, avec droit de vote et dividende prioritaire cumulé pendant cinq ans. Du 16 juillet au 5 août débutera l'offre publique d'échange (OPE) lancée par Paribas sur Polet.

Cependant, aucune de ces transactions, annoncée ou amorcée durant la semaine, n'est de taille à dynamiser un marché qui, s'il n'y prend garde, sombrera dans la torpeur estivale.

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Semaine d'espoirs

+1,5 %

Wall Street a progressé au cours de la semaine écoulée stimulée par les espoirs d'un assouplissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed). Ceux-ci se sont enfin concrétisés par la baisse d'un demi-point du taux d'escompte jeudi 2 juillet. Cette progression a permis à l'indice Dow Jones des valeurs vedettes de terminer, le 2 juillet, à 3 330,29 points, en hausse de 47,38 points, soit 1,5 % par rapport à la clôture de vendredi dernier (Wall Street étant restée fermée vendredi 3 juillet, en raison de la célébration de la fête nationale américaine).

L'annonce d'une nette aggravation du chômage pour le mois de juin aux Etats-Unis a été immédiatement suivie par une baisse du taux d'escompte de la Fed. Celui-ci a été ramené de 3,5 % à 3 %. La dernière baisse du taux d'escompte, remontait au mois de décembre 1991. Par ce mouvement, la Fed vise à relancer l'économie par une réduction du coût de l'emprunt. Plusieurs grandes banques ont immédiatement embelli le pas à la Banque centrale, en faisant tomber leur taux de base d'un demi-point à 6 %. Toutefois, les investisseurs avaient largement anticipé cette manœuvre au cours de la semaine et Wall Street est resté insensible à l'annonce de la Fed.

L'espoir a bientôt laissé la place aux inquiétudes sur la fermeté de la reprise économique. Outre le chômage, les autres statistiques de la semaine n'ont pas été beaucoup plus encourageantes : les ventes de logements neufs ont chuté de 5,6 % en mai et les commandes des entreprises américaines ont baissé de 0,8 % pour la même période. Les détenteurs de portefeuilles attendent maintenant les résultats des sociétés au deuxième trimestre pour décider de la nouvelle direction à donner à la grande Bourse new-yorkaise.

L'indice Dow Jones du 2 juillet : 3 330,29 (c. 3 282,41).

| | Cours 26 juin | Cours 2 juillet |
|--------------------|---------------|-----------------|
| Alcoa | 73 3/4 | 75 3/8 |
| ATT | 41 7/8 | 43 7/8 |
| Boeing | 39 7/8 | 41 1/8 |
| Chase Man. Bank | 27 1/2 | 28 3/8 |
| Du Pont de Nemours | 50 7/8 | 50 1/2 |
| Eastman Kodak | 39 3/4 | 39 7/8 |
| Exxon | 61 3/8 | 61 7/8 |
| Ford | 44 3/4 | 43 |
| General Electric | 78 | 77 1/4 |
| IBM | 42 5/8 | 41 1/8 |
| General Motors | 67 1/2 | 67 1/2 |
| Goodyear | 97 3/8 | 96 7/8 |
| IBM | 64 1/8 | 64 7/8 |
| ITT | 61 3/4 | 61 1/2 |
| Mobil Oil | 72 | 75 3/8 |
| Pfizer | 62 5/8 | 64 |
| Schlumberger | 61 1/4 | 63 1/4 |
| Texasco | 112 7/8 | 117 |
| Union Carbide | 26 5/8 | 26 7/8 |
| United Tech. | 51 | 51 7/8 |
| Westinghouse | 17 3/8 | 18 |
| Xerox Corp. | 67 3/4 | 69 3/4 |

TOKYO

Retour à la hausse

+5,72 %

Après quatre semaines de recul, la Bourse de Tokyo s'est redressée au cours de celle qui vient de s'achever, grâce à d'importants achats de sociétés d'investissement, stimulées par la fermeté du yen face au dollar. Le Nikkei a terminé la période, vendredi 3 juillet, à 16 717,78 points, en hausse de 905,05 points, soit une progression de 5,72 %. Le volume moyen quotidien des transactions a atteint 253,6 millions de titres contre 235,2 millions de titres au cours de la semaine précédente.

Après être descendu lundi à son niveau le plus bas de l'année à 15 741,27 points, le marché a retrouvé son énergie perdue mardi. Des achats d'arbitrage sur des contrats à terme ont contribué à raffermir le Nikkei, qui a gagné 1,34 %. La hausse des prix contrecarrait les mauvaises nouvelles des bores d'Etat à encourager à la fois les investisseurs locaux et étrangers, et le Nikkei a enregistré une nouvelle hausse de 2,34 % mercredi.

Jeudi, le Nikkei a poursuivi son ascension (2,65 %) dans l'attente du chiffre du chômage américain : les investisseurs espéraient une baisse du taux d'escompte au cas

où la situation de l'emploi, comme cela s'est vérifié, se dégraderait plus mauvaise que prévu. Après l'annonce, dans la nuit de jeudi, d'une baisse des taux américains, la tonalité générale de la Bourse de Tokyo a été fermée vendredi mais les ventes d'arbitrage et les prises de bénéfice en fin d'après-midi ont entraîné une légère baisse du Nikkei de 0,2 %.

Certains analystes demeurent toutefois pessimistes pour la semaine prochaine. «La hausse d'environ 1 000 points de l'indice, ces trois derniers jours, rend difficile une poursuite de la hausse en dépit de la baisse du taux d'escompte américain», a déclaré l'un d'eux.

Indices du 3 juillet : Nikkei, 16 717,78 (c. 15 812,73); Topix, 1 293,55 (1 231,45).

| | Cours 26 juin | Cours 3 juillet |
|---------------------|---------------|-----------------|
| Akai | 1 110 | 1 200 |
| BridgeStone | 1 110 | 1 150 |
| Canon | 1 370 | 1 370 |
| Fuji Bank | 1 250 | 1 380 |
| Honda Motors | 1 350 | 1 340 |
| Matsushita Electric | 1 370 | 1 350 |
| Mitsubishi Heavy | 530 | 560 |
| Sony Corp. | 4 110 | 4 180 |
| Toyota Motors | 1 450 | 1 440 |

LONDRES

Sixième semaine de baisse -1,46 %

Les valeurs ont poursuivi leur baisse pour la sixième semaine consécutive (-1,46 %) en raison des études pessimistes sur la conjoncture économique. Les difficultés de British Petroleum et la réduction du dividende de British Steel ont fait mauvaise impression dans un marché qui, de plus, s'interroge sur ses capacités à absorber les nombreuses émissions d'actions décidées par les sociétés cet été. Ainsi, l'introduction en Bourse de 20 % du capital du groupe de presse The Telegraph a été boudée par le public. Quant au distributeur de meubles MFI Furniture Group, il a dû fixer le prix de son offre publique de vente bien en dessous des attentes.

Indices «FT» du 3 juillet : 100 valeurs 2 497,1 (c. 2 534,1); 30 valeurs 1 915,5 (c. 1 963,9); fonds d'Etat 89,75 (c. 88,91); mines d'or 90,1 (c. 94,7).

| | Cours 26 juin | Cours 3 juillet |
|--------------|---------------|-----------------|
| Allied Lyons | 6,32 | 6,32 |
| BP | 2,69 | 2,69 |
| BT | 4,69 | 4,69 |
| Cadbury | 4,68 | 4,68 |
| De Beers | 12,25 | 12,125 |
| Glaxo | 6,95 | 6,62 |
| GUS | 14,75 | 14,38 |
| ICI | 2,19 | 11,71 |
| Reuteurs | 11,34 | 11,36 |
| RTZ | 6,07 | 6,01 |
| Shell | 5,64 | 4,97 |
| Unilever | 9,47 | 9,25 |

FRANCFORT

Redressement +1,3 %

Après un début de semaine nerveux, la Bourse de Francfort s'est ressaisie en cours de semaine tandis que les transactions se contractaient en cette aube de période estivale. Elle s'est ainsi appréciée de 1,3 %, effaçant la baisse de la semaine précédente. Sur l'ensemble du premier semestre, l'indice DAX a gagné près de 11 %, ce qui représente un «résultat respectable» par rapport aux autres Bourses internationales, note la Commerzbank. Le marché a été porté par la conjoncture, meilleure que prévu dans le pays, les espoirs d'une baisse prochaine des taux directeurs allemands et l'annonce de résultats meilleurs qu'espéré par de nombreuses entreprises pour 1991. En ce début de second semestre, les perspectives sont moins roses du fait de la croissance monétaire toujours élevée en Allemagne.

Indice du 3 juillet : DAX 1 776,98 (c. 1 754,13).

| | Cours 26 juin | Cours 3 juillet |
|--------------|---------------|-----------------|
| AEG | 188 | 192 |
| BASF | 243 | 241,40 |
| Bayer | 283,50 | 281,20 |
| Commerzbank | 251,50 | 260,50 |
| Deutschebank | 668,30 | 710,40 |
| Hoechst | 253,90 | 251,50 |
| Karstadt | 616 | 629 |
| Mannesmann | 298,50 | 305,50 |
| Siemens | 664 | 675,90 |
| Volkswagen | 386 | 386,90 |

Banques, assurances

| | 3-7-92 | Diff. |
|---------------------|--------|--------|
| ACF | 475,40 | -6,60 |
| AXA (ex-Cie Midl.) | 911 | -30 |
| Equil Equipement | 186,10 | -5,90 |
| Banque (C) | 395,10 | -14,90 |
| Cotelem | 177,60 | -4,50 |
| CCF | 830 | -36 |
| CFI (coup. 13 F) | 222,60 | -5,40 |
| Chargours | 178 | -40 |
| C. Local de France | 243 | -7 |
| CPR | 1403 | -2 |
| Eurofrance | 1669 | -11 |
| GAN (coup. 50 F) | 670 | inch. |
| Loire (c. 70 F) | 340 | -11 |
| Paribas | 624 | -14 |
| Schneider (c. 13 F) | 424 | -14 |
| Société générale | 495,60 | +2 |
| Sovac | 770 | -14 |
| Suez (c. 8,30 F) | 268,60 | -19,80 |
| UAP | 462,50 | -38 |

Alimentation

| | 3-7-92 | Diff. |
|--------------------|--------|-------|
| Bouygues | 3010 | -20 |
| BSN | 1105 | +11 |
| Carrefour | 2654 | -39 |
| Casino G. P. | 143,50 | -5,20 |
| Enr. Bég. Sny. | 655 | -5 |
| Gu. G. (c. 20 F) | 1640 | -46 |
| LVMH | 3730 | -235 |
| Oliver | 116 | -17 |
| P. Ricard (c. 4 F) | 407 | inch. |
| Promodis | 695 | -10 |
| S. Low (c. 32 F) | 1205 | -42 |
| Nestlé | 36200 | -140 |

Matériel électrique

| | 3-7-92 | Diff. |
|-------------------------|--------|-------|
| Alc. Alsth. (c. 13 F) | 643 | +8 |
| C D M E (c. 13 F) | 410 | -2,5 |
| CSBE | 276 | -4 |
| Général des eaux | 2 261 | +85 |
| Internechnique | 710 | -90 |
| Labinal | 740 | +15 |
| Legend | 4 823 | +113 |
| Lyon. des eaux | 528 | +2 |
| Matra | 196 | +8,5 |
| Merl. Ger. (c. 10,50 F) | 492 | +4,2 |
| Moulinex | 156,2 | -43 |
| Radiorécepteur | 579 | -26 |
| SEB | 2 000 | -7,9 |
| Sext. Avionique | 190,1 | -7 |
| Thomson-CSF | 148 | -5,6 |

Valeurs diverses

| | 3-7-92 | Diff. |
|---------------------|--------|--------|
| Accor | 743 | +4 |
| Air liquide | 783 | +13 |
| Bic | 905 | -12 |
| Bis coupon 4 F | 293,10 | -3,90 |
| CCIP | 1 052 | -56 |
| Club Méd. | 468 | -11,80 |
| EIF Sanofi | 1 057 | -1 |
| Emaker coup. 8,60 F | 423,50 | +1,60 |
| Euro Disney | 104,90 | -5,1 |
| Europe 1 | 1 009 | -1 |
| Eurotunnel | 33,95 | +1,15 |
| Gr. Clu | 125,50 | -3 |
| Hachette | 497 | +1,50 |
| Marine Wende | 290,90 | -6,10 |
| Navigation mixte | 985 | -43 |
| Nord-Est | 118,40 | -3,70 |
| L'Oréal | 930 | +10 |
| Saint-Gobain | 577 | +7 |
| Sis Rossignol | 640 | -40 |

Pétroles

| | 3-7-92 | Diff. |
|----------------------|--------|-------|
| BP-France | 105 | -2,50 |
| ELF-Aquit. (c. 13 F) | 360,50 | -3 |
| Esso | 752 | +17 |
| Primagaz | 391,10 | -0,10 |
| Total | 234,20 | -2,30 |
| SAGEM | 812,50 | -3,90 |
| Petrolia | 1 835 | +120 |
| Poliet | NC | 0 |
| Royal Dutch | 450,70 | -4,60 |

Bâtiment, travaux publics

| | 3-7-92 | Diff. |
|-----------------------|--------|--------|
| Bouygues | 572 | -9 |
| Ciments français | 390 | +19,40 |
| GTW | 430 | inch. |
| Immob. Phénix | 126,90 | -0,10 |
| J. Lafarge | 620 | -24 |
| Lafarge-Cop. (c. 9 F) | 327,10 | -6,40 |
| SCE | 202 | -5 |

Produits chimiques

| | 3-7-92 | Diff. |
|-----------------------|--------|-------|
| Institut Mérieux | 6 300 | -240 |
| Roum. Uclaf (c. 25 F) | 2 240 | -35 |
| Synthelabo (c. 13 F) | 995 | -6 |
| BASF | 801 | -32 |
| Bayer | 944 | -8 |
| Hoechst | 836 | -4 |
| Imp. Chemical | 113,50 | -5 |
| Norsk Hydro | 129 | -6 |

Métallurgie, construction mécanique

| | 3-7-92 | Diff. |
|----------------------|--------|--------|
| Alpi | 306 | -21 |
| Des. Aviat. (c. 4 F) | 352,50 | +3,50 |
| De Dietrich | 1786 | +27 |
| Fives-Lille | 362 | +11 |
| Peugeot (c. 13 F) | 712 | +6 |
| SAGEM | 2155 | -35 |
| Valpar | 790 | -13 |
| Satrat, Facon | 764 | -11 |
| Valloire | 187,30 | -13,70 |

Mines, caoutchouc

| | 3-7-92 | Diff. |
|-----------------|--------|--------|
| Géophysique | 718 | -1 |
| Imetal (c. 9 F) | 330 | inch. |
| Métallurgie | 73,10 | -10,30 |
| Michelin | 20,30 | -7,60 |
| RTZ | 58 | -0,38 |
| ZCI | 3,60 | -0,38 |

Mines d'or, diamants

| | 3-7-92 | Diff. |
|----------------|--------|-------|
| Anglo-American | 160 | -3,90 |
| Bullfinch | 32,10 | -1,40 |
| De Beers | 117,60 | -4,40 |
| Driefontein | 57 | -0,50 |
| Harmony | 19,20 | -3,80 |
| Randfontein | 20,95 | -0,40 |
| Santo-Helen | 26,60 | -1,30 |
| Western Deep | 122,50 | -9 |

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 3 juillet 1992
Nombre de contrats : 110 132 environ

| COURS | ÉCHÉANCES | | | |
|--------------|-----------|---------|---------|---------|
| | SEPT. 92 | DÉC. 92 | MARS 93 | JUIN 93 |
| Premier | 107,70 | 107,94 | 108,26 | 108,56 |
| + haut | 107,96 | 108,14 | 108,46 | 108,56 |
| + bas | 107,66 | 107,94 | 108,26 | 108,56 |
| Dernier | 107,92 | 108,14 | 108,40 | 108,56 |
| Compensation | 107,92 | 108,16 | 108,50 | 108,72 |

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

| | 26-6-92 | 29-6-92 | 30-6-92 | 1-7-92 | 2-7-92 |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| RM | 5 027 931 | 3 864 991 | 4 962 462 | 1 790 906 | 3 072 493 |
| Comptant | 24 982 312 | 24 039 039 | 37 345 028 | 19 599 432 | 24 168 743 |
| R. et obl. | 255 446 | 172 002 | 247 308 | 111 390 | 136 114 |
| Actions | 30 265 689 | 28 076 032 | 42 554 798 | 21 501 728 | 27 377 350 |

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)

| | 29-6-92 | 30-6-92 | 1-7-92 | 2-7-92 | 3-7-92 |
|--------|---------|---------|--------|--------|---------|
| France | 110,9 | 110,5 | 110 | 108,9 | 108,8</ |

150

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Importante libéralisation en Allemagne

La banque centrale de Francfort a annoncé, vendredi 3 juillet, une série d'allègements dont on attend, d'une part qu'ils rendent plus économiques les euro-émissions de titres libellés en marks, et d'autre part, qu'ils attirent de nouveaux investisseurs jusqu'alors rebutés par des contraintes auxquelles ils refusaient de se plier. Le plus important changement concerne la cotation des obligations offertes en souscription publique. Il faut auparavant que cette cotation ait lieu en Allemagne. Or, c'est une solution coûteuse qui revient cher aux émetteurs, en particulier parce que les banques allemandes chargées de lourdes commissions d'introduction en Bourse. A partir du mois prochain, comme pour la grande majorité des autres euro-obligations, les emprunteurs pourront faire coter les titres à une Bourse beaucoup moins onéreuse, comme celle de Luxembourg, par exemple.

Une autre modification de taille porte sur les règles juridiques qui régissent les emprunts de débiteurs étrangers libellés en deutschemarks. Actuellement, sans exception, ils sont soumis au droit allemand. C'est pour certains emprunteurs de tout premier plan une entrave insurmontable. L'Italie, qui pourtant a souvent été soumise à cet état de fait, n'a jamais pu l'accepter. Maintenant que cette restriction est levée, ce pays, lorsque sa propre situation politique lui permettra de reprendre son programme d'emprunts internationaux, aura à sa disposition une source de financement supplémentaire.

On attend également beaucoup de poids à la liberté nouvellement acquise pour un emprunteur en marks de retirer comme principal agent payeur une banque domiciliée dans un autre pays que l'Allemagne. Pour tous ceux qui redoutaient que le marché de l'euro-mark soit de plus en plus soumis au contrôle du fisc de Bonn, c'est l'assurance que ce compartiment bénéficiera d'un traitement différent de celui du marché national des titres en marks et que les étrangers pourront compter toucher l'intérêt de leurs investissements en euro-obligations sans déduction d'un précompte allemand.

Les nouvelles dispositions annoncées vendredi rendront en

outre possibles les émissions internationales en marks de courts termes, de moins de deux ans, à condition que les débiteurs ne soient pas des banques. C'est une éventualité susceptible d'attirer davantage d'emprunteurs, tant sur le marché des obligations que sur celui des billets de trésorerie.

Parmi les restrictions qui subsistent, la principale concerne le domicile de l'intermédiaire financier chargé du montage et du lancement de l'emprunt. Il faudra que cet intermédiaire, allemand ou étranger, dispose sur le territoire de la République fédérale d'un établissement suffisamment grand pour mener à bien sa tâche, sur place. Il n'est donc pas question d'émettre des euro-obligations en marks à partir de Londres. Des exigences semblables font, par exemple, que tous les euro-emprunts en francs français soient émis à Paris et que ceux en florins soient émis à Amsterdam.

Une émission frontalière

D'une façon générale, les opérateurs sur les marchés des capitaux ne manquent jamais de saluer les mesures de libéralisation décidées dans tel ou tel compartiment. Ils y voient avec justesse un signe de force. Les nouvelles dispositions allemandes sont particulièrement bienvenues car elles permettent en partie de compenser la défaillance actuelle du marché des titres en francs. Celui-ci est mis en veilleuse jusqu'au référendum français du 20 septembre qui décidera de la ratification du traité de Maastricht.

Un département français, la Haute-Savoie, s'est distingué la semaine passée en ouvrant le marché suisse des capitaux. Aucun débiteur étranger n'y avait offert des obligations nouvelles en souscription publique depuis de nombreuses semaines car les taux de rendement ne cessaient de grimper. L'opération est très intéressante. La notoriété de l'emprunteur est grande en Suisse et cela lui a permis de se présenter sans se soucier de faire évaluer son crédit par les établissements spécialisés, dont le jugement est de plus en plus pris en considération sur le plan international. L'affaire diffère des emprunts d'autres collectivités

locales françaises en ceci que la Haute-Savoie dispose de recettes en francs suisses qui font qu'elle peut, sans risque, envisager de rembourser sa dette dans cette monnaie. Ses ressources proviennent de l'impôt prélevé à la source sur les revenus des travailleurs frontaliers français employés dans la région de Genève et qui sont rattachés à la France par les autorités helvétiques. L'emprunt que dirige la Société de banque suisse porte sur 140 millions de francs suisses pour une durée de dix ans. Il coûte aux débiteurs moins de 8 % par an, tout compris.

Dans la foulée, un second emprunt français s'est annoncé en Suisse. La transaction de France Télécom se monte à 150 millions de francs suisses pour une durée de dix ans également. Le débiteur s'étant toutefois ménagé des possibilités de sortie dans sept, huit, neuf ans. L'opération est très avantageuse. A supposer que l'emprunteur ne la dénonce pas par anticipation, elle ne lui coûtera que 7,52 % l'an. La direction de cette émission était confiée au Crédit suisse. France Télécom a, par ailleurs, sollicité le marché de l'euro-franc français où cette entreprise s'est assurée d'un financement de 2 milliards de francs hexagonaux pour une durée de neuf ans. Considéré d'un point de vue relatif, ce coût est peu élevé. L'affaire ne coûte à l'emprunteur, frais et commission inclus, que 37 points de base de plus que le rendement des fonds d'Etat de même durée. Les investisseurs, au départ, étaient assurés d'une rémunération supérieure de 32 points à celle des titres du Trésor. Cela a pourtant suffi à faire de cet emprunt une réussite éclatante. Le débiteur qui, visiblement, table sur un abaissement du niveau de l'intérêt, a conclu avec le Crédit lyonnais un accord qui lui permet de différer la mise à disposition des fonds, aux mêmes conditions relatives que celles arrêtées à l'émission. L'accord porte sur une période de cinq mois. Si les rendements des fonds d'Etat diminuent, le coût de sa transaction diminuera de façon parallèle.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le dollar à la dérive

Augmentation du chômage et diminution du taux d'escompte de la Réserve fédérale aux Etats-Unis : jeudi 2 juillet, c'en était trop pour le dollar, qui plongeait en quelques minutes de 5,11 francs à 3,06 francs, tombant un moment à 1,50 deutschemark, plus tellement loin des 4,95 francs de décembre 1990 et de son record historique de hausse à 1,44 DM, le 19 février 1991. A la veille du week-end, sur des marchés très étroits en raison du chômage du 3 juillet, veille de la fête de l'indépendance aux Etats-Unis, la devise américaine remonte un peu à 5,11 francs et 1,510 DM, mais les opérateurs ne se montraient guère optimistes sur sa santé, certains le voyant descendre à 4,50 francs. C'est peut-être excessif, mais il faut reconnaître que la déception est à la mesure des espoirs de hausse du billet vert nourris en début d'année. La reprise de l'économie américaine était à portée de main, et il fallait parier sur la remontée du dollar.

Apparemment, cette reprise tarde à venir, si tant est qu'elle vienne et, surtout, élément capital sur les marchés de change, l'écart de taux d'intérêt entre les Etats-Unis et l'Allemagne s'est encore creusé cette semaine, passant de 6 % à 6,50 %. Cela signifie qu'un détenteur de capitaux internationaux obtient, pour un

placement à trois mois, 9,75 % à Francfort et 3,25 % à New-York. Pour la spéculation, qui représente près des trois quarts des transactions sur les marchés, il devient ruineux de jouer à la hausse sur le billet vert. Pour acheter du dollar, à terme évidemment, il faut d'abord vendre des marks, qu'on n'a pas et qu'on emprunte, à 9,75 % précisément. Les dollars acquis ne rapportent que 3,25 %, cela revient à majorer leur cours de la différence, soit 6 %, sur les marchés de change à terme, ce qui devient prohibitif et « plombé » désespérément la devise américaine.

La chute du dollar ne paraît guère inquiéter les grands pays industrialisés. Les Etats-Unis n'en ont cure, et même s'en satisfaisant puisqu'elle favorise leurs exportations. En France, le gouvernement commence à la trouver « préoccupante » et de nature à atténuer les gains de compétitivité de l'économie française, de même qu'à creuser le déficit commercial de notre pays avec les Etats-Unis : les exportateurs de produits agroalimentaires et de spiritueux font grise mine. En revanche, cette chute est un pur ravissement pour la Banque fédérale d'Allemagne : la revalorisation correspondante du mark est une puissante arme contre l'inflation, puisqu'en abaissant le coût des importations, notamment des

matières premières, elle contribue à freiner la hausse des prix domestiques. Dans le Système monétaire européen, le franc a suivi le mark, dont le cours à Paris s'est maintenu avant de monter à 3,365 francs vendredi soir. « Notre monnaie dispose d'une marge d'appréciation, car elle a traversé sans trop de dommage les turbulences de ces dernières semaines et son cours ne reflète pas encore l'état de l'économie française », a déclaré le ministre des finances, M. Michel Sapin. Sans doute, mais le problème de la tenue du franc est plus complexe, comme l'indiquent les études du « Monde-L'Économiste » à paraître lundi 6 juillet (daté mardi 7 juillet). En Italie, la Banque centrale a dû démentir avoir ordonné la suspension des transactions sur le marché des changes de Milan vendredi après-midi, mais a vendu à nouveau des marks. Psychologiquement, ce genre de rumeur est exécrable, surtout dans le climat politique italien.

F. H.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 29 JUIN AU 3 JUILLET 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| PLACE | Libra | \$ E.U. | Franc français | Franc suisse | D. mark | Franc belge | Florin | Unité italienne |
|--------------|--------|---------|----------------|--------------|---------|-------------|---------|-----------------|
| New-York... | 1,0000 | — | 19,3629 | 73,6186 | 65,8979 | 3,2078 | 58,4824 | 8,00070 |
| Paris... | 1,0000 | — | 19,3106 | 73,6186 | 64,9140 | 3,1526 | 57,5871 | 8,00059 |
| London... | 1,0000 | — | 19,3106 | 73,6186 | 64,9140 | 3,1526 | 57,5871 | 8,00059 |
| Zurich... | 1,0000 | — | 19,3106 | 73,6186 | 64,9140 | 3,1526 | 57,5871 | 8,00059 |
| Frankfurt... | 1,0000 | — | 19,3106 | 73,6186 | 64,9140 | 3,1526 | 57,5871 | 8,00059 |
| Bruxelles... | 1,0000 | — | 19,3106 | 73,6186 | 64,9140 | 3,1526 | 57,5871 | 8,00059 |
| Amsterdam... | 1,0000 | — | 19,3106 | 73,6186 | 64,9140 | 3,1526 | 57,5871 | 8,00059 |
| Milan... | 1,0000 | — | 19,3106 | 73,6186 | 64,9140 | 3,1526 | 57,5871 | 8,00059 |
| Tokyo... | 1,0000 | — | 19,3106 | 73,6186 | 64,9140 | 3,1526 | 57,5871 | 8,00059 |

A. Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 3 juillet, 4,089453 F contre 4,1230096 F le vendredi 26 juin 1992.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Dernière carte aux Etats-Unis

Jeudi 2 juillet, en début d'après-midi, un coup de massue s'abatait sur les milieux financiers et économiques des Etats-Unis, et il faut le dire, sur l'ensemble de la planète : le taux de chômage américain, au lieu de fléchir en juin, passait de 7,5 % à 7,8 % de la population active, chiffre plus élevé depuis treize ans, et on annonçait 117 000 suppressions d'emplois, au lieu des 70 000 à 90 000 créations escomptées. Un seul coup pour la croissance économique et pour les chances de réélection du président Bush en novembre.

La Réserve fédérale, déjà adjurée, par ce même président, d'assouplir sa politique, réagissait au quart de tour en abaissant, aussitôt, son taux d'escompte d'un demi-point, à 3 %, au plus bas depuis 1964 et la septième diminution depuis le début de 1980. Pour la Banque centrale, l'inflation d'environ 3 % par an à l'heure actuelle, n'est pas à craindre. Aussitôt, elle a abaissé de 3,75 % à 3,25 % son taux directeur sur le marché interbancaire, tandis que les banques ramenaient leur taux de base de 6,50 % à 6 %.

« Trop tard pour faire sentir ses effets avant l'élection présidentielle », commentaient les analystes. En tout cas, les Etats-Unis ne manqueraient pas de demander à l'Allemagne d'en faire autant, lors de la réunion du groupe des Sept du 6 au 8 juillet à Munich. La réponse est déjà connue : c'est non. « Nous repousserons les offres de nos partenaires, et ne baisserons nos taux d'intérêt que lorsque les conditions économiques le permettront », a déclaré par avance le gouvernement allemand.

Placement de nouvelles émissions

A Paris, le MATIF a accueilli avec faveur l'abaissement des taux américains, notamment celui du rendement des emprunts à long terme, revenu à 7,63 % pour le treize ans. Sur notre marché, le cours de l'échéance septembre est passé de 107,36 à près de 108 (107,92), le rendement de l'OAT à dix ans revenant de 8,80 % à 8,71 %. Outre la décision américaine, la clôture de l'offre d'échange du Trésor (voir plus loin), opération qui avait provoqué des ventes de couverture sur le MATIF, et la rumeur d'un abaisse-

ment prochain des taux britanniques, ont nettement réchauffé l'atmosphère et provoqué un retour des étrangers. Sur le marché obligataire, ce réchauffement a été favorable au placement de nouvelles émissions, avant le grand calme de l'été. Le Trésor a levé, sans difficultés, 10 milliards de francs d'obligations assimilables (OAT), lors de son adjudication mensuelle du 2 juillet, dont 5,75 milliards de francs sur la ligne à dix ans (OAT) et 4,25 milliards de francs sur la ligne à trente ans, cette dernière ayant été assez recherchée par les non-résidents. S'y ajoutent 2,3 milliards de souscriptions non compétitives des spécialistes en valeur du Trésor (SVT). Les rendements, naturellement, se sont inscrits en hausse, mais pas trop : respectivement 8,77 % et 8,74 % contre 8,72 % le mois dernier.

Sur sept mois, le Trésor aura donc levé un peu plus de 82 milliards de francs sur les 136 milliards de francs de son programme domestique, auxquels s'ajoutent 36 milliards de francs d'émissions en euros. Il est donc un peu en avance sur son calendrier théorique (79 milliards de francs). Les premiers résultats de l'offre d'échange sur fonds d'Etat, lancée le 19 juin sur 45 emprunts d'un montant de 140 milliards de francs, sont tombés : au 1^{er} juillet, 45 milliards de francs de titres, en nominal, ont été apportés par les investisseurs institutionnels, sur 83 milliards de francs qui leur étaient offerts, soit un taux d'échange de 54 %, assez inespéré pour les services du Trésor, qui tablèrent sur 25 % à 35 %. Les gestionnaires institutionnels, très logiquement, ont choisi la liquidité, se portant à hauteur de 17 milliards de francs sur l'échéance 1998 (auparavant assez peu chargée en remboursements), 20 milliards de francs sur l'échéance 2003 et 12 milliards de francs sur l'échéance 2008.

Le 16 juillet, on connaît les résultats de l'offre d'échange faite aux personnes physiques, qui porte sur 37 milliards de francs d'obligations d'Etat, dont la durée de vie ne dépasse pas fin juillet 1994, l'offre se limitant à des OAT 9,5 % 1998 (six ans). La série du Trésor n'attendait que 3 milliards de francs environ, peut-être 5 milliards de cette seconde partie de l'offre, les particuliers se

souhaitant beaucoup moins de la liquidité et conservant le plus souvent leurs titres, jusqu'à l'échéance finale. D'autre part, les réseaux des banques ont perdu la main pour placer des emprunts d'Etat.

Pendant que l'enquête de la COB se poursuit sur les conditions dans lesquelles a été annoncée l'offre de 19 juin, certains font observer que les gonflements subits des transactions effectuées, les semaines précédentes, sur des lignes d'emprunts offerts à l'échange, et habituellement peu négociés, s'expliquent par les ventes et rachats de SICAV avant et après le détachement du coupon, souvent pour des raisons fiscales. Cette même semaine, le Crédit national, sous l'égide de la Société générale, et Floral, flux nez du Crédit local de France, ont levé chacun 1 milliard de francs, à des taux nominaux de 9 % et 9,30 %, dans des conditions assez satisfaisantes, surtout le Crédit national, les taux nominaux en question étant jugés assez attractifs, leur montant réduit, et le marché des émissions s'appuyant à former ses porteurs pour l'été, après l'offre géante du Trésor et l'adjudication d'OAT. L'emprunt de la Caisse de refinancement hypothécaire sera sans doute le dernier avant le chômage total du 15 juillet au 15 août.

L'actualité de la semaine dernière ne nous avait pas permis d'évoquer l'indignation de la Société générale après la décision, prise par l'agence de notation Moody's, de placer sous surveillance, en vue d'un éventuel abaissement (downgrading), la notation de la dette à long terme de la banque classée « triple A ». Motifs avancés par l'agence : « l'impact, à long terme, des changements structurels du système bancaire français sur la rentabilité de la Société générale, ses risques d'achats et ses fonds propres ». Les dirigeants de l'établissement ont fait valoir qu'il jouit de la meilleure rentabilité du capital des banques françaises, qu'il est très peu présent sur les grands risques bancaires, et que ses engagements sur l'immobilier sont inférieurs à 10 milliards de francs. Tout le monde ne peut pas en dire autant !

FRANÇOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

Les éclats du platine

Jamais depuis treize mois les cours du platine n'ont été aussi élevés. Ils se sont considérablement raffermis cette semaine sur le marché londonien, l'once gagnant en cinq séances plus de 6 % pour s'établir à près de 388 dollars, soit un bond de plus de 20 dollars. A New-York, les cours ont même, au moment touché le plafond de 400 dollars l'once, avant de s'effriter légèrement. Les spécialistes estimaient que le marché pourrait franchir cette barre dans les prochains jours.

A l'origine de ce mouvement, les troubles survenus ces jours derniers en Afrique du Sud et le durcissement consécutif des relations entre l'ANC de M. Nelson Mandela et le président De Klerk. On redoutait l'éventualité de grèves dans les mines de platine, les responsables syndicaux ayant lancé un mot d'ordre pour le 3 août si le dialogue ne reprenait pas entre les parties prenantes. Des conflits sociaux auraient des répercussions évi-

dentement sur les prix de ce métal considéré comme stratégique, dont près de 70 % de l'offre mondiale est concentrée en Afrique du Sud. Mais le mouvement observé cette semaine contient une bonne part de spéculation et d'irrationalité. Une grève n'entraînerait en effet de pénurie que dans plusieurs mois. Or c'est l'échéance de livraison la plus rapprochée (juillet) qui fait l'objet d'une augmentation sensible. Les échéances plus éloignées, qui devraient « monter », sont au contraire en retrait.

Quant à la spéculation, elle est le fait des fonds de placement américains qui se portent automatiquement sur le platine lorsqu'il se renchérit, grossissant ainsi le phénomène de hausse. En toute logique, ces fonds prendront leurs bénéfices dès que la tendance marquera le pas, et ils amplifieront cette fois le mouvement de repli.

Des stocks réduits

Si une interruption des livraisons de ce pays reste fort improbable, il est cependant risqué pour les industriels consommateurs d'avoir des stocks réduits. C'est le cas pour la plupart d'entre eux, qui s'approvisionnent « de la main à la bouche », c'est-à-dire au coup par coup sur le marché en fonction de leurs besoins du moment. Une stratégie avantageuse lorsque l'offre connaît une stabilité de volumes et de prix, mais qui peut se révéler très coûteuse lorsque les prix, comme ces jours derniers, connaissent un accès de fièvre imprévisible.

Cela étant, la conjoncture du platine vient conforter la tendance de fond annoncée en mai par la firme britannique Johnson Matthey, qui parle dans son rapport « Platinum 1992 » d'une « amélioration probable de l'équilibre entre l'offre et la demande » et d'un « renforcement progressif des prix, qui devrait se confirmer d'ici le troisième trimestre de 1992 ». Si le

marché n'entrevoit pas encore ses prix d'il y a deux ans (472 dollars l'once, en moyenne, pendant l'année 1990), il semble que le creux de la vague soit oublié.

Au comptoir de négoce Lyon-Allemant, on note l'existence d'un potentiel d'augmentation de la consommation de platine dans l'industrie automobile européenne. Pour une raison simple : c'est le 1^{er} janvier 1993 qu'entrera en vigueur la réglementation antipollution sur tous les véhicules de plus de 1 400 cm³ dans la Communauté. Le platine trouvera un débouché substantiel dans la fabrication des pots catalytiques.

En outre, l'augmentation programmée de la production sud-africaine dans les prochains mois est remise en cause, soit que les plans d'investissement aient été ralentis, soit qu'ils aient été purement et simplement stoppés. Aussi devrait-on revenir à un certain équilibre en termes d'offre et de demande. D'autant que les Russes ne semblent pas être, cette année, très agressifs sur les marchés, comparé à l'an passé. Ils avaient écoulé, en 1991, quelque 1,1 million d'onces sur les marchés occidentaux, provoquant de sérieux ravages sur les prix. En rythme annuel, leurs ventes des cinq premiers mois de l'année représentent une moyenne de 500 000 à 600 000 onces, un volume jugé plus « raisonnable ».

Le principal motif d'inquiétude vient du Japon, actuellement le premier consommateur mondial de métal blanc, tant pour la joaillerie que pour les placements. La situation de non-reprise qui prévaut dans ce pays est de mauvais augure pour les ventes de platine. Aussi l'emballlement du marché pourrait-il s'être qu'un feu de paille qui aura stimulé la spéculation, sans effet majeur sur l'économie du secteur.

ÉRIC FOTTORINO

| PRODUITS | COURS DU 3/7 |
|----------------------------------|--------------------------------|
| Cuivre h. g. (London) Trois mois | 1 315 (+ 47) Livres/tonne |
| Aluminium (London) Trois mois | 1 347 (+ 78) Dollars/tonne |
| Nickel (London) Trois mois | 7 718 (+ 423) Dollars/tonne |
| Sucre (Paris) Août | 283 (+ 8,7) Dollars/tonne |
| Café (London) Septembre | 717 (+ 49) Livres/tonne |
| Cacao (New-York) Septembre | 959 (+ 98) Dollars/tonne |
| Biz (Chicago) Septembre | 348 (-) Cents/boisseau |
| Mais (Chicago) Septembre | 257 (+ 3) Cents/boisseau |
| Soya (Chicago) Août | 181,3 (+ 2,3) Dollars/boisseau |

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

En Tchécoslovaquie

M. Vaclav Havel n'a pas été réélu président de la République fédérale

Les députés nationalistes slovaques à l'Assemblée fédérale, aidés par les communistes et l'extrême droite tchèque, ont, comme prévu, empêché vendredi 3 juillet la réélection du président Vaclav Havel à la tête de la fédération tchèque et slovaque. Plus de la moitié des trois cents députés du Parlement de Prague se sont prononcés à deux reprises contre sa reconduction. Un nouveau scrutin aura lieu le 16 juillet.

PRAGUE

correspondance

La « surprise » qu'avait espéré M. Vaclav Havel, le nouveau premier ministre tchèque - dans une interview au quotidien conservateur *Telegraf* - ne s'est donc pas produite. Conformément à leurs intentions, les trois formations nationalistes slovaques qui ont gagné les élections de juin - le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS), les ex-communistes et les indépendantistes - ont voté contre la candidature du président Havel.

Seul candidat à la présidence, il a obtenu 22 voix au premier tour (il en fallait 45) dans la moitié slovaque de la Chambre des députés. Dans la partie tchèque, qui vote séparément, 47 députés se sont prononcés pour M. Havel. Dans la Chambre du peuple, le seul des trois cinquièmes n'a pas non plus été franchi avec seulement 79 voix pour, sur les 90 nécessaires. Au second tour, la majorité absolue requise n'a pas été atteinte dans la partie slovaque de la Chambre des députés, où seuls 18 députés ont voté pour M. Havel (38 étaient nécessaires). Sa réélection a été acquise de justesse dans la partie tchèque avec 45 voix pour et, dans la Chambre du peuple, avec 50 bulletins favorables.

Manifestation devant le Parlement

L'échec de M. Havel dans sa conquête d'un troisième mandat présidentiel, bien qu'attendu, a toutefois été plus sévère qu'espéré. Le président l'a d'ailleurs reconnu dans une déclaration publiée après l'annonce des résultats. « Ces élections montrent, a estimé son porte-parole Michael

Zantovsky, de profondes divergences autour de la personne de M. Havel. Elles témoignent également d'une polarisation de plus en plus importante. » Les communistes tchèques, qui, selon leur président Jiri Svoboda, « n'avaient pas reçu de consigne », ont voté en majorité contre le président Havel, comme les républicains tchèques (extrême droite).

Le leader d'extrême droite, Miroslav Sládek, le seul à avoir applaudi à l'annonce de la non-réélection de M. Havel, a été vivement pris à partie à son départ du Parlement par des manifestants pro-Havel. Des centaines de ceux-ci avaient stationné toute la journée devant le bâtiment. Alors qu'un grand nombre d'élus ont préféré sortir de l'Assemblée par une issue dérobée, M. Sládek a été

apostrophé, frappé et poursuivi par la foule jusque dans le métro. Le président Havel, bien que non réélu, demeure chef de l'Etat tchécoslovaque. Il le restera jusqu'au 3 octobre, comme le prévoit la Constitution, si aucun autre candidat ou lui-même ne sont élus lors d'un prochain scrutin. Le 16 juillet, une nouvelle élection, avec des candidats différents, aura lieu à l'Assemblée fédérale.

Une solution de compromis

Le Parti démocratique civique (ODS) de M. Klaus, qui a proposé la candidature de M. Havel - « la seule personnalité ayant une stature d'intégrité et de stabilité dans la société » - ne présentera pas d'autre candidat.

L'ODS, qui a insisté, contre

l'avis du HZDS de M. Meciar, pour organiser le deuxième tour le même jour afin d'éviter tout « marchandage autour de la personne de M. Havel », s'est félicité de la « clarté de la situation ».

Le mouvement de M. Meciar n'a pas encore défini son attitude au sujet de la prochaine élection présidentielle, selon un de ses cinq représentants au gouvernement fédéral. Ce parti, conscient des dangers d'une réaction imprévisible de la société tchèque après l'affront infligé à M. Havel, qui jouit du soutien de 60 % de la population en Bohême et en Moravie, semble montrer des signes d'apaisement. Une solution de compromis, déjà proposée par l'ODS lors des négociations sur la formation du gouvernement fédéral, consisterait à voter la prolongation du mandat

du président Havel de six mois ou d'un an, jusqu'à la partition de la Tchécoslovaquie en deux Etats indépendants.

La possibilité que le mandat de M. Havel s'achève début octobre, à la date où la décision sur la partition du pays devra être tombée, n'est pas pour déplaire à la droite tchèque. Cela éviterait à M. Havel de devenir le liquidateur de la Tchécoslovaquie, ce qu'il ne veut pas être, et lui permettrait de répondre favorablement à l'offre faite par l'ODS d'occuper le poste de président tchèque que devrait créer la prochaine Constitution, dont la rédaction est une priorité du gouvernement de M. Klaus.

MARTIN LUCHTA

L'homme de la « révolution de velours » a chuté sur l'affaire slovaque

BRATISLAVA

de notre envoyé spécial

Il ne s'est guère trouvé d'homme politique slovaque pour pleurer, vendredi 3 juillet au soir, la première défaite électorale du président Vaclav Havel. Seul son ami Jan Carnogursky, ex-dissident catholique, premier ministre de Slovaquie jusqu'à ces dernières semaines et lui aussi battu aux élections - législatives, - est apparu amer, relevant que c'était bien, cette fois, « la fin de la révolution de velours ».

Pour les autres, l'échec de M. Havel n'est que l'aboutissement d'un malaise qui s'est aggravé au fil des mois entre le chef de l'Etat tchèque et la Slovaquie. Personne ici n'est surpris : déjà, cette semaine, plusieurs journaux slovaques avaient vu dans le voyage de M. Havel à Bratislava mercredi « la dernière visite du président Havel en Slovaquie... ».

Personnage exceptionnel qui a fasciné l'Europe après avoir fait tomber le régime communiste dans son pays, le président philosophe s'en était chuté, sauf retour inattendu, sur l'affaire slovaque. Paradoxalement, il est pourtant l'un des rares hommes politiques tchèques de sa génération à avoir mené une véritable réflexion sur la question slovaque, comme en

témoigne l'analyse détaillée qu'il consacre au problème dans un livre écrit sur sa présidence, *Méditations d'été* (1). Tout en s'y déclarant profondément tchécoslovaque et fédéraliste, M. Vaclav Havel reconnaît la légitimité des aspirations slovaques. « Les Tchèques », écrit-il notamment, « ont toujours conçu la Tchécoslovaquie, beaucoup plus que les Slovaques, comme leur Etat. Et ils l'ont conçu comme tel parfois si égoïstement, si dédaigneusement, et avec un tel manque d'égard, qu'ils ont précisément poussé les Slovaques à ne pas concevoir la Tchécoslovaquie comme leur Etat ».

Une série d'impairs

Mais, rétorquent les Slovaques, tout cela il l'a compris trop tard. « M. Havel a une compréhension philosophique, intellectuelle, de la Slovaquie, mais il n'est pas arrivé à la transposer dans la réalité », juge M. Milan Kaszko, qui fut son conseiller tout au début de son premier mandat présidentiel et vient de devenir ministre slovaque des affaires étrangères.

Le premier malentendu entre Bratislava et M. Havel naît dès le début du nouveau régime en 1990 : libérés du communisme, les Slovaques accordent de plus en plus d'importance à la question natio-

nale. A Prague, tout est à faire, et les nouveaux dirigeants, débordés, voient là un problème secondaire qu'ils remettent à plus tard ; le président Havel consacre sa première visite officielle, hautement symbolique, à l'Allemagne, ignorant Bratislava, qui l'attendait. Lorsqu'on leur parle de montée du nationalisme en Slovaquie à cette époque, les dirigeants tchèques ne veulent y voir qu'une manipulation de communistes assoiffés de revanche. M. Havel va pourtant essayer de s'atteler à la tâche dans le courant de l'année 1990, mais les Slovaques ont déjà mal vécu un premier conflit avec les Tchèques, celui de la « guerre du trait d'union » à propos du nouveau nom de la fédération. Alors que les deux Républiques se lancent dans de longues procédures sur la transformation de la fédération, la popularité du président baisse en Slovaquie.

Conscient du fossé qui se creuse, il crée, en mars 1991, une antenne de la présidence à Bratislava. Mais la plus grosse erreur, sans doute, est commise précisément à ce moment-là, lorsque, avec la bénédiction de la présidence, les amis politiques slovaques de M. Havel renversent à Bratislava le gouvernement de M. Vladimir Meciar. Cette opération, perçue par les Slovaques comme une manœuvre de Prague, accroît considérablement la

popularité de M. Meciar, qui, en échange, en gardera une rancune éternelle à l'égard du président. Et le lui fait payer à présent.

Au cours de la campagne pour les élections législatives du 5 juin dernier, M. Havel semble avoir de plus en plus perdu le contact avec la réalité slovaque. Ses appels à l'unité restent bien entendus sans effet et ses dernières déclarations depuis les élections manquent de souffle et d'imagination. Désespéré, son entourage est divisé sur la marche à suivre à l'égard de la présidence fédérale, et M. Havel, après avoir assuré qu'il ne présiderait pas à la liquidation de la Tchécoslovaquie, en vient à envisager de devenir président de la seule République tchèque.

Selon les derniers sondages, seuls 18 % des Slovaques souhaitent le garder comme président fédéral ; depuis six mois, d'après l'Office des statistiques, la popularité de M. Havel en Slovaquie était en fait tombée à 20 %. Comment certains de ses collaborateurs pouvaient-ils se bercer d'illusions au point d'avancer des chiffres de 60 % sortis d'on ne sait où ?

SYLVIE KAUFFMANN

(1) Vaclav Havel, *Méditations d'été*, Editions de l'Aube, 1992, 164 p., 92 F.

Dans un manifeste « Pour l'avenir de la langue française »

Deux cent cinquante personnalités demandent à M. Mitterrand de réagir contre le « tout-anglais »

« Jusqu'au sein de l'appareil d'Etat, quelques décideurs se sont mis en tête de faire renoncer la France à sa langue et de la faire parler anglais ou plutôt américain. » Ainsi commence le « Manifeste pour l'avenir du français » (1) que deux cent cinquante personnalités intellectuelles ou politiques, de quasiment tous les bords, s'apprêtent à adresser au président de la République, au gouvernement et aux députés et sénateurs.

Ce texte - dont l'initiative revient à l'essayiste Dominique Nogués (auteur de la *Colonisation douce*, éditions du Rocher, 1991) et qui a été signé aussi bien par les philosophes Régis Debray et Alain Finkielkraut que par l'ancien ministre Jack Ralite, l'académicien Jean Dautour, le président de France-Plus Arezki Dahmani, l'actrice Marie-Christine Barrault ou les romanciers Philippe Sollers, Hector Bianciotti et Max Gallo - énumère une série de secteurs où le français « est de plus en plus souvent banni en France » : entreprises « de pointe », colloques organisés avec des fonds publics, travaux du Centre national de la recherche scientifique, films à capitaux français, etc.

Selon les signataires - parmi lesquels on retrouve aussi bien Etienne (auteur, dès 1973, de *Parlez-vous français ?*) que des hauts fonctionnaires (Jean-Marie Borez, directeur de France-Culture), des diplomates en exercice (un membre du cabinet du secrétaire général des Nations unies) ou des écrivains étrangers tels le Roumain Virgil Tanase, le Québécois Gaston Miron et le Marocain Driss

Chraïbi ou encore le chanteur camerounais Francis Bebey - les partisans du « tout-anglais » en France sont de plus en plus entreprenants et contribuent à faire douter de leur langue les Français et à ébranler son crédit dans d'autres pays.

Rappelant que le français est, à égalité avec l'anglais, le seul idiome de travail de la majorité des grandes organisations internationales et que « les trois quarts du commerce extérieur de la France ont lieu avec des nations non anglophones », les auteurs du Manifeste se déclarent « pour l'Europe » et estiment que, « si celle-ci ne devait avoir qu'une langue, on voit mal pourquoi ce devrait être celle des Etats-Unis, d'autant plus qu'il existe en Europe plus de francophones que d'anglophones ».

« Autodestruction collective »

Devant le « travail d'autodestruction collective » des promoteurs du tout-anglais, les signataires pensent que, sans réaction politique rapide, « nous allons nous retrouver dans la situation du Québec il y a trente ans, obligés à de longues et difficiles luttes pour reconquérir le droit de travailler dans notre langue ».

Plusieurs des personnalités groupées autour du Manifeste sont déjà à l'origine de l'amendement constitutionnel adopté récemment par le Parlement et consacrant le fait que « la langue de la République est le français ». Seule l'opposition - ou le non-intérêt - du gouvernement a empêché qu'il soit précisé que « le français est la langue de l'enseignement et du travail » et que « la

France participe à la construction d'une communauté francophone internationale », ce dernier point, selon le Manifeste, étant « non moins nécessaire que la construction de l'Europe ».

Afin d'enrayer l'évolution stigmatisée par les deux cent cinquante signataires, ceux-ci demandent à M. Mitterrand d'agir sans tarder dans cinq directions : diversifier l'apprentissage des langues étrangères en France « en organisant réellement l'égalité de leur enseignement » ; accroître la place de l'information et de la création audiovisuelle d'expression française en France et dans le monde ; « assurer l'usage effectif du français à tous les niveaux des institutions européennes et ne plus accepter les interprétations (linguistiques) partiales de certains commissaires ou juges » ; inscrire dans la Constitution que « le français est la langue de l'enseignement et du travail » et que la France « participe à la construction francophone » ; transformer la loi du 31 décembre 1975 sur l'emploi du français en France, et l'appliquer effectivement.

Au moins sur ce dernier point, le « groupe du Manifeste » devrait avoir bientôt satisfaction, puisque M^{me} Catherine Taub, secrétaire d'Etat aux relations culturelles extérieures et à la francophonie, nous indiquait dernièrement qu'elle travaille à élargir le champ de la loi Bas-Lauriol de 1975.

JEAN-PIERRE PERONCEL-HUGOZ

(1) Les adhésions sont reçues à l'association Avenir de la langue française, 33, boulevard Exelmans, 75016 Paris.

Par soci d'économie et d'équité
Le gouvernement belge
supprime
le service militaire

Le gouvernement belge a adopté, vendredi 3 juillet, un « plan de restructuration » de l'armée qui prévoit la suppression de la conscription à partir de janvier 1994, avec, en 1993, un service militaire réduit à huit mois pour les derniers appelés. Un débat s'est instauré sur la création d'un service civique, mais aucune décision n'a été prise à ce sujet.

BRUXELLES

de notre correspondant

Des soucis d'économie mais aussi d'équité (les exemptions étaient très nombreuses) sont à l'origine de la suppression de ce qu'on appelle ici « la milice », par opposition à une armée de métier forte de 48 000 hommes. Celle-ci devrait être ramenée à un effectif de 40 000 en quelques années, avec un budget de la défense qui restera bloqué à un peu moins de 100 milliards de francs belges (16 milliards de francs français) jusqu'en 1997.

Actuellement, la force terrestre comprend 31 500 soldats de métier et l'aviation 13 000. Le reliquat se trouve dans les services médicaux et une marine forte de quelques hélicoptères et sous-marins. Le souci des autorités est de maintenir un niveau d'effectifs et d'armement qui permette au royaume d'honorer ses engagements auprès des grandes organisations internationales : ONU et OTAN. La Belgique a participé, par exemple, aux opérations de la force internationale pendant la guerre du Golfe. Elle souhaite entrer dans l'entrecroisement créé par la France et l'Allemagne, mais elle voudrait que cela puisse se concilier avec ses engagements dans le cadre de l'OTAN, sans l'obliger à augmenter ses effectifs.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

A Brest

M. Lalonde
dialogue avec l'UDF
BREST

de notre envoyé spécial


« Je n'ai pas de difficulté à travailler avec les libéraux sociaux », a affirmé M. Brice Lalonde, vendredi 3 juillet, à Brest, devant l'université d'étés des adhérents directs de l'UDF, dont il était l'invité vedette. L'ancien ministre de l'Environnement, désormais partisan d'une alliance des « verts », des « roses » et des « bleus », a expliqué, dans un débat qui l'a opposé principalement à M. Alain Madelin, député d'Ille-et-Vilaine et président du Centre international de recherche sur les problèmes de l'environnement, que toute sa démarche politique s'était inscrite, depuis plus de vingt ans, contre le nationalisme, l'étatisme et le productivisme. « Pour moi, le PS est devenu libéral. Je ne suis pas d'accord avec M. Madelin lorsqu'il continue d'ignorer le socialisme comme un épouvantail », a-t-il ajouté, avant de rappeler que son interlocuteur avait « fait arrêter Superphénix » lorsqu'il était en charge du ministère de l'Industrie.

M. Madelin a distingué deux types d'écologie : l'un, dont il se réclame, qui serait fondé sur le principe de responsabilité ; l'autre, dont « le caractère utopique risque de nous entraîner, comme le socialisme, vers un certain dirigisme ». Député des Hauts-de-Seine et secrétaire général du Parti social-démocrate (PSD), M. André Santini a regretté l'attitude de l'opposition : « Nous avons un peu trop pris l'habitude de sous-traiter les problèmes, l'immigration au Front national et l'environnement aux écologistes ».

Interrogé par M. Pierre-André Wiltzer, député général des adhérents directs de l'UDF et député de l'Essonne, sur l'avenir des écologistes en politique, le président de Génération Ecologie a affirmé, sous les applaudissements d'une salle apparemment adoubée : « Je suis là pour manger le PS et l'UDF ».

JEAN-LOUIS SAUX

RAYONNAGES
BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS
25 années d'expérience
R.M. LEROY, éditeur - 200, av. du Maine,
75014 Paris. Tél. : 45-40-57-40.

SOMMAIRE

DATES

Il y a quarante ans : la création de l'échelle mobile des salaires... 2
ÉTRANGER
Le sommet du G7 à Munich... 3
Echec de la visite de lord Carrington à Sarajevo... 3
Algérie : un entretien avec M. Ali Ahmed... 5
Pérou : trois mois de « coup d'Etat civil »... 4

POLITIQUE

Référendum sur le traité de Maastricht : le « oui personnel » de M. Chirac... 6
La préparation du congrès extraordinaire du PS... 6
Livres politiques : Les raisons de l'Etat, par André Laurens... 6

SOCIÉTÉ

Les manifestations des chauffeurs routiers... 7
L'enquête sur l'assassinat d'un dirigeant de l'OLP à Paris... 8
Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris... 8
Sports : un entretien avec M. Hein Verbruggen, président de l'Union cycliste internationale... 13
Les championnats de tennis de Wimbledon... 13

HEURES LOCALES

● Les mécomptes de Briçonnet
● L'aménagement de l'Ille en question
● Jour de fête à Méru
● Jeu de rôle du préfet et des élus
● La RATP démentie
● Sous la terrasse, l'autoroute...
● La décontraction à l'épreuve du temps
● Débat : « Pas d'hiver au Mont-Saint-Michel », par Jacqueline Nebout... 9 à 11

CULTURE

Cinéma : Caucase, écrans en état de guerre... 15
Photographie : l'intrusion du fantastique... 16
Musique : inépuisable pour l'Olympe... 16
Les malheurs d'un conservateur de musée tchèque... 16
La mort de Maurice Le Lannou... 16

ÉCONOMIE

L'accord à l'UNEDIC... 18
Le gel du programme du FMI en faveur de la Côte d'Ivoire... 18
La manifestation des agriculteurs contre la mévente des légumes... 18
Enquête : les pays riches et l'insaisissable reprise... 19
Revue des valeurs... 20
Crédit, changes, grands marchés... 21

COMMUNICATION

L'augmentation du prix de la Libération... 18
La décision du Comité national contre le tabagisme à propos de la diffusion télévisée du Grand Prix de France de formule 1... 18

Services

Abonnements... 2
Carnet... 14
Météorologie... 14
Mots croisés... 14
Télévision... 14
Spectacles... 17

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte
un cahier
« Radio-télévision »
Le numéro du « Monde »
daté 4 juillet 1992
a été tiré à 483 574 exemplaires.

JPM de LISO